

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DÉPENDANCE EUROPÉENNE AU GAZ NATUREL RUSSE :
ANALYSE COMPARÉE DE LA SÉCURITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT
EN ALLEMAGNE, EN UKRAÏNE ET EN TURQUIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
SAMUEL LESSARD

MARS 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

à Jacques Lévesque pour son support et son degré de sagesse inatteignable,
à Albert Legault pour l'introduction au monde énergétique,
à Karine Dubois pour le support sincère et l'intérêt obligé,
à ma famille pour la création et le modelage,
à Dave, Philippe, Dominic, Frédérik, Olivier et Carey pour le support ludique.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	i
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	iv
LISTE DES CARTES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	v
RÉSUMÉ.....	vi

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

CHAPITRE 1 – LE SECTEUR GAZIER EN RUSSIE

1.1. Gazprom et le contrôle de l'État.....	16
1.2. Paramètres d'évaluation de la nature et de l'ampleur des risques internes à la Russie.....	18
1.2.1. Les champs d'extraction et l'investissement.....	21
1.2.2. La demande intérieure.....	25
1.2.3. La demande asiatique.....	26
1.2.4. L'approvisionnement centre-asiatique.....	27
1.2.5. Le bilan.....	28
1.3. La politique énergétique russe.....	28
1.3.1. La politique énergétique russe par rapport aux exportations vers l'Europe.....	35

CHAPITRE 2 – LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-ALLEMAND

2.1. Les chiffres du marché gazier et les tracés des gazoducs	37
2.2. Les alternatives d'importation et le degré de dépendance à la Russie	39
2.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement gazier russe.....	40
2.3.1. Les ruptures politiques	40
2.3.2. Les ruptures techniques.....	42
2.3.3. Les ruptures de transit	43
2.3.4. Les ruptures économiques et les relations avec Gazprom.....	44

CHAPITRE 3 – LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-UKRAINIEN

3.1. Les chiffres gaziers et les tracés des gazoducs.....	47
3.2. Les alternatives d'importation et la dépendance gazière à la Russie.....	48
3.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement gazier russe.....	50
3.3.1. Les ruptures politiques	51
3.3.2. Les ruptures techniques	54
3.3.3. Les ruptures de transit	54
3.3.4. Les ruptures économiques et les relations commerciales avec Gazprom ...	55
3.4. Bilan des menaces	57

CHAPITRE 4 – LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-TURC

4.1. Les chiffres du marché gazier et les tracés de gazoducs	62
4.2. Les alternatives d'importation et la dépendance gazière à la Russie.....	63
4.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement russe.....	64
4.3.1. Les ruptures politiques	64
4.3.2. Les ruptures techniques	65
4.3.3. Les ruptures de transit	65
4.3.4. Les ruptures économiques et les relations commerciales avec Gazprom ...	66

CHAPITRE 5 – COMPARAISON

5.1. Méthodologie	68
5.2. Les variables chiffrées des marchés gaziers.....	68
5.2.1. Les chiffres de base	68
5.2.2. Le transit.....	70
5.2.3. La dépendance gazière à la Russie	72
5.3. Les variables non-chiffrées des marchés gaziers	75
5.4. La perception de la dépendance gazière.....	78
5.5. Bilan et élargissement.....	80

CHAPITRE 6 – LA VISION EUROPÉENNE

6.1. Le marché gazier européen et la dépendance au gaz naturel russe.....	85
6.2. Gazprom, l'Europe et les ententes bilatérales.....	88
6.3. L'application du modèle comparatif Allemagne-Ukraine-Turquie aux relations gazières russo-européennes.....	91
6.4. Conclusion et perspectives d'avenir.....	93
CONCLUSION.....	95
ANNEXE.....	103
BIBLIOGRAPHIE.....	104

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AIÉ	Agence Internationale de l'Énergie
BBC	British Broadcasting Corporation
bmc	Billion de mètres cubes
BP	British Petroleum
EIA	Energy Information Administration
Gmc	Milliard de mètres cubes
INOGATE	Interstate Oil and Gas Transport to Europe
Kmc	Millier de mètres cubes
M&I	Approche <i>Markets and Institutions</i>
Mmc	Million de mètres cubes
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord
R&E	Approche <i>Regions and Empires</i>
SOCAR	State Oil Company of Azerbaijan Republic
TCÉ	Traité sur la Charte de l'Énergie
UE	Union européenne
ZÉE	Zone économique exclusive

LISTE DES CARTES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau	Page
1 Prix du gaz pour les industries et les foyers en Europe	15
2 Âge du réseau de gazoducs de Gazprom	19
3 Prévisions de production et consommation gazière en Russie jusqu'en 2030	20
4 Production gazière de la Russie	22
5 Investissements de Gazprom dans le réseau gazier russe	24
6 Liens politiques entre Gazprom et le Kremlin	31
7 Le réseau gazier allemand	38
8 Les principaux <i>joint ventures</i> de Gazprom en Europe	46
9 Le réseau gazier ukrainien	48
10 Le marché gazier ukrainien : quantités et prix	60
11 Résultats de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004	61
12 Le réseau gazier turc	63
13 Balance du gaz naturel en Turquie, en Ukraine et en Allemagne	69
14 Transit de gaz russe via le territoire ukrainien	71
15 Dépendance au gaz naturel russe pour les pays sélectionnés	73
16 Les groupes gaziers européens	84
17 La dépendance européenne au gaz naturel russe	87
18 Les gisements gaziers en Russie	103

RÉSUMÉ

En 1968, les premières exportations de gaz naturel soviétique pénètrent le marché européen. Quarante ans plus tard, le marché gazier russo-européen représente le plus grand bassin d'échanges gaziers au monde. Toutefois, malgré les immenses réserves russes et les capacités financières des États européens, une crainte demeure : celle de voir la Russie accentuer sa présence, déjà complète en amont, en aval du marché gazier. Ainsi, Gazprom serait utilisée par le Kremlin pour acquérir le contrôle d'entreprises européennes de distribution de gaz naturel, afin de développer une menace plus efficace encore que la menace nucléaire parce qu'applicable à des durées et degrés divers : la menace énergétique.

Ce mémoire se limite aux questions gazières parce que l'étendue aux autres énergies eût représenté un travail colossal inadéquat pour un mémoire de maîtrise. Mais le marché gazier russo-européen implique suffisamment de questionnements sociaux, politiques et économiques pour construire une recherche complète et précise. Le but de ce mémoire sera de déterminer s'il existe des schèmes de relations gazières avec la Russie, et, le cas échéant, comment ces schèmes se développent et influencent les relations qu'entretient Gazprom avec chacun des États partenaires. Parallèlement, et en utilisant ces schèmes, cette recherche tentera aussi de déconstruire le mythe du « danger russe » hérité de la Guerre Froide et qui politise les relations gazières.

INTRODUCTION

L'accession de Vladimir Poutine au poste de Président de la Fédération de Russie, le 31 décembre 1999, a marqué une rupture dans la politique énergétique du pays : de fournisseur important de gaz naturel à l'Europe, la Russie est devenue, sous les neuf ans de règne du Président, la plaque tournante du commerce euro-asiatique du gaz naturel, aujourd'hui le combustible dont la demande est en plus forte hausse. Par une politique de nationalisation et de développement des ressources énergétiques du pays, Poutine a permis à la Russie de reprendre sa place parmi les économies les plus puissantes de la planète.

Au même moment, la sécurité énergétique a été intégrée à la définition de la sécurité nationale d'une majorité d'États sur le globe – et de la totalité des États continentaux européens – à cause d'événements tels que la hausse des prix des hydrocarbures, les ruptures d'approvisionnement réelles ou brandies en menace par les États exportateurs, le réveil quant à la dépendance aux hydrocarbures¹ provenant d'États précaires du point de vue politique et/ou des réserves énergétiques, etc.

Ce réveil, jumelé à une prise de conscience environnementale, s'est avéré positif pour Moscou. En effet, le gaz naturel représente le combustible hydrocarbure le plus propre, et le régime russe, que l'on peut qualifier de politiquement stable², en possède des réserves immenses. Le gaz naturel russe est aujourd'hui très en demande en Europe, en Asie (surtout le trio Inde-Chine-Japon) et aux États-Unis, quoique dans une moindre mesure. Si ces trois blocs se ressemblent sur le fait qu'ils possèdent des

¹ Voir notamment The White House. *President Bush Delivers State of the Union Address*, En ligne : <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2007/01/20070123-2.html>>, page consultée le 30 octobre 2008.

² Sans entrer dans une analyse des critères définissant la stabilité politique, disons seulement qu'en comparaison avec plusieurs pays possédant de fortes réserves de gaz (Iran, Arabie Saoudite, Venezuela, Turkménistan, etc.), la Russie possède un régime politique stable.

réerves financières suffisantes pour s'approvisionner, l'Europe se démarque sur un point : les infrastructures d'importation du gaz russe sont en place ou en construction et le marché est déjà développé : 154,4 milliards de mètres cubes (Gmc) de gaz ont été exportés en 2008 vers l'Europe³, soit 40% des importations de la zone⁴. De cette façon, si l'Asie et les États-Unis cherchent à ouvrir de nouvelles voies d'importation avec la Russie, l'Europe tente quant à elle de conserver les siennes. À terme, le marché mondial du gaz naturel représente une équation à somme nulle : plus il y aura de gaz russe vendu en Asie, moins il en restera pour l'Europe. Celle-ci doit donc s'assurer de demeurer la priorité des exportations russes. En même temps, elle doit garder un œil sur les développements internes du marché gazier en Russie, afin de s'assurer que le gaz promis sera disponible. Bref, si certains auteurs perçoivent dans cette situation le germe d'un éventuel bouleversement géopolitique en ce que la Russie dépend de l'approvisionnement centre-asiatique pour honorer ses contrats européens actuels et asiatiques futurs⁵ – et qu'ainsi, quatre importantes régions du monde sont touchées –, il est certain que les relations issues de ces échanges ne se limiteront pas à un niveau économique; les relations politiques seront appelées à orienter les futurs développements dans le dossier.

Il demeure qu'à l'heure actuelle, le premier partenaire dans le commerce gazier est l'Europe, à plus forte raison cinq pays : l'Allemagne, l'Italie, l'Ukraine, le Belarus et la Turquie, qui sont les cinq premiers importateurs et consommateurs de

³ Ce chiffre exclut les pays Baltes et la CÉI européenne. British Petroleum. *Workbook*, En ligne : <<http://www.bp.com/productlanding.do?categoryId=6929&contentId=7044622>>. Tous les chiffres utilisés dans cette étude proviendront, à moins d'indication contraire, du rapport annuel de BP, le workbook 2008. Il est à noter que ce rapport présente une fiabilité prouvée, puisque, après comparaison avec les chiffres de Gazprom, de l'Agence Internationale de l'Énergie et du Département d'État américain de l'Énergie, tous les chiffres concordent.

⁴ Finon, Dominique et Catherine Locatelli. « Russian and European interdependence – Can market forces balance out geopolitics? », *Cahier de recherche LEPII*, no 41 bis (janvier 2007), p. 2.

⁵ van der Linde, Coby. « The gasification of international relations », *Energie Nederland*, 6 juin 2006, p. 1, Stern, Jonathan. « The New Security Environment for European Gas: Worsening Geopolitics and Increasing Global Competition for LNG », *Oxford Institute for Energy Studies – Policy Paper*, no 15 (octobre 2006), p. 1-31, et Correljé, Aad et Coby van der Linde. « Energy supply security and geopolitics: A European perspective », *Energy Policy*, no 34 (2006), p. 532-543.

gaz russe au monde. Ne seront retenus pour l'analyse que l'Allemagne, l'Ukraine et la Turquie, puisque l'Italie ne participe pas au transit de gaz russe – et aucun projet en ce sens n'est prévu – et que le Belarus présente, en des proportions moindres, une situation qui ressemble à celle de l'Ukraine. Les trois États choisis sont aussi directement connectés au réseau russe (2011 pour l'Allemagne), ce qui permet à une partie des importations gazières d'éviter le transit par un pays tiers⁶. De plus, ils offrent un transit vers les pays voisins, en plus de tous trois participer, via leurs compagnies, à des *joint ventures* avec Gazprom.

L'analyse comparative des situations des trois États, alimentée par une littérature abondante, offre donc un créneau d'analyse pouvant être utilisé pour éclairer la situation des autres États européens, concernant la sécurité énergétique et le danger potentiel d'un accroissement du marché gazier avec la Russie. En effet, malgré leur importance commune dans le marché européen du gaz, ces trois États représentent trois situations politico-énergétiques bien différentes : l'Allemagne agit comme consommateur majeur de gaz russe malgré une forte production intérieure, et est aussi un partenaire important de Gazprom; l'Ukraine, en tant qu'ancienne république soviétique, dépend des infrastructures héritées de l'Empire; et la Turquie représente un pays de transit inévitable pour l'importation en Europe du gaz caspien et moyen-oriental. De plus, l'Allemagne est membre de l'UE et de l'OTAN, l'Ukraine est membre de la CÉI et cherche à intégrer l'OTAN, et la Turquie est membre de l'OTAN et cherche à intégrer l'UE. Le spectre politique est donc vaste.

Le but de la recherche sera de déterminer si, comme le prétend une partie de la littérature, l'Europe met en danger sa sécurité énergétique en augmentant son commerce gazier avec la Russie. Afin de dresser un portrait de la situation, la question de recherche utilisée sera la suivante : en comparant les situations de

⁶ Dans le cas de l'Allemagne, ce critère sera rempli avec la mise en fonction du Nord Stream, en 2011. Voir Nord Stream, En ligne : <<http://www.nord-stream.com/en/the-pipeline/milestones.html>>.

l'Allemagne, de l'Ukraine et de la Turquie, comment peut-on dresser le portrait de la dépendance européenne au gaz naturel russe et des conséquences de celle-ci?

Méthodologie

La recherche se divisera en trois grandes parties qui apporteront chacune un palier d'analyse et de compréhension à la question de la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel russe à l'Europe. La première concernera le secteur gazier russe afin de déterminer les obstacles internes à une hausse des exportations. Ensuite, la deuxième partie, qui comprendra les chapitres 2 à 5, sera celle de l'analyse des situations particulières à l'Allemagne, l'Ukraine et la Turquie, et de la comparaison entre elles du point de vue de la viabilité de leur commerce gazier avec la Russie. Finalement, la troisième partie consistera en une mise en relation des résultats de la deuxième partie avec la situation européenne en général, afin de déterminer s'il existe des schèmes de relations gazières entre Moscou et les différents ensembles régionaux en Europe. Le tout se terminera par un bilan des menaces actuelles et éventuelles, et réelles et imaginées, posées par la place accordée au gaz naturel russe dans la fourchette énergétique européenne.

L'opérationnalisation du cadre d'analyse ne concernera que les deuxième et troisième parties, puisque la première sera surtout descriptive du secteur gazier russe. Pour la deuxième partie, l'analyse comparative des marchés gaziers allemand, ukrainien et turc avec la Russie reposera sur des éléments quantitatifs et qualitatifs. Les chiffres concernant le secteur gazier seront mis en relation : réserves, production, importations russes et non-russes, importations directes et par transit, part du gaz russe dans la fourchette énergétique, quantités et directions du transit et évaluations futures. Ainsi, il sera possible de connaître le degré de dépendance gazière à la Russie de chaque pays, et les alternatives d'importation pour chacun d'eux.

En poursuivant l'analyse, il sera possible d'obtenir un portrait détaillé de cette dépendance. C'est ainsi que plusieurs critères qualitatifs seront utilisés afin de déterminer la sécurité de l'approvisionnement des États : l'historique gazier, le tracé des gazoducs alimentant le pays, les relations politiques et économiques avec Moscou et Gazprom, la présence et le nombre de *joint ventures* énergétiques existant, la question du transit et la perception de la menace posée à la sécurité énergétique nationale par un accroissement du commerce gazier avec la Russie⁷. Les trois situations seront ensuite comparées.

La troisième partie sera une présentation générale de la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel russe en Europe. Ainsi, les critères de la deuxième partie seront repris mais l'analyse sera plus brève, et étendue à l'échelle régionale. En s'inspirant des résultats de la deuxième partie, des rapprochements pourront être faits entre pays présentant des caractéristiques communes.

Cadre théorique

L'approche utilisée dans cette recherche sera l'analyse comparative. L'Allemagne, l'Ukraine et la Turquie seront donc comparées selon les critères quantitatifs et qualitatifs vus plus haut. L'analyse croisée de ces critères permettra de déterminer si la dépendance gazière à l'égard de la Russie est réellement menaçante pour la sécurité énergétique et, ce faisant, la sécurité nationale des États à l'étude. En comparant les résultats, il sera possible de voir quel État possède la sécurité d'approvisionnement en gaz russe la plus développée.

Les questionnements majeurs concernant l'accroissement du commerce gazier avec la Russie sont les suivants : la viabilité à long terme du secteur gazier russe, les

⁷ Il ne s'agit pas ici de faire une analyse du discours et des actions des décideurs nationaux, mais plutôt d'isoler la variante politique dans les choix de politique énergétique de chaque État. L'analyse sera inspirée de la théorie des ensembles de sécurité énergétique de Mikko Palonkorpi, qui sera vue plus loin.

risques politiques, commerciaux et techniques d'une rupture d'approvisionnement, le contrôle sur l'investissement étranger en Russie, les relations entre Moscou et les États producteurs d'Asie centrale, les alternatives pour l'exportation russe et l'importation européenne, les difficultés concernant le transit vers l'Europe, la ratification et le respect du Traité de la Charte de l'Énergie (TCE), la mainmise de Gazprom sur la chaîne production-consommation et le multilatéralisme européen.

Conceptualisation

Premièrement, dans la recherche actuelle, le cadre conceptuel est celui de la sécurité énergétique⁸ définie ainsi par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) : « the availability of a regular supply of energy at an affordable price »⁹. La notion de prix abordable peut semer la confusion à cause du point de référence (selon le consommateur, le vendeur ou le producteur ?) et des fluctuations du marché¹⁰, mais le concept de sécurité énergétique permet d'évaluer la viabilité du secteur énergétique d'un pays d'un point de vue qualitatif. En effet, une sécurité énergétique viable comprend un juste équilibre entre facteurs intérieurs (régulation de la consommation, efficacité et production énergétiques) et extérieurs (approvisionnement fiable et à un prix raisonnable, partenaires énergétiques stables, et, le cas échéant, exportation à des clients fiables).

Deuxièmement, la sécurité énergétique comprend le concept de sécurité des approvisionnements. Pour plusieurs pays européens, les deux termes peuvent être interchangeables puisque le secteur énergétique dépend en grande partie des importations. La sécurité de l'approvisionnement implique la fiabilité physique (la disponibilité) et économique (les prix relativement constants) des importations énergétiques. Il est à

⁸ Au point de vue conceptuel, le concept de sécurité énergétique comprend le concept de sécurité des approvisionnements, mais les deux termes seront utilisés sans différenciation dans la recherche, afin d'alléger le texte.

⁹ Costantini, Valeria, Francesco Gracceva, Anil Markandya et Giorgio Vicini. « Security of energy supply: Comparing scenarios from a European perspective », *Energy Policy*, no 35 (2007), p. 210.

¹⁰ Alhaji, A.F. « What Is Energy Security? », *Energy Politics*, no 4 (printemps 2008), p. 70.

noter cela n'implique pas nécessairement un approvisionnement diversifié : un pays peut assurer son approvisionnement à partir d'un seul fournisseur si celui-ci remplit les critères de fiabilité.

Troisièmement, un autre concept important et davantage mathématique, celui de la fourchette énergétique, contient le bilan annuel des énergies consommées dans le pays. Il permet de relativiser les concepts précédents en comparant l'importance de chaque combustible. Par exemple, si l'approvisionnement en gaz naturel d'un État provient d'un exportateur avec qui il entretient des relations politiques tendues, mais que le gaz naturel n'occupe que 5% de sa fourchette énergétique, la situation n'est pas nécessairement critique.

Quatrièmement, à partir des concepts précédents, on peut établir la dépendance énergétique d'un État à l'égard d'un autre, dans le cas actuel, la dépendance gazière des États à l'étude à l'égard de la Russie. Il s'agit d'une analyse de critères quantitatifs et qualitatifs propres à chaque situation. Ainsi, à partir de ces quatre concepts, il est possible de dresser le portrait de la dépendance européenne au gaz naturel russe et des conséquences de celle-ci.

Revue de la littérature

Paramètres d'évaluation de la nature et de l'ampleur des risques de rupture d'approvisionnement internes à la Russie

La Russie produit à l'heure actuelle au-delà de 600 Gmc par année. Si la production russe a crû de 10% depuis 2000, une majorité d'auteurs croient que celle-ci devrait chuter d'ici les trente prochaines années¹¹, mais que « les réserves gazières russes ne sont pas en cause »¹². En effet, le questionnement serait davantage lié au

¹¹ Voir notamment tous les textes de Jonathan Stern et les prévisions de l'AIÉ.

¹² Locatelli, Catherine. « Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie – L'Europe contre l'Asie ? », *Cahier de recherche LEPH*, no 38 (septembre 2004), p. 3.

manque d'investissement dans le secteur gazier : selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), les besoins financiers servant à combler les pertes encourues par l'épuisement des trois champs majeurs (Urengoy, Medvezhe et Yamburg) seraient de l'ordre de 170 milliards de dollars d'ici 2020¹³.

Dans la littérature, deux solutions principales sont envisagées pour pallier la diminution de la production russe. D'un côté, l'apport en investissement étranger pourrait éventuellement régler une partie du problème du financement, mais Moscou opère un contrôle sur cet investissement, comme il sera vu plus loin. D'un autre côté, une amélioration du bilan énergétique russe¹⁴ permettrait de réduire la consommation interne de gaz. Toutefois, celle-ci demeure en hausse constante, suivant un processus très simple : plus le niveau de vie augmente grâce aux exportations énergétiques, plus la consommation augmente¹⁵.

En conclusion pour la partie interne à la Russie, il existe un point de convergence dans la littérature : la Russie possède d'immenses réserves de gaz mais doit trouver les moyens financiers pour les développer et techniques pour contenir l'inévitable augmentation de la consommation. L'importation de gaz centre-asiatique devrait aider la Russie à combler une partie du déficit, afin d'assurer la pérennité des exportations vers l'Europe, l'Asie et les États-Unis, ce qui sera vu dans la deuxième partie. Et malgré les craintes liées à la recherche de nouveaux marchés d'exportation

¹³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴ Dudek, Daniel J., Alexander A. Golub et Elena B. Strukova. « Should Russia increase domestic process for natural gas? », *Energy Policy*, vol. 34 (2006), p. 1659-1670.

¹⁵ Simmons, Daniel et Isabel Murray. « Russian Gas: Will There Be Enough Investment? », *Russian Analytical Digest*, no 27 (septembre 2007), p. 2.

par les États centre-asiatiques¹⁶, il demeure un avantage majeur au commerce avec la Russie : les infrastructures sont présentes et leur rénovation est déjà prévue¹⁷.

*Paramètres d'évaluation de la nature et de l'ampleur des risques de rupture
d'approvisionnement externes à la Russie*

Risques physiques

En premier lieu, les risques physiques sont liés à l'existence d'autres marchés gaziers, autant pour l'exportation russe que pour l'importation européenne. Dans un premier temps, la Russie possède d'immenses réserves de gaz qui intéressent des marchés dont la croissance de la consommation est supérieure à celle de l'Europe¹⁸. Comme on peut le lire dans le résumé de la stratégie énergétique russe jusqu'en 2020¹⁹, les partenaires principaux où le marché gazier est appelé à se développer sont : la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde et les États-Unis, via la technologie du gaz naturel liquéfié (GNL)²⁰. Ces pays sont en situation de déficit gazier, c'est-à-dire que la consommation surpasse la production, et cet écart doit être comblé par l'importation. Seule la Chine possède un marché gazier équilibré, mais l'augmentation prévue de la consommation²¹ fera basculer le pays dans une situation de déficit gazier à court terme.

¹⁶ Nicoll, Alexander et Jessica Delaney. « Central Asia's energy. Has Moscow played its trump card? », *IJSS Strategic Comments*, vol. 13, no 5 (juin 2007), p. 1-2, et International Crisis Group. « Central Asia's Energy Risks », *Asia Report*, no 133 (mai 2007), p. 15-16.

¹⁷ Fredholm, Michael. « The Russian Energy Strategy & Energy Policy: Pipeline Diplomacy or Mutual Dependence? », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 05, no 41 (septembre 2005), p. 31.

¹⁸ Monaghan, Andrew. « Russia's Energy Diplomacy: A Political Idea Lacking a Strategy », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 7, no 2 (2007), p. 285.

¹⁹ Ministry of Energy of the Russian Federation. *The Summary of the energy Strategy of Russia for the Period of up to 2020*. Moscou, 2003, En ligne : http://ec.europa.eu/energy/russia/events/doc/2003_strategy_2020_en.pdf, p. 12.

²⁰ Legault, Albert. « Quelques données fondamentales sur le gaz et le pétrole », chap. in *Petit traité du pétrole et du gaz*, Paris : Technip, 2007, p. 118-121.

²¹ Energy Information Administration. « China », *Country Energy Profiles*, En ligne : <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/NaturalGas.html>.

Dans un deuxième temps, les prévisions convergent vers une diminution la production indigène européenne à partir de 2020²², et sur une hausse subséquente des importations, qui pourraient atteindre 500 Gmc en 2020, dont une part russe se situant entre 165 et 200 Gmc²³. Selon ces prévisions, cela crée un manque d'environ 200 Gmc qui ne proviendra ni de Russie ni de la production indigène. Les pays du Maghreb, certains pays du Moyen-Orient, du Golfe Persique, de la région du Golfe de Guinée, et certains pays asiatiques et caribéens sont susceptibles de combler ce manque, mais les moyens techniques déployés seront proportionnels à l'éloignement des fournisseurs.

Risques politiques

En deuxième lieu, pour comprendre les débats dans la littérature européenne concernant les aspects politiques du marché gazier, il faut se situer à partir du cadre conceptuel, celui de la sécurité énergétique. Luciani, dans la mouvance de Stern²⁴ et Weisser²⁵, voit dans la sécurité de l'approvisionnement énergétique une question de disponibilité du gaz et une question contractuelle²⁶, c'est-à-dire qui relève uniquement du marché. Neumann, dans sa thèse de doctorat, note l'existence de formules mathématiques permettant de calculer le degré de sécurité de l'approvisionnement à partir de critères techniques et commerciaux, et qui calculent la dépendance à l'égard de l'approvisionnement de chaque pays²⁷. Cette vision « économique » de la sécurité énergétique correspond à l'approche *Markets and*

²² AIÉ/OCDE. *Security of gas supplies in open markets*, En ligne :

<http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2004/security_annexes.pdf>, p. 302.

²³ Götz, Roland. « Russia and the Energy Supply of Europe – The Russian Energy Strategy to 2020 », *German Institute for International and Security Affairs – Working paper*, no 5 (octobre 2005), p. 4.

²⁴ Stern, Jonathan. *Security of European Natural Gas Supplies. The impact of import dependence*, Londres : Royal Institute of International Affairs, 2002, p. 12.

²⁵ Weisser, Hellmuth. . « The security of gas supply – a critical issue for Europe? », *Energy Policy*, no 35 (2007), p. 3.

²⁶ Luciani, Giacomo. « Security of Supply for Natural Gas Markets – What is it and what is it not? », *INDES Working Papers*, no 2 (mars 2004), p. 2.

²⁷ Neumann, Anne. « Security of Supply in Liberalised European Gas Markets », *Thèse de Diplôme*, Chair for Economics, in particular Economic Theory (Microeconomics), Prof. Dr. Friedel Bolle, European University Viadrina (printemps 2004), p. 12.

Institutions (M&I), décrite par Correljé et van der Linde, qui prétend que l'approvisionnement peut être assuré, à moins de coupures techniques, par le jeu économique et la coopération.

La vision économique de la sécurité énergétique ne fait toutefois pas l'unanimité, parce qu'elle ne prend pas en considération les aspects politiques de cette sécurité, selon Palonkorpi²⁸. Celui-ci explique que l'on doit ajouter à la définition économique le fait que la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur énergétique (dans ce cas-ci, la Russie) est plus dangereuse que la dépendance à l'égard de plusieurs fournisseurs moins stables politiquement. Palonkorpi s'inspire de la théorie des ensembles de sécurité régionaux (*Regional Security Complex Theory* – RSCT) de Buzan et Waever pour créer la théorie des ensembles de sécurité énergétique²⁹. La RSCT prétend que la sécurité repose sur la répartition de la puissance entre États d'une région donnée et sur l'historique d'amitié ou d'inimitié entre ces États. La théorie des ensembles de sécurité énergétique ajoute aux deux critères de la RSCT un élément de dépendance énergétique et de perception de cette dépendance. Ainsi, les relations entre États d'une même région seraient influencées par une dépendance énergétique positive ou négative, selon l'historique d'amitié ou d'inimitié entre ces États, puisque « the energy security complexes are likely to follow the already existing lines of security interdependence in the region »³⁰.

Neumann propose elle aussi l'ajout d'un élément politique à la définition de la sécurité énergétique. Elle calcule le degré de dépendance à l'égard d'un pays exportateur pour toutes les énergies confondues, et crée une formule mathématique qui prend en considération la production indigène du pays et le degré de stabilité

²⁸ Palonkorpi, Mikko. *Energy Security and the Regional Security Complex Theory*, article non-publié, En ligne : <<http://www.sam.sdu.dk/politics/nisa/papers/palonkorpi.pdf>>, p. 1.

²⁹ *Ibid.*, p. 3.

³⁰ *Ibid.*, p. 7.

politique des régions productrices d'énergie³¹. Correljé et van der Linde décrivent cette deuxième approche comme étant celle du *Regions and Empires* (R&E), qui implique « a world broken up in rival political and economic blocks »³². Selon cette vision, la dépendance énergétique a pour effet de politiser les marchés énergétiques intra- et inter-« empires » et d'intégrer la sécurité énergétique aux politiques de sécurité des États et de l'Union européenne. C'est aussi l'avis de Mañé-Estrada, qui critique l'approche M&I pour son analyse purement économique, « inspired by a neo-liberal school of thought, seeking the creation of an energy market as a self-regulating mechanism of energy security »³³. L'auteure prétend que l'analyse de « l'espace géo-énergétique paneuropéen » doit se faire à partir d'un point de vue géopolitique, et non pas en utilisant les simples règles économiques d'offre et de demande.

Pour continuer, si l'approche M&I relève d'une vision néo-libérale comme l'explique Mañé-Estrada, l'approche R&E, de son côté, est plutôt constructiviste. En effet, Correljé et van der Linde soulèvent le fait que les pays de l'UE « respond to the evolving situation in the energy market, adopting reflexive strategies and taking account of each other »³⁴. Ainsi, la politique de sécurité énergétique est déterminée par les interactions entre États, desquelles découlent les relations de dépendance et, surtout, la perception de cette dépendance³⁵.

Clairement, la question de la fiabilité de l'approvisionnement gazier russe crée de nombreux débats, et plusieurs questionnements demeurent sur la stratégie (ou les stratégies) de Gazprom et de Moscou quant à l'avenir de l'approvisionnement.

³¹ Selon l'indice du PERC (*Political and Economic Risk Consultancy*), une firme de consultation basée à Hong Kong, En ligne : <<http://www.asiarisk.com>>.

³² Correljé, Aad et Coby van der Linde. *loc. cit.*, p. 532.

³³ Mañé-Estrada, Aurèlia. « European energy security: Towards the creation of the *geo-energy* space », *Energy Policy*, no 34 (2006), p. 3775.

³⁴ Correljé, Aad et Coby van der Linde. *loc. cit.*, p. 533.

³⁵ Palonkorpi, Mikko. *loc. cit.*, p.3.

Hypothèses de départ

L'hypothèse majeure se divise en trois parties. Premièrement, pour l'Allemagne et les autres États européens ayant les moyens financiers d'assurer la fiabilité de l'approvisionnement, la dépendance gazière à la Russie ne met pas en péril la sécurité énergétique et nationale du pays. En effet, les bonnes relations politiques et commerciales permettent un échange équilibré de ressources gazières et financières.

Deuxièmement, l'Ukraine et les États ex-soviétiques et Est-européens ont des raisons substantielles de percevoir dans leur dépendance gazière à l'égard de la Russie un danger quant à la viabilité de leur sécurité énergétique. Leur marge de manœuvre est limitée par leur dette énergétique et de leur désir de s'affranchir de toute subordination politique à la Russie. Ainsi, les États du groupe « Ukraine » devront maintenir à un seuil non-critique les relations politiques avec Moscou afin d'assurer un approvisionnement gazier fiable. Cela sera d'autant plus important que, à l'opposé des deux autres groupes, les alternatives d'importation de gaz naturel sont quasiment inexistantes et très coûteuses.

Troisièmement, la Turquie, et les États centre-européens de transit, n'ont pas à craindre les effets négatifs d'un accroissement de la dépendance gazière à l'égard de la Russie à cause de leurs bonnes relations énergétiques avec celle-ci et de l'évolution prévue de la coopération énergétique.

L'hypothèse mineure est que l'historique des relations politiques et énergétiques russo-européennes a créé une exagération de la menace politique russe, transpirant sur la perception d'une menace énergético-commerciale, elle aussi excessive. En effet, l'inimitié historique entre l'Europe (surtout centrale et orientale) et l'URSS, les coupures d'alimentation délibérées au Belarus en 2007 et à l'Ukraine en 2006 et 2009, les coupures dues à des problèmes techniques, la stratégie

d'acquisition des entreprises nationales par Gazprom, l'attitude de confrontation russe face à la question du développement du programme américain de défense continentale européenne et le refus russe de ratifier le Traité sur la charte de l'Énergie (TCE) ont fait oublier à l'Europe les considérations physiques du commerce du gaz, par exemple le fait que l'URSS/Russie a été un fournisseur énergétique fiable depuis les trente dernières années³⁶.

Précisions concernant les unités de mesure et de prix du gaz naturel

Les deux grands systèmes de mesures, l'impérial et le métrique, sont présents dans le marché du gaz naturel. Le système impérial, dont l'unité de base de mesure du gaz est le milliard de pieds cubes, n'est utilisé qu'aux États-Unis, notamment par l'*Energy Information Administration* (EIA).

Ailleurs dans le monde, incluant le Royaume-Uni, le système métrique est utilisé, entre autres par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'unité de base de mesure métrique du gaz naturel est le milliard de mètres cubes (Gmc), en anglais, *billion cubic meters* (bcm). Cette unité permet de calculer annuellement la production, la consommation et les transferts de gaz. Les réserves de gaz sont calculées selon l'unité supérieure, soit le billion de mètres cubes (bmc), *trillion cubic meters* (tcm) en anglais.

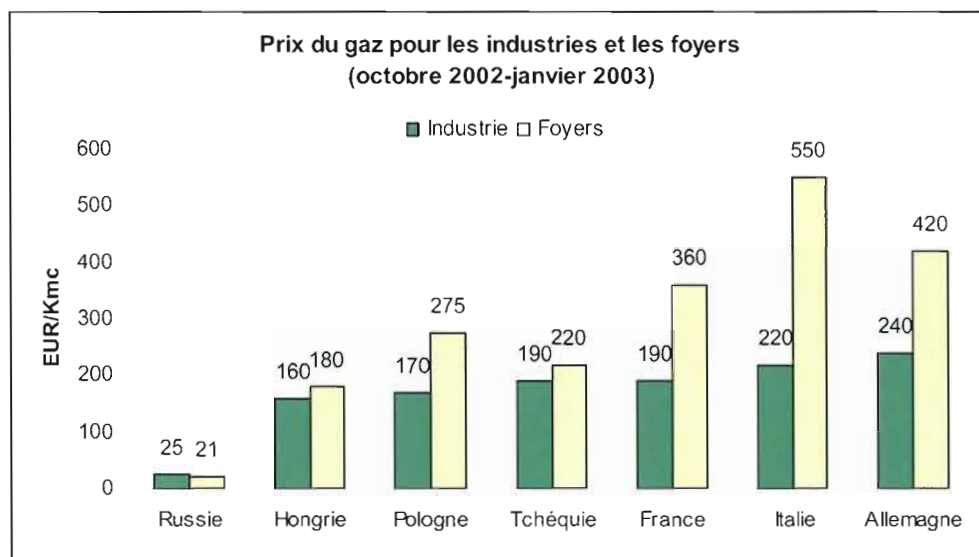
Le million de mètres cubes (mmc) est utilisé dans le calcul des flux et de la consommation quotidiennes ou hebdomadaires. Finalement, le millier de mètres cubes (Kmc³⁷) est l'unité de base pour le calcul des prix. Les prix en Russie sont

³⁶ Perovic, Jeronim et Robert Orttung. « Russia's Energy Policy: Should Europe Worry? », *Russian analytical digest*, no 18 (avril 2007), p. 2.

³⁷ Le symbole Kmc n'existe pas dans la littérature, où est plutôt utilisé la formule «1000m³». L'auteur préfère utiliser la formule Kmc afin de diminuer la quantité de chiffres arabes dans le texte et d'alléger la lecture.

classés en soixante zones et varient selon l'éloignement des champs d'extraction. En moyenne un citoyen russe paie son gaz naturel entre 2000 et 5000 roubles par Kmc³⁸, soit entre 70 et 170 dollars américains environ. Le tableau 1 montre les prix dans quelques pays européens. Bien que les chiffres datent de 2002, cela permet tout de même de constater les écarts considérables entre certains pays.

Tableau 1 – Prix du gaz pour les industries et les foyers.



Source : Graphique de l'auteur selon le graphique de : Grigoryev, Yuli. « Today or not today : Deregulating the Russian gas sector », *Energy Policy*, vol. 35 (2007), p. 3039.

³⁸ Gazprom in Questions and Answers. « Gazprom on Russian Market », En ligne : <http://eng.gazpromquestions.ru/?id=5#c520>, page consultée le 16 novembre 2009.

CHAPITRE I

LE SECTEUR GAZIER EN RUSSIE

1.1. Gazprom et le contrôle de l'État

Gazprom représente un poids considérable dans le secteur énergétique russe, et dans l'économie du pays en général. L'entreprise possède des réserves prouvées de gaz de près de 30 bmc, ce qui équivaut aux deux tiers des réserves totales de la Russie, et au cinquième des réserves mondiales. De plus, sa production de 550 Gmc en 2005 vaut pour 83,5% de la production gazière totale du pays. Cette prépondérance sur le marché russe est accentuée par le fait qu'elle est la seule compagnie autorisée à posséder et à opérer des gazoducs destinés à l'exportation³. Ainsi, les autres compagnies gazières, qui représentent environ 15% de la production nationale, doivent négocier avec Gazprom pour la transmission d'une majeure partie de leur gaz⁴.

Gazprom possède des filiales de toutes sortes : des réseaux de distribution de gaz en Russie et en Europe, des banques⁵, des chaînes hôtelières, des usines, mais aussi des journaux et des chaînes de télévision. De plus, la compagnie est le principal distributeur de gaz en Russie : 75% des habitations sont connectées à son réseau, et achètent le gaz à des prix grandement inférieurs à ceux payés en Europe⁶. En effet, explique Fredholm : « as a legacy of the Soviet period, Gazprom is not allowed to

³ Perovic, Jeronim et Robert Orttung. *loc. cit.*, p.5, et Fredholm, Michael. *loc. cit.* (2005), p. 7. L'auteur apporte une nuance juridique intéressante : les compagnies privées sont autorisées à construire, à posséder et à opérer des gazoducs, mais ceux-ci doivent être limités à l'utilisation interne en Russie. Voir aussi Locatelli, Catherine. « Gazprom contraint par son environnement pourra-t-il, sans réforme, assurer le développement de l'industrie gazière russe? », *Note de travail LEPII*, no 6 (janvier 2007), p. 4. Voir aussi Locatelli, Catherine et Silvana Mima. « European gas market. Stakes and perspectives », *Note de travail LEPII*, no 9 (avril 2007), p. 7.

⁴ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (janvier 2007), p. 3.

⁵ Gnezditskaia, Anastasia. « 'Unidentified Shareholders': the Impact of Oil Companies on the Banking Sector in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 57, no 3 (mai 2005), p. 457-480.

⁶ Voir le tableau 1.

charge more than a fraction of the value of the gas consumed »⁴³. Ces bas prix ne représentent qu'une infime partie des revenus de la compagnie, ce qui réduit les incitatifs à l'investissement dans le secteur, explique Paillard⁴⁴. Pourtant, Alexei Miller prétend vouloir développer le marché intérieur. Peut-être prévoit-il profiter de ces mises à jour pour augmenter les prix. Cette question sera vue plus loin.

Le Premier Ministre Poutine, connu pour ses positions nationalistes face à l'énergie – sa thèse de doctorat portait sur le sujet⁴⁵ – croit que les ressources naturelles doivent inconditionnellement demeurer sous le contrôle étatique⁴⁶. C'est en suivant ce principe que l'État russe a acquis en juin 2005 une majorité d'actions dans Gazprom. Dmitri Medvedev, à l'époque Président de Gazprom, aurait ainsi réagi après la prise de contrôle par l'État russe :

Many people thought Gazprom was already a state company but that was not the case, as the government controlled Gazprom only politically, [...] through a majority on the board of directors. Now, we control the company economically, as well [...] By so doing we can block decisions that put the economic interests of the country at risk⁴⁷.

Le contrôle politique de Gazprom par le gouvernement russe auquel Medvedev fait référence, fait dire à Grigoryev que le secteur gazier est le secteur le plus protégé de l'économie russe⁴⁸. Cela est clairement vérifiable en regardant la composition du conseil d'administration de l'entreprise. Medvedev, ancien président de la compagnie, est aussi le nouveau Président de la Fédération russe. Le directeur-général de Gazprom, Alexei Miller, a occupé le poste de Ministre de l'Énergie, en plus de travailler avec Poutine à la mairie de Saint-Petersbourg. Sergei Shmatko, actuel

⁴³ Fredholm, Michael. « Gazprom in Crisis », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 6, no 48 (octobre 2006), p. 4.

⁴⁴ Paillard, Christophe-Alexandre. « Gazprom: the Fastest Way to Energy Suicide », *Russie.Nei.Visions*, no 17 (mars 2007), p. 11.

⁴⁵ Helm, Dieter. « Russian energy policy – political assertiveness or rational economics? », 16 octobre 2006, En ligne : <http://www.dieterhelm.co.uk/publications/OpenDemocracy_Russian_energy_policy_Oct06.pdf>, page consultée le 22 septembre 2008.

⁴⁶ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (octobre 2006), p. 2.

⁴⁷ Johnson's Russia List. *Putin's chief of staff says Kremlin now controls Gazprom...*, En ligne : <<http://www.cdi.org/russia/johnson/9186-21.cfm>>, page consultée le 4 novembre 2007.

⁴⁸ Grigoryev, Igor. *loc. cit.*, p. 3037.

Ministre de l'Énergie, siège sur le Conseil d'administration de l'entreprise. Viktor Zubkov, ancien Premier ministre, est Président du conseil d'administration⁴⁹.

1.2. Paramètres d'évaluation de la nature et de l'ampleur des risques internes à la Russie

Les questionnements concernant la fiabilité de l'approvisionnement par Gazprom se rapportent principalement à deux thèmes : la vétusté des installations gazières et la capacité de faire face au dépérissement des trois champs gaziers majeurs d'où provient le gaz vendu en Europe.

Premièrement, l'étude de Jonathan Stern montre que la majorité des gazoducs russes datent de l'époque soviétique et que le tiers ont été construits il y a plus de trente ans. Milov estime que 50 Gmc sont perdus par année, en partie à cause de problèmes liés à l'âge du réseau⁵⁰. Les problèmes techniques sont fréquents, surtout dans les périodes de grands froids. Les températures extrêmes auxquelles ont été soumises les installations à l'hiver 2006 ont causé des baisses de livraison en Bosnie, en Serbie, en Croatie, en Roumanie, en Pologne et en Hongrie⁵¹.

⁴⁹ Gazprom. *Board of directors*, En ligne : <<http://gazprom.com/management/directors/>>, page consultée le 17 septembre 2009.

⁵⁰ Milov, Vladimir. « Energy Efficiency Challenges in Russia in the policy context », *World Bank Policy Paper* (juin 2006), p.7.

⁵¹ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (octobre 2006), p. 5-6.

Tableau 2 – Âge du réseau de gazoducs de Gazprom.

Years in use	Share of Gazprom's transmission pipeline system	
	2003	2004
0-10 years	14%	11%
11-20 years	38%	31%
21-35 years	30% (for 21-33 years)	41%
Over 35 years	n.a.	17%

Source : AIE. « Optimising Russian Natural Gas », Reform and Climate Policy (2006), En ligne : <http://www.iea.org/textbase/publications/free_new_Desc.asp?PUBS_ID=1800>, p. 87.

Les évaluations de Fredholm concernant les pertes techniques de gaz en 2004 sont élevées : les fuites dans les gazoducs représenteraient 11,5 Gmc, la combustion nécessaire à la compression gaspillerait 41 Gmc, et le « flaring »⁵², officiellement évalué à 15 Gmc, tournerait davantage autour de 60 Gmc⁵³. Il s'agit donc de 60 à 120 Gmc perdus annuellement à cause de problèmes techniques, soit l'équivalent des exportations vers les trois pays plus grands consommateurs de gaz russe⁵⁴.

Deuxièmement, beaucoup de spécialistes affirment que Gazprom ne pourra, d'un point de vue technique, conjuguer ses contrats d'approvisionnement à long terme avec l'Europe et la satisfaction de la demande intérieure. Les évaluations des différents experts et associations gazières et énergétiques varient énormément, voici d'ailleurs un tableau récapitulatif de toutes ces projections :

⁵² Le « flaring », ou torchage en français, consiste en le brûlement du gaz naturel rejeté durant les différentes étapes de transformation du pétrole ou du gaz bruts. Le torchage est aujourd'hui interdit en Russie : Goldthau, Andreas, « Rhetoric versus reality: Russian threats to European energy supply », Energy Policy, no 36 (2008), p. 689.

⁵³ Perovic, Jeronim et Robert Orttung. *op. cit.* (avril 2007), p. 7.

⁵⁴ Mitrova, Tatiana. « Gazprom's Foreign Energy Policy », *Russian Analytical Digest*, no 41 (20 mai 2008), p. 7.

Tableau 3 – Prévisions de production et consommation gazière en Russie jusqu'en 2030.

Organisme ou auteur	Année	2010	2015	2020	2030
Production					
Sagen et Tsygankova (3 scénarios)	2006		580		
			660		
			740		
Victor et al. Long Term Energy Plan (3 scénarios)	2006	712,4	804,8	1013,7	
		557		610	
		635	660	680	
Scheme (2 scénarios)	2007	665	705	720	
		683			789
		710			922
Renaissance Capital Milov	2004	776			
		640*			
				800	
WEO	2004			800	
DEO	2004	697	767	840	985
MOYENNE de production		725,7	780,7	843,9	898,7
Consommation					
Paillard	2007	425			
Grigoryev (Gazprom)	2007	408	423	438	468
Auteur (BP)	2009	430	452	473	516
MOYENNE de consommation		421,0	437,5	455,5	492,0
TOTAL		304,7	343,2	388,4	406,7

*sans l'Extrême-Orient et la Sibérie-Est

Sources : Tableau de l'auteur selon : Locatelli, Catherine. « Gazprom's export strategies under the institutional constraint of the Russian gas market », *OPEC Energy Review* (septembre 2008), p. 256. British Petroleum. *op. cit.* Paillard, Christophe-Alexandre. *op. cit.* Grigoryev, Yuli. *op. cit.*

Bien que les chiffres concernant la consommation soient approximatifs – Locatelli affirme même que l'indisponibilité de ces chiffres rend toute analyse incertaine⁵⁵ – il demeure qu'en effectuant quelques calculs simples, il est possible d'obtenir un portrait général de la situation future. Ainsi, les prévisions les plus pessimistes pour 2015, 2020 et 2030 sont respectivement de 128, 137 et 273 Gmc de balance gazière positive. En 2008, 280 Gmc ont été exportés par Gazprom, ce qui représente environ le double du gaz disponible. Or, le tableau ci-haut ne tient pas compte de l'importation de gaz centre-asiatique, des développements futurs

⁵⁵ Locatelli, Catherine. *op. cit.* (2008), p. 263.

concernant l'augmentation de l'efficacité énergétique russe, ni, bien sûr, des découvertes de réserves à venir. Malgré la fiabilité douteuse de ces chiffres, et des prévisions énergétiques en général, le tableau 3 permet toutefois d'affirmer que la balance gazière russe ne se retrouvera pas dans une situation de manque critique ou d'abondance d'ici 2030.

1.2.1. Les champs d'extraction et l'investissement

À l'heure actuelle, les champs de Medvezhe, Yamburg et Urengoy représentent les deux tiers du gaz produit en Russie (et les trois quarts par Gazprom). Or, ces champs sont en fonction depuis le début de l'exportation gazière vers l'Europe, en 1968, et les réserves s'épuisent⁵⁶. Les évaluations prévoient deux solutions à ce problème : l'exploitation de nouveaux champs par Gazprom et la hausse de production des entreprises « alternatives »⁵⁷.

⁵⁶ Paillard, Christophe-Alexandre. *loc. cit.*, p. 12.

⁵⁷ Cette catégorie inclut des types d'entreprises : celles axées sur la production pétrolière qui produisent des gaz associés, et celles purement indépendantes, dont la première mission – et source de revenus – est l'exploitation gazière. Dans le cadre de cette étude, nous utiliserons le vocable « indépendantes » lorsque nous parlerons des entreprises orientées vers le gaz, et « alternatives » lorsque les deux types d'entreprises seront en cause. Voir Monaghan, Andrew. « Russia and the Security of Europe's Energy Supplies: Security in Diversity », *Conflict Studies Research Center – Special Series*, vol. 7, no 2 (janvier 2007), p. 5.

Tableau 4 – Production gazière de la Russie.

GAS PRODUCTION IN RUSSIA, 1998–2006 (IN BCM) ^a									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Russia	590.7	590.8	584.2	581.5	594.9	620.3	625.0	640.6	656.2
Gazprom	553.7	545.6	523.2	511.9	521.9	540.2	545.1	547.2 ^b	550.4 ^b
Oil companies	29.0	30.3	32.4	33.2	32.6	41.3	43.1	47.0	55.5
Independent gas producers	6.7	17.7	30.0	36.0	44.8	40.5	41.8	31.4	35.6
Share of the federal state ^c	94.8% (6.2)	93.4% (6.3)	90.8% (7.0)	89.3% (7.5)	89.0% (7.8)	88.4% (8.3)	88.9% (10.5)	88.0% (16.8)	87.4% (23.4)

Notes: (a) The figures do not always add up to the total amount of gas produced in Russia. Figures for oil companies and independent gas producers were compiled from Tables 2 and 3.

(b) Excluding Sibneft's gas production.

(c) The share of the federal state partly includes—besides Gazprom—the production of independent gas producers and oil companies in which the state has a stake (for details see Tables 2 and 3). The amount of gas produced by these companies is given in brackets.

Source : Heinrich, Andreas. « Under the Kremlin's Thumb: Does Increased State Control in the Russian Gas Sector Endanger European Energy Security? », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, no 9 (2008), p. 1545.

Les réserves russes se situent dans cinq régions principales : Caucase-Nord, Sibérie-Ouest, Sibérie-Est, les mers nordiques et l'île de Sakhaline⁵⁸. Les champs de Sibérie-Ouest incluent les trois gisements majeurs vus plus haut; cette région est en décroissance. La Sibérie-Est et Sakhaline détiennent des réserves immenses, mais leur situation géographique les confine vraisemblablement à la consommation interne où à l'exportation par gazoduc en Asie du Nord-Est. La production des champs du Caucase-Nord est consommée dans la région. Il ne reste donc que les champs situés dans les mers arctiques pour remplir les contrats avec l'Europe. Or, comme le note Fredholm, les obstacles sont nombreux : les infrastructures de transport sont inexistantes, les infrastructures d'exploitation devront résister aux conditions climatiques extrêmes de la région, les moyens financés déployés devront être immenses, et Gazprom ne possède pas la technologie pour exploiter de tels champs⁵⁹.

⁵⁸ Voir le tableau 18, en annexe.

⁵⁹ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (octobre 2006), p. 7.

– en fait, l'exploitation gazière arctique (en zone glacée) en général n'est que très peu développée.

Si les problèmes techniques peuvent être solutionnés en adoptant de nouvelles technologies d'exploitation arctique, il demeure que ces technologies, à défaut d'être entièrement développées en Russie, devront être acquises par *joint venture*. De la même façon, étant donné les ressources financières que cela implique, Gazprom devra chercher des sources de financement. Dans les deux cas, l'investissement étranger semble être une partie de la solution dans le problème du développement des champs gaziers arctiques.

L'investissement étranger est hautement surveillé et supervisé par l'État russe⁶⁰. Comme l'explique le Premier Ministre Poutine, les secteurs « that ensure the security of the state, objects of infrastructure, defence suppliers, natural monopolies, and development of resources of strategic importance »⁶¹ doivent être limités à l'investissement étranger. Les partenaires énergétiques peuvent donc être choisis. Le Kremlin voit cette question comme un échange : les compagnies étrangères pourraient investir en Russie si les compagnies russes pouvaient s'assurer une présence dans la « downstream chain » européenne (ce qui est déjà le cas) de façon bilatérale. L'entente de 2007 entre Gazprom et BASF suit ce modèle : Wintershall (filiale de BASF) reçoit des parts dans Severneftegazprom, qui développe le champ de Yuzhno-Russkoye. En échange, Gazprom accroît sa participation dans Wingas, un *joint venture* entre Gazprom et BASF⁶². À l'heure actuelle, ces ententes sont limitées aux compagnies allemandes et italiennes.

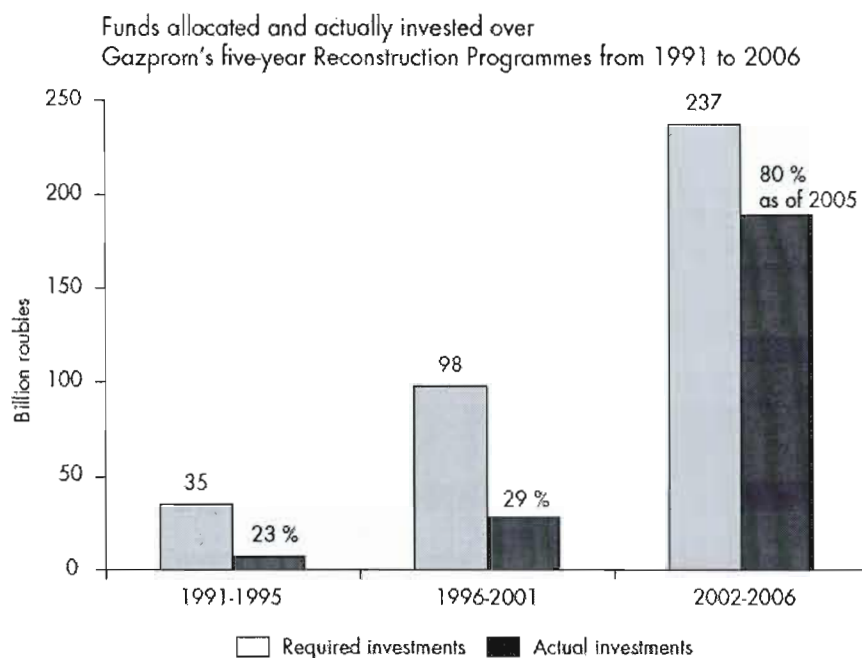
⁶⁰ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (2008), p. 253.

⁶¹ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (septembre 2005), p. 9.

⁶² Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (2008), p. 254.

Les besoins en investissements sont évalués à plusieurs milliards de dollars. Si le gouvernement russe cherche à contrôler l'investissement étranger, c'est parce qu'il fait preuve de « resource nationalism » selon Milov, et qu'il cherche à utiliser « the nations' resources for the benefit of their own people »⁶³. La réponse à cette stratégie consisterait en ce que l'Europe, en appliquant la clause de réciprocité proposée par la Commission Européenne en septembre 2007, limiterait les possibilités d'acquisition des réseaux énergétique de l'UE des entreprises issues de pays non-membres de l'UE⁶⁴.

Tableau 5 – Investissements de Gazprom dans le réseau gazier russe.



Source : AIE. op. cit. (2006), p. 89.

Ensuite, les compagnies alternatives sont appelées à jouer un rôle accru dans le secteur gazier russe. En 2005, la part de la production russe hors-Gazprom était de près de 15% (93,4 Gmc sur 640,6), divisée à peu près également entre les compagnies

⁶³ Milov, Vladimir. « Russia and the West. The Energy Factor », *CSIS Policy Paper* (juillet 2008), p. 3.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 4.

pétrolières et les indépendantes⁶⁵. Si cela peu paraître faible en termes absolus, la comparaison avec les chiffres de 1999 révèle que la production des indépendants a augmenté de près de 150% en près de dix ans. Cette augmentation de production des compagnies alternatives leur permet de satisfaire une partie de l'approvisionnement intérieur, Gazprom peut se concentrer sur les exportations.

1.2.2. La demande intérieure

La consommation des citoyens et entreprises russes demeure un questionnement majeur pour l'avenir du secteur gazier : la bonne figure économique du pays entraîne une hausse de la consommation énergétique et diminue les quantités disponibles pour l'exportation. Il est clair que la stratégie première est de tenter de réduire la consommation, notamment en augmentant les prix, qui sont « *under government-regulated rather than market-based prices* »⁶⁶. Cela permettrait d'augmenter les revenus internes de Gazprom. Le ministre du développement économique, German Gref, a pris position pour une augmentation des prix résidentiels d'ici 2010⁶⁷, ce qui aurait comme effet de réduire la consommation excessive⁶⁸ et d'économiser du gaz pouvant ensuite être exporté. Or, selon Paillard, il s'agit d'une décision politique lourde de sens, les prix du gaz servant de « *social shock absorber* »⁶⁹. De plus, comme le rajoute l'auteur, les systèmes de chauffage en ville sont obsolètes et ne peuvent être contrôlés par les résidents⁷⁰. Ainsi, une telle mesure n'aurait que des effets limités. Et l'OCDE rajoute que « *higher domestic prices [...] will not of themselves secure the future of Russia's gas industry* »⁷¹. En

⁶⁵ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (janvier 2007), p. 1.

⁶⁶ Sagers, Matthew J. « Russia's Energy Policy: A Divergent View », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 47, no 3 (2006), p. 316.

⁶⁷ RIA Novosti. *Russia's domestic gas prices to increase two-fold by 2010*, En ligne : <<http://en.rian.ru/russia/20070302/61463702.html>>, page consultée le 6 septembre 2008.

⁶⁸ Les exemples polonais et allemand seraient révélateurs. Grigoryev, Yuli. *loc. cit.*, p. 3041.

⁶⁹ Paillard, Christophe-Alexandre. *loc. cit.*, p. 10.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁷¹ OCDE. « OECD Economic Survey of the Russian Federation, 2004: Reforming the domestic Natural Gas Market », *OECD Economic Surveys* (2004), p. 6.

effet, l'organisme croit plutôt que le secteur gazier, et Gazprom, doivent être réformés. Il demeure que « les bas prix intérieurs en contraignant la rentabilité de la société gazière, limitent sa capacité d'investissement alors que dans le même temps ils ne fournissent pas les incitations nécessaires à une réelle politique de maîtrise de l'énergie »⁷². Stern est encore plus direct : « The domestic market does not positively impact Gazprom's growth »⁷³.

Gazprom est donc prise entre deux feux : sans augmentation des prix, la consommation ne peut être régulée et les profits demeurent faibles; avec augmentation des prix, il est plus difficile de justifier la caractère populaire et public de Gazprom. La solution pourrait bien venir d'un combustible aujourd'hui délaissé par l'Union Européenne, le charbon. Cette idée provient du *Institute of Natural Monopolies Research* (IPEM), qui concluait un rapport de mai 2006 par la proposition de remplacer les centrales électriques russes au gaz par des centrales au charbon, ce qui permettrait de « libérer » entre 25 et 50 Gmc de gaz naturel par année dès 2010. Et d'un point de vue environnemental, l'IPEM souligne que les nouvelles technologies carbonifères produisent beaucoup moins d'émissions polluantes⁷⁴. Cette idée demeure au niveau des possibilités, et, malgré les coûts élevés qu'une conversion implique, elle garde un bon nombre d'adeptes, surtout après l'annonce de Gazprom de ses intentions d'acheter le géant russe du charbon, SUEK⁷⁵.

1.2.3. La demande asiatique

La production européenne de gaz, qui fournit environ les deux tiers de la consommation intérieure, est appelée à diminuer dans le futur. Toutefois, la situation géographique européenne se pose comme un avantage puisqu'elle est entourée de

⁷² Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (janvier 2007), p. 2.

⁷³ Paillard, Christophe-Alexandre. *loc. cit.*, p. 11.

⁷⁴ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (octobre 2006), p. 9.

⁷⁵ RIA Novosti. *Gazprom, SUEK coal producer drop \$16 bln merger*, En ligne : <http://en.rian.ru/russia/20080609/109581502.html>, page consultée le 6 septembre 2008. Voir aussi Monaghan, Andrew. *loc. cit.* (janvier 2007), p. 1-18.

régions possédant de grandes réserves gazières et dont les réseaux de gazoducs peuvent être connectés au réseau européen : Russie, Maghreb, mer du Nord et Moyen-Orient.

La situation asiatique est toute autre : le gaz est importé du Moyen-Orient et d'Asie du Sud par GNL. À l'exception de Singapour et de la Thaïlande, aucun pays asiatique ne possède de réseau de gazoducs voué à l'importation. Le Ministère de l'Énergie russe, dans le *Résumé de la stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020*, explique que l'Asie du Nord-Est est un futur marché important pour le gaz naturel russe⁷⁶. Et avec les hausses de consommation en Chine et en Inde, et la forte demande japonaise et coréenne, le développement des champs gaziers de Sakhaline et de la Sibérie-Est est bien vu par les gouvernements asiatiques. En effet, la situation géographique de ces gisements complique leur connexion aux réseaux d'exportation vers l'Europe.

De plus, comme le rappelle Alhaji, la sécurité énergétique existe aussi pour les pays exportateurs, et consiste en la diversification des clients⁷⁷; la Russie cherche justement à appliquer cette stratégie, et l'Asie représente le candidat parfait : forte croissance de la demande (contrairement à l'Europe) et relief plat (contrairement aux tracés centre-asiatiques).

1.2.4. L'approvisionnement centre-asiatique

Les échanges gaziers avec l'Asie centrale, bien que relevant de relations internationales, seront considérés dans cette recherche comme internes à la Russie. En effet, dans le cas de l'exportation vers l'Europe, le gaz centre-asiatique transite entièrement par le territoire russe. La situation du gaz centre-asiatique (en fait, à l'heure actuelle, seuls le Turkménistan et l'Ouzbékistan exportent du gaz, à hauteur

⁷⁶ Ministry of Energy of the Russian Federation. *op. cit.*, p. 12.

⁷⁷ Alhaji, A. F. *loc. cit.*, p. 63.

de 42 et 9 Gmc respectivement en 2006⁷⁸) est particulièrement avantageuse pour la Russie. Effectivement, le gaz centre-asiatique permet de combler en partie le manque à gagner de la production russe.

L'Asie centrale est appelée à poursuivre son exportation gazière vers la Russie, pour compenser l'éventuelle diminution de la production et une augmentation de la consommation en Russie. À preuve, le Turkménistan s'est entendu en 2007 avec Gazprom sur un contrat d'approvisionnement à long terme, qui devrait fournir jusqu'à 80 Gmc de gaz par année à la compagnie russe et ce, jusqu'en 2028⁷⁹. Les prévisions pour l'approvisionnement centre-asiatique en 2020 se situent entre 90 et 120 Gmc par année⁸⁰, ce qui devrait à ce moment inclure le Kazakhstan, dont la production augmente d'environ 10% par année depuis 2000.

1.2.5. Le bilan

En conclusion sur la question des paramètres concernant les risques liés à l'avenir de la production russe, il semble que les avis divergent énormément. De plus, à l'intérieur d'une même étude, les analystes prévoient parfois trois scénarios différents, preuve de la complexité d'établir des prévisions de ce genre. En effet, les relations politiques peuvent modifier les intentions énergétiques, et les découvertes technologiques et naturelles peuvent rendre désuets des chiffres pourtant vérifiés.

1.3. La politique énergétique russe

Milov, Coburn et Danchenko relèvent les trois modèles successifs de la politique énergétique russe : le soviétique, le libéral-oligarchique et le capitalisme d'État. Le premier défend bien sûr la propriété publique des ressources énergétiques,

⁷⁸ Paramonov, Vladimir et Aleksey Stokov. « Russian Oil and Gas Projects and Investments in Central Asia », *Advanced Research and Assessment Group – Central Asian Series*, vol. 8, no 19 (2008), p. 5.

⁷⁹ Nicoll, Alexander et Jessica Delaney. *loc. cit.*, p. 1.

⁸⁰ Paramonov, Vladimir et Aleksey Stokov. *loc. cit.* (2008), p. 11.

mais aussi une certaine conservation des ressources. Comme l'explique Aslund, « The old Soviet hands are strongly in favor of conserving reserves. They equate rapid exploration with rape of Mother Nature, and insist that oil and natural gas production should increase by no more than 2 percent a year »⁸¹. En bref, il s'agit d'une vision conservatrice de l'énergie, qui privilégie, certes, une exploitation industrielle à grande échelle, mais qui se limite à un nombre réduit de grands champs d'extraction. Le caractère nationaliste de cette idée transparaît dans la croyance que le secteur énergétique doit demeurer russe, au niveau de la main-d'oeuvre comme de la technologie. De plus, le modèle soviétique est fortement opposé aux exportations énergétiques hors d'Europe et exigeant la construction de nouvelles infrastructures.

En rupture complète avec le modèle soviétique, le modèle libéral-oligarchique, idéalisé par Yegor Gaidar et Anatoly Chubais, empêche le Ministère de l'Énergie de gérer les entreprises énergétiques. Durant les années de son application, entre 1994 et 2004, ce modèle de privatisation a vu un groupe d'hommes d'affaires proches du pouvoir prendre possession des entreprises publiques pour une fraction de leur valeur. Cette période de libéralisation concorde avec la période de crise économique en Russie. Certains supporters de ce modèle ont ensuite subi les contrecoups de l'instauration du troisième modèle.

Le troisième modèle, appelé capitalisme d'État, ressemble au modèle libéral en ce qu'il encourage l'enrichissement à partir de ressources énergétiques de la Russie. Toutefois, plutôt que de réserver les profits aux gestionnaires, le modèle « néo-étatique » privilégie l'enrichissement de l'État, notamment par la création d'un fonds de stabilisation qui s'élevait à 66 milliards de dollars en 2008⁸². Les tenants de

⁸¹ Aslund, Anders. « Russia's Energy Policy: A Framing Comment », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 47, no 3 (2006), p. 322.

⁸² Ministry of Finance of the Russian Federation. « Balances on the accounts of the Stabilization Fund of the Russian Federation », En ligne :

ce modèle ont combattu leurs prédécesseurs en tentant de réacquérir les actifs perdus dans les années 1990. Aslund explique toutefois que les investissements sont moins nombreux et plus contrôlés dans ce modèle. De plus, un système semi-étatique n'offre que très peu d'incitations aux dirigeants quant à l'avancement.

La politique énergétique actuelle suit donc le modèle du capitalisme d'État selon Aslund d'un côté, et Milov, Coburn et Danchenko, de l'autre. C'est dans cette vague que la Russie a augmenté les prix du gaz tout autant pour ses ennemis (comme la Géorgie) que pour ses alliés (comme le Belarus), expliquent Perovic et Orttung⁸³. C'est aussi en suivant cette idée que le Kremlin a opéré une renationalisation des entreprises énergétiques, au premier chef le cas Khodorkovsky et l'achat de la majorité des actions de Gazprom.

Le modèle du capitalisme étatique est très présent dans le *Résumé de la stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020* : « the goals of the Russian energy policy with regard to foreign countries include the need to strengthen the position of Russia in the global energy market and maximise the efficiency of the export possibilities of the Russian energy sector, and to ensure that Russian companies have equal access to foreign markets, technology and financing »⁸⁴.

Le principal défenseur du modèle stato-capitaliste, le Premier Ministre Poutine, a modelé la politique énergétique russe en s'assurant qu'une majorité de supporteurs et d'hommes de confiance soient en situation de pouvoir. Fredholm propose ici un tableau récapitulatif des nominations ayant eu lieu durant le premier mandat de Poutine en tant que Président russe⁸⁵ :

<<http://www1.minfin.ru/en/stabfund/statistics/balances/index.php?id4=5653>>, page consultée le 28 septembre 2009.

⁸³ Perovic, Jeronim et Robert Orttung. *loc. cit.* (avril 2007), p. 2.

⁸⁴ Fredholm, Micharell. *loc. cit.* (septembre 2005), p. 3.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 10.

Tableau 6 – Liens politiques entre Gazprom et le Kremlin.

Name	Official Post	Business Post	Date of Appointment
Dmitry Medvedev	Head, Presidential Administration	Chairman, Gazprom	June 2002 ⁸⁰
Vladislav Surkov	Deputy head, Presidential Admin	Chairman, Transnefteprodukt	August 2004 ⁸¹
Igor Sechin	Deputy head, Presidential Admin	Chairman, Rosneft	27 July 2004 ⁸²
Yevgeny Shkolov	Former aide to Medvedev	Board of directors, Transneft	August 2004 ⁸³
Arkady Dvorkovich	Head, Presidential Experts' Directorate	Board of directors, Transneft	August 2004 ⁸⁴
-"	-"	Board of directors, Sukhoy	September 2004 ⁸⁵
Sergei Vyazalov	Deputy head, Presidential Foreign Policy Directorate	Board of directors, RZhd	24 October 2003 ⁸⁶
-"	-"	Board of directors, Svyazinvest	September 2003 ⁸⁷
Igor Shuvalov	Aide to the President	Board of directors, RZhd	July 2004 ⁸⁸
Viktor Ivanov	Aide to the President	Chairman, Aeroflot	23 October 2004 ⁸⁹
Sergei Prikhodko	Aide to the President	Chairman, TRV	April 2003 ⁹⁰
-"	-"	Board of directors, Sukhoy	September 2003 ⁹¹
-"	-"	Chairman, TVEL	23 October 2004 ⁹²
Mikhail Lesin	Advisor to the President	Board of directors, Channel One	30 June 2004 ⁹³
Aleksei Gromov	Press-secretary to the President	Board of directors, Channel One	30 June 2004 ⁹⁴
Aleksandr Anoshkin	Aide to Medvedev	Board of directors, Svyazinvest	September 2001 ⁹⁵
Aleksei Miller	Friend of Putin from St Petersburg	President, Gazprom	May 2001 ⁹⁶
Igor Yusufov	President's Special Representative	Board of Directors, Gazprom	June 2005 ⁹⁷

Source : Fredholm, Michael. *loc. cit.* (septembre 2005), p. 10.

Cette stratégie de placement des alliés politiques a ainsi permis à Poutine d'appliquer son plan, et aussi de marginaliser les opinions divergentes en les éloignant des centres décisionnels.

L'opérationnalisation de la politique énergétique officielle du Kremlin implique des relations internationales. En premier lieu, le monopole de Gazprom sur les exportations permet d'éliminer la compétition entre les fournisseurs potentiels, et

ainsi d'éviter une baisse subséquente des prix⁸⁶. Il assure aussi au gouvernement un droit de regard sur les projets et les tracés de gazoducs d'exportation. Cela suit l'idée de nationalisme énergétique, puisque tout le gaz vendu à l'extérieur du pays fait l'objet d'une analyse. Et comme l'expliquait Poutine au chancelier allemand Schröder en 2003 : « la Commission européenne ne doit pas se faire d'illusions, le réseau de gazoducs est une création soviétique et nous avons l'intention de conserver le contrôle étatique sur celui-ci et sur Gazprom. La Commission européenne devra négocier avec l'État »⁸⁷.

En deuxième lieu, Gazprom est aussi l'objet d'une campagne d'internationalisation de ses activités, c'est-à-dire que le gouvernement russe encourage la prise de possession d'actifs étrangers par Gazprom. Nous l'avons vu plus haut, la compagnie applique déjà ce principe, notamment par des échanges avec des entreprises italiennes et allemandes. Les cas ukrainien et biélorusse en sont aussi de bons exemples, avec l'établissement du *joint venture* RosUkrEnergo⁸⁸ et l'obtention de la moitié des actions de Beltransgaz⁸⁹ en échange de dettes accumulées. De la même façon, la compagnie russe poursuit cette politique d'acquisitions en Europe (notamment en Slovaquie, en Autriche, en Hongrie et en Allemagne⁹⁰).

Cette stratégie d'acquisitions fait réagir les tenants des approches *Markets and Institutions* (M&I) et *Regions and Empires* (R&E), et leurs analyses s'opposent. D'un côté, les M&I y voient une possibilité pour Gazprom d'augmenter ses profits en

⁸⁶ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (septembre 2004), p. 6.

⁸⁷ Fredholm, Michael. *loc. cit.* (septembre 2005), p. 9.

⁸⁸ RosUkrEnergo. En ligne : <http://www.rosukrenergoc.ch/eng/pub/company/company_history.html>. et Stern, Jonathan. « Natural Gas Security Problems in Europe: the Russian-Ukrainian Crisis of 2006 », *Asia-Pacific Review*, vol. 13, no 1 (2006), p. 45.

⁸⁹ Yafimava, Katja et Jonathan Stern. « The 2007 Russia-Belarus Gas Agreement », *Oxford Energy Comment* (janvier 2007), p.1.

⁹⁰ Perovic, Jeronim et Robert Ortung. *loc. cit.*, p. 2-13, et Locatelli, Catherine et Silvana Mima. *loc. cit.*, p. 5-6.

contrôlant une grande partie de la chaîne production-consommation. De plus, la compagnie russe s'assure qu'une plus grande part des augmentations d'importation européennes provient du gaz russe. De l'autre côté, les R&E croient plutôt qu'il s'agit d'une stratégie d'étranglement de l'Europe en général, puisqu'en contrôlant le marché gazier, la Russie, via Gazprom, peut imposer ou s'opposer à des décisions politiques importantes. La preuve ultime du caractère politique de cette stratégie, selon les R&E, réside dans le fait que la dite stratégie origine directement du Kremlin. L'analyse R&E peut être réfutée par les M&I, puisque Gazprom a déjà pénétré le marché européen et qu'aucun événement particulier n'a entaché le commerce. Mais les R&E répliquent que la stratégie d'acquisition d'actifs européens en est une à étapes, et que Gazprom n'a pas terminé la mise en place de son dispositif. Il est donc difficile de déterminer la teneur réelle de cette stratégie.

En troisième lieu, peu importe le type de compagnie de Gazprom, il demeure que le gaz russe doit poursuivre son chemin vers l'Europe et le Kremlin cherche des solutions pour continuer – et augmenter – les profits. Mais ces coûts ne sont pas toujours directement chiffrables. Par exemple, les ruptures d'approvisionnement à l'Ukraine en 2006 et 2009, que nous verrons en détail plus tard, ont bien sûr diminué les recettes, mais leurs répercussions la réputation de Gazprom ont été négatives. C'est ainsi que la compagnie tente de diversifier son transit, en appliquant la *transit avoidance strategy*, décrite par Fredholm⁹¹ et Stern. Cette stratégie consiste à réduire le nombre d'États de transit dans la chaîne d'exportation.

À l'heure actuelle, l'Ukraine accueille 85% du transit gazier russe. Le Belarus représente l'autre partie, grâce au gazoduc Yamal-Europe, construit dans le but de réduire la dépendance au transit ukrainien. Le gazoduc *Blue Stream*, traversant la mer Noire jusqu'en Turquie, et les projets *North Stream* et *South Stream*, respectivement

⁹¹ *Ibid.*, p. 13.

dans la mer Baltique vers l'Allemagne et dans la mer Noire vers la Bulgarie, participent aussi à cette stratégie. Si certains analystes y voient un désir de punir l'Ukraine pour des décisions politiques divergeant de l'opinion du Kremlin, il reste que la Russie cherche en premier lieu à diversifier les réseaux d'exportation pour éviter que d'éventuels désaccords politiques avec l'Ukraine ne fassent en sorte que la situation de janvier 2009 se reproduise. L'idée ici n'est pas de ne plus utiliser le pouvoir énergétique pour « punir » un pays fautif, mais plutôt de s'assurer qu'en cas de punition, seul le pays fautif sera affecté par la coupure d'approvisionnement. Les tracés alternatifs pourraient ainsi, grâce à l'interconnexion en cours des réseaux européens, accueillir les volumes normalement transités par le territoire du pays puni, et les redistribuer aux clients.

En quatrième lieu, l'importance accordée au Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) est plus grande dans la littérature que dans la politique énergétique de la Russie. Effectivement, souvent dépeint comme le « cartel du gaz », entre autres pour sa composition de pays en partie opposés aux idées occidentales (Russie, Iran, Venezuela, Arabie Saoudite, etc.), le Forum est avant tout une plate-forme plénière. Bien que les avertissements de décembre 2008 du Premier Ministre Poutine à l'effet que l'ère du gaz naturel peu dispendieux voyait sa fin approcher⁹², il existe plusieurs obstacles à la création d'un réel cartel pouvant menacer la sécurité énergétique européenne. Tout d'abord, le Canada, la Norvège (à titre d'observateur) et le Turkménistan, qui sont parmi les 10 premiers exportateurs de gaz au monde, ne sont pas membres du FPEG, il est donc difficile d'établir une politique conciliatrice. De plus, contrairement à l'OPEP où l'Arabie Saoudite joue le rôle de *swing producer* grâce à son immense capacité de production, la Russie ne pourrait à l'heure actuelle

⁹² BBC. « Putin says 'cheap gas era' ending », 23 décembre 2008, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7796806.stm>, page consultée le 28 décembre 2008.

assurer ce rôle puisque sa production n'est pas assez élevée⁹³. Ensuite, certains membres axés sur le GNL, notamment le Qatar, sont hésitants « to enter into a formal alliance with Russia, which is almost exclusively oriented towards a continental pipeline market »⁹⁴. Finalement, avec l'épuisement des ressources européennes et la forte hausse de la demande asiatique, les grands exportateurs de gaz naturel seront éventuellement en forte compétition, et la coopération, selon Fachinotti, sera loin d'être la première priorité.

Bref, il semble bien que le « cartel du gaz » ne soit qu'une chimère, dont l'importance réelle a été exagérée. Fachinotti soulève même l'idée que le Kremlin ait gonflé les rumeurs et les déclarations pompeuses afin de faire croire à l'inévitabilité de la création du cartel. De cette façon, le Kremlin pourrait accorder des concessions à l'Union européenne par rapport au cartel, en échange de quoi elle permettrait à Gazprom une plus grande marge de manœuvre pour l'acquisition de sociétés européennes, ou par rapport à d'éventuels systèmes de défense américains aux frontières de la Russie⁹⁵. La déclaration de Poutine à l'effet que le cartel s'apprêtait à hausser les prix laisse croire à cette idée.

1.3.1. La politique énergétique russe par rapport aux exportations vers l'Europe.

Malgré les craintes des pays européen, le marché du gaz sur le continent demeure important pour la Russie pour au moins les vingt prochaines années⁹⁶. Deux arguments majeurs devraient convaincre les sceptiques que la Russie désire poursuivre, et même accroître, ses échanges gaziers avec l'Europe. D'un côté, les gazoducs *North Stream* et *South Stream* en construction, et le *Blue Stream*, aujourd'hui terminé, représentent des investissements majeurs dans des

⁹³ Fachinotti, Matteo. « Will Russia Create a Gas Cartel? », *Russian Analytical Digest*, no 18 (3 avril 2007), p. 14.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 15.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 16.

⁹⁶ Ministry of Energy of the Russian Federation. *op. cit.*, p. 12.

infrastructures clairement destinées à l'Europe. Et si, comme le croient certains de ces sceptiques, Gazprom est endettée, il est clair que la construction de ces gazoducs n'était pas motivée que par le besoin politique d'apaiser les soucis européens à court terme. D'un autre côté, les nombreux liens économiques tissés entre Gazprom et des entreprises énergétiques européennes, au premier chef allemandes et italiennes, et l'ouverture à l'investissement en Russie à ces dites compagnies permet aussi de croire que le marché européen attire encore l'attention de Gazprom.

Comme l'expliquent Perovic et Orttung, la différence entre la Russie et l'Europe est que la Russie n'est pas pressée de vendre son gaz, et que le manque d'investissement dans la production n'est lié qu'au facteur temps. « It is Russia, not Europe, which is currently sitting on the oil and gas reserves. For Russia, it is not vitally important if Shtokman starts producing in 10, 15 or 20 years. It can be almost certain that Shtokman gas will find a buyer »⁹⁷. Ainsi, si Gazprom honore ses contrats actuels, l'Europe ne peut l'obliger à augmenter sa production, quels que soient les besoins européens en importation dans l'avenir.

⁹⁷ Perovic, Jeronim et Robert Orttung. *loc. cit.*, p. 6.

CHAPITRE II

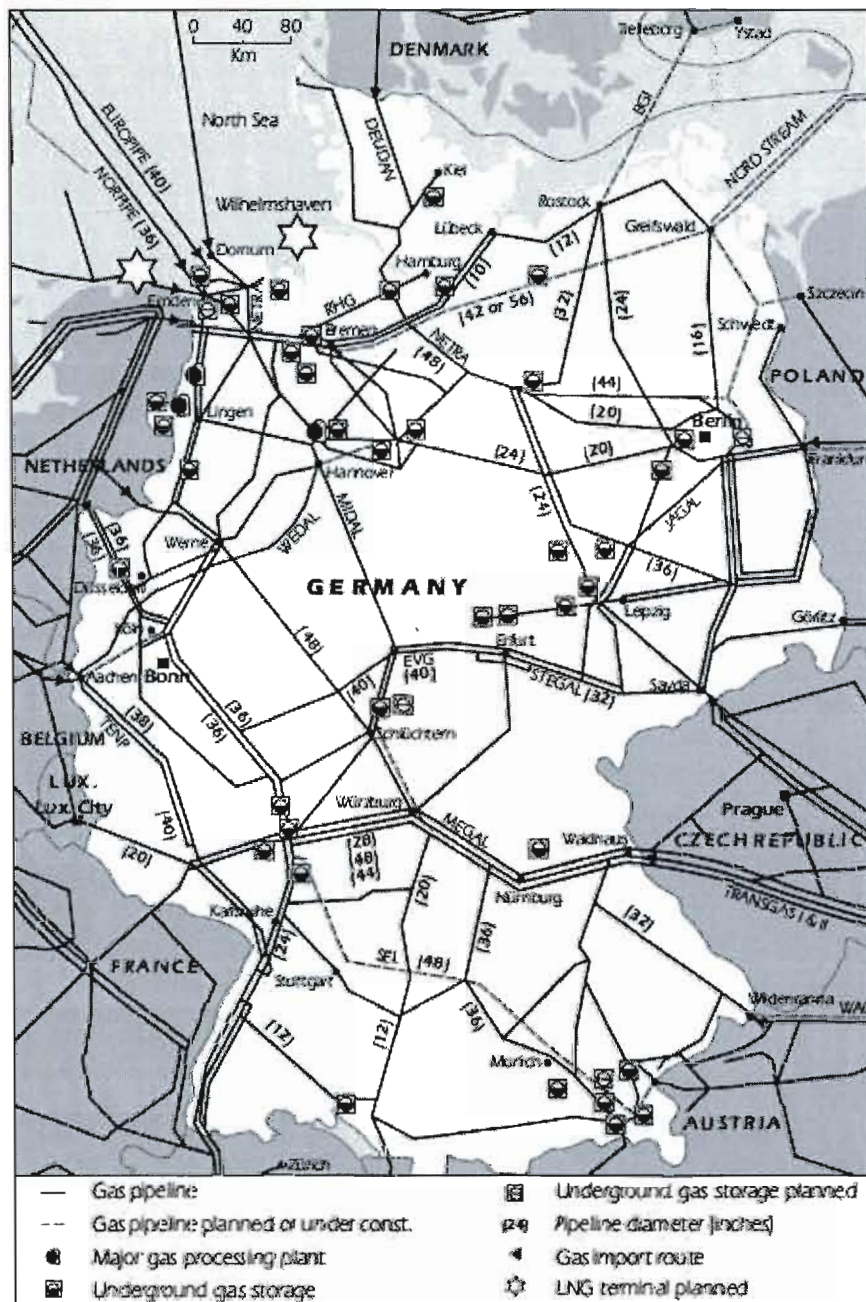
LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-ALLEMAND

2.1. Les chiffres du marché gazier et les tracés des gazoducs

L'Allemagne possède des réserves gazières, principalement dans la mer du Nord, évaluées à 140 Gmc. De son côté, la production, qui est de 13 Gmc en 2008, est à son plus bas niveau depuis 1970. La grande consommation de gaz naturel du pays (82 Gmc en 2008) le place au deuxième rang de l'Union européenne. Il s'agit donc d'un consommateur majeur de gaz naturel et, ce faisant, d'un importateur tout aussi marquant : 87,1 Gmc en 2008, le tout par gazoduc. De ce nombre, les importations de Russie représentent 36,2 Gmc (2008), soit 41,6% du total; la majeure partie du gaz provient du gazoduc *Brotherhood* (en Ukraine, appelé *Transgas* en Slovaquie et en Tchéquie). L'Allemagne exporte aussi du gaz produit dans le pays et du gaz acheté ailleurs, à une dizaine de pays voisins, au niveau de 15 Gmc en 2008. Voici le réseau allemand :

Tableau 7 – Le réseau gazier allemand.

Gas Transportation Network



Source : AIE. « Germany 2007 Review », *Energy Policies of IEA Countries* (2007), p. 105.

2.2. Les alternatives d'importation et le degré de dépendance à la Russie

L'Allemagne reçoit plus de la moitié de ses importations de gaz de sources non-russes, principalement de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Les champs gaziers britanniques sont près d'être épuisés, cependant que ceux de Norvège et des Pays-Bas sont les derniers champs majeurs d'Europe. De plus, ces deux pays devront, à moyen terme, assurer à eux seuls la production indigène du continent européen, avec les hausses de consommation prévues. La situation géographique de l'Allemagne influence son choix de partenaires gaziers : d'un côté, la Russie possède des réserves immenses et exporte déjà sur le marché allemand; de l'autre, les pays du Moyen-Orient, situés à plus grande distance, exportent par GNL, ce qui nécessite des infrastructures qui n'existent pas en Allemagne⁹⁸.

De plus, l'Allemagne est reconnue pour ses projets communs avec des entreprises russes, surtout Gazprom. La position allemande peut être vue de deux façons : soit elle participe à des *joint ventures* parce qu'elle reconnaît la fiabilité de Gazprom, soit elle utilise cette coopération pour rendre Gazprom davantage fiable. Dans les deux cas, la perception de la Russie semble positive, et l'Allemagne ne voit aucun danger à accroître son marché gazier avec celle-là.

Pourtant, les chiffres sont équivoques. En effet, en multipliant la part du gaz russe dans la consommation totale de gaz en Allemagne (44%) par la place occupée par le gaz dans la fourchette énergétique du pays (24%), on obtient la part du gaz naturel russe dans la consommation totale d'énergie du pays, soit 10,5%. L'Allemagne se retrouve donc parmi les vingt pays les plus dépendants du gaz naturel russe et, avec la Turquie, l'Autriche et l'Italie, parmi les pays sans passé communiste les plus dépendants du gaz russe. Et ces chiffres sont appelés à augmenter avec la

⁹⁸ Comme le montre le tableau 7, l'Allemagne ne possède aucun terminal méthanier. Le terminal de Wilhelmshaven demeure à l'heure actuelle un projet : RWE. « RWE expands positions in European gas market », 26 juin 2007, En ligne : <<http://www.rwe.com/web/cms/en/113648/rwe/press-news/press-release/?pmid=4001690>>, page consultée le 7 octobre 2009.

mise en service du *Nord Stream*, prévue pour 2011⁹⁹. L'analyse des risques de rupture d'approvisionnement permettra de comprendre le désir allemand d'augmenter les échanges gaziers avec Moscou.

2.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement gazier russe

2.3.1. Les ruptures politiques

Malgré des relations entachées par les deux guerres mondiales et le mur de Berlin, les relations politiques russo-allemandes se sont grandement améliorées depuis l'effondrement de l'URSS. L'ancien Président Poutine et l'ancien Chancelier Schröder ont entretenu d'excellents rapports et leurs successeurs poursuivent sur cette lancée, notamment au niveau de la coopération économique¹⁰⁰. La relation est telle que Zbigniew Brzezinski parle d'une « romance » russo-allemande¹⁰¹, en partie confirmée par le quotidien allemand *der Spiegel*, qui explique que la Chancelière Merkel serait tombée sous le charme du Président Medvedev lors d'une consultation intergouvernementale en juillet 2009¹⁰². Stephen Szabo, de son côté, se fait plus alarmiste¹⁰³ :

Berlin has entered a new era of shared interests with Moscow and divergence from Washington. Incoming administration officials would be wise to recognize that on issues ranging from the gas dispute to Eastern Europe to Afghanistan and Iran, the Germany of today is not the partner the United States once had.

L'élargissement de l'OTAN est probablement le sujet qui a le plus marqué les relations politiques russo-allemandes depuis le début du siècle. Cet élargissement

⁹⁹ Nord Stream. « Project Milestones », En ligne : <<http://www.nord-stream.com/en/the-pipeline/milestones.html>>, page consultée le 29 septembre 2009.

¹⁰⁰ Johnson's Russia List. « Press Conference following Talks with Federal Chancellor of Germany Angela Merkel », # 2 – JRL 2008-53 (8 mars 2008), En ligne : <<http://www.cdi.org/russia/johnson/2008-53-2.cfm>>, page consultée le 22 septembre 2008.

¹⁰¹ Szabo, Stephen F. « Can Berlin and Washington Agree on Russia? », *The Washington Quarterly*, vol. 32, no 4 (octobre 2009), p. 23.

¹⁰² Spiegel Online International. « Medvedev charms Merkel at Munich Summit », 17 juillet 2009, En ligne : <<http://www.spiegel.de/international/germany/0,1518,636653,00.html>>, page consultée le 18 novembre 2009.

¹⁰³ Szabo, Stephen F. *loc. cit.*, p. 23.

nécessite que les États pressentis pour devenir membres passent l'étape du *Membership Action Plan* (MAP). Le MAP implique que l'OTAN analyse à chaque année les progrès réalisés par l'État pressenti dans sa poursuite d'une homogénéisation aux politiques de l'OTAN. Or, au sommet de l'organisation, en avril 2008, à Bucarest, la Chancelière Merkel s'est clairement opposée à l'accession de l'Ukraine et de la Géorgie à l'étape du MAP, la dernière avant l'adhésion finale. L'Allemagne a soulevé « les conflits régionaux ou internes » minant ces États, de même que le faible soutien de la population à l'intégration¹⁰⁴. Selon Vladimir Socor, il est clair que l'opposition allemande était motivée par le désir d'approfondir le partenariat avec Moscou¹⁰⁵.

De plus, Robert Amsterdam, journaliste entre autres au journal berlinois *die Tageszeitung*, soulève le fait que si l'Allemagne a accepté de participer au *Nord Stream* malgré ses coûts immenses – et supérieurs à ceux d'un approvisionnement terrestre – c'est en partie pour « faire plaisir » à Moscou¹⁰⁶. La relation entre les deux États est telle que, selon Marco Overhaus, Berlin accepte de mettre de côté ses opinions sur le processus démocratique russe afin d'obtenir un appui politico-énergétique.

Ainsi, si l'Allemagne peut sembler offrir des concessions à la Russie, il appert que cette simili-subordination est influencée par les besoins énergétiques allemands. Toutefois, Moscou doit aussi accepter que l'augmentation de ses exportations et la consolidation de ses acquis dans les entreprises énergétiques européennes passent nécessairement par l'Allemagne, véritable moteur de l'économie européenne. Bref, il

¹⁰⁴ Socor, Vladimir. « Germany torpedoes Ukrainian, Georgian Membership Action Plans ahead of NATO summit », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, no 48 (mars 2008).

¹⁰⁵ Socor, Vladimir. « Extraneous considerations block Georgian and Ukrainian MAPs at the NATO summit », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, no 61 (mars 2008).

¹⁰⁶ Amsterdam, Robert. « Careless and Ignorant – The German-Russian Relationship », En ligne : <http://www.robertamsterdam.com/2007/02/careless_and_ignorant_the_germ.htm>, 1^{er} février 2007, page consultée le 17 novembre 2009.

est clair que les bonnes relations énergétiques influencent pour le mieux les relations politiques entre les deux États.

2.3.2. *Les ruptures techniques*

Le gazoduc *Brotherhood-Transgas*, qui achemine le gaz russe d'Ukraine vers l'Allemagne, date des premières exportations gazières vers l'Europe il y a plus de quarante ans, et doit donc être attentivement surveillé pour éviter les problèmes techniques reliés à son âge avancé. Le Yamal est beaucoup moins âgé et seulement deux compagnies gèrent ce gazoduc, du champ d'extraction jusqu'à la frontière allemande, soit Gazprom en Russie et au Belarus, et EuroPolGaz en Pologne. Ainsi, il est plus facile de coordonner la surveillance et l'entretien du gazoduc. De la même façon, le *Nord Stream* sera la propriété d'une seule compagnie – le *joint venture* entre Gazprom et Wintershall – ce qui en facilite l'entretien et la rénovation.

Du point de vue des infrastructures, l'interconnexion du réseau gazier allemand élimine à la source de nombreux questionnements sécuritaires. Effectivement, cinq pays possèdent des gazoducs d'exportation directement connectés au réseau allemand. Donc, si une rupture de quelque ordre que ce soit de l'approvisionnement russe survient, les alternatives sont existantes et envisageables. De plus, avec la construction d'un terminal méthanier à Wilhelmshaven et du gazoduc BGI provenant de Suède¹⁰⁷, l'Allemagne présentera un profil énergétique marqué par une grande sécurité de l'approvisionnement gazier.

¹⁰⁷ Voir tableau 7.

2.3.3. Les ruptures de transit

Le gaz naturel russe importé par l'Allemagne transite par trois zones. Premièrement, le gazoduc Yamal, traversant le Belarus et la Pologne, offre une situation avantageuse pour Gazprom puisqu'elle contrôle le gazoduc au Belarus, via les actions qu'elle détient dans Beltransgaz. De plus, malgré le semblant de défection géopolitique confirmé par le Président Lukashenko affirmant qu'il désire améliorer les liens avec l'UE « *nò matter whom that displeases* »¹⁰⁸, le Belarus ne présente pas de réel le potentiel de désaccord avec l'ancienne métropole au niveau énergétique. Il ne reste que la Pologne, dont les relations avec la Russie sont tendues; mais les paiements reçus pour le transit du gaz convainquent Varsovie de poursuivre la collaboration.

Deuxièmement, le *Nord Stream*, lors de sa mise en fonction, présentera la meilleure situation de transit possible pour deux pays non-frontaliers : l'absence de transit. Comme nous l'avons vu plus tôt, le gazoduc sous-marin éliminera les risques de rupture d'approvisionnement liés au transit, puisqu'il longera les limites des zones économiques exclusives (ZEE).

Troisièmement, le gazoduc *Brotherhood-Transgas* est celui qui présente le plus de risques de rupture de transit. En effet, les problèmes surviennent sur le territoire ukrainien, la Slovaquie et la Tchéquie s'avérant des partenaires stables. Les récentes coupures d'approvisionnement à l'Ukraine (2006 et 2009) et à l'Europe (2009) par Gazprom – ce dont il sera question plus loin – ont, malgré les problèmes causés à l'Europe, permis de tester la valeur des interconnexions allemandes. Le résultat a été concluant en 2006, mais les évaluations de 2009 ne sont pas toutes complétées ou disponibles. Il semble toutefois clair que ces coupures n'ont pas eu d'effet plus négatif que ne l'aurait eu une rupture technique.

¹⁰⁸ BBC. « Belarus warms relations with EU », 22 juin 2009, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8112946.stm>, page consultée le 18 novembre 2009.

2.3.4. Les ruptures économiques et les relations avec Gazprom

L'Allemagne étant un pays riche (premier PIB de l'UE, quatrième mondial) les questions des retards de paiements ou du remboursement des dettes ne se posent pas. En fait, pour que l'Allemagne soulève des problèmes financiers comme cause du retard des paiements, il faudrait que le niveau politique en ait pris la décision; les *joint ventures* développés avec Gazprom semblent trop avantageux pour envisager leur fin.

L'Allemagne est à l'heure actuelle le principal partenaire économique de la Russie et de Gazprom. Les projets communs majeurs comprennent le gazoduc *Nord Stream*, l'investissement pour le développement du champ de Shtokman, Wingas et WIEH (compagnies de distribution et de vente de gaz en Allemagne et en Europe)¹⁰⁹. Grâce à ces projets, les deux pays sont le plus important partenaire énergétique de chacun. Cette situation devrait perdurer au moins jusqu'en 2036, date à laquelle le dernier contrat d'approvisionnement actuel se termine¹¹⁰.

Le désir de poursuivre la coopération énergétique est aussi clairement exprimé par le ministère allemand de l'Économie et de la Technologie, dans le rapport sur les marchés gaziers et pétroliers, comme en fait foi cette phrase : « This partnership must be expanded further »¹¹¹. Il y est aussi salué le *Nord Stream* comme première mesure de diversification des sources d'approvisionnement et des routes de transit. Or, ce gazoduc transportera du gaz russe, ce qui n'apporte aucune diversification.

¹⁰⁹ Voir le tableau 8.

¹¹⁰ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (septembre 2008), p. 252.

¹¹¹ Ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie. « Report by the German Government on the Oil and Gas Market Strategy », En ligne : <<http://www.bmwi.de/English/Redaktion/Pdf/report-oil-gas-market-strategy,property=pdf,bereich=bmwi,sprache=en,rwb=true.pdf>>, page consultée le 7 octobre 2009, p. 4.

Selon Palonkorpi, la teneur des relations énergétiques entre deux États dépend de la perception de la dépendance à l'autre et de la menace posée par l'autre partie. Dans la situation actuelle, le recours par l'Allemagne au gaz russe pour 43% de sa consommation gazière, et 10% de sa consommation totale d'énergie, ne semble pas freiner les ardeurs allemandes. Bien au contraire, le *Nord Stream* et les *joint ventures* de distribution vont accroître la part de Gazprom dans le marché énergétique du pays. Or, l'Allemagne ne voit pas cette semi-dépendance comme une menace, et ne se considère donc pas comme partie d'une relation à sens unique guidée par la Russie, mais plutôt d'une situation de mutualisme économique.

À plusieurs égards, la position allemande peut être considérée avantageuse. D'un côté, ses relations politiques, économiques et énergétiques avec la Russie sont bonnes, pour ne pas dire excellentes. De l'autre côté, l'Allemagne bénéficie d'un secteur énergétique blindé : ses importations gazières de Russie sont stables et garanties par trois gazoducs et ses alternatives en cas de rupture d'approvisionnement sont nombreuses. Bref, l'Allemagne présente un portrait énergétique exemplaire.

Tableau 8 – Les principaux *joint ventures* de Gazprom en Europe.

Pays	Joint Venture	Part de Gazprom %	Nature de la JV
Allemagne	Wingas	35	Transport et vente
	WIEH	50	Vente et marketing
France	Fragaz	50	Distribution et trading
Italie	Promgaz	50	Marketing et distribution
Suisse	Baltic LNG	80	Développement et vente de GNL
	Gas Project Dev't Centre Asia	50	Production et développement des gisements d'hydrocarbures en Asie centrale
Slovaquie	Slovrusgaz	50	Transport et marketing
Autriche	GWH	50	Marketing et trading
Finlande	Gasum	25	Transport et marketing
Pologne	EuroPolGaz	48	Transport (gazoduc Yamal)
	Gaz Trading	16	Marketing et trading, Gaz et GNL
Serbie	Progresgaz trading	25	Distribution
Bulgarie	Overgas	50	Marketing
République tchèque	Gas-Invest	37,5	Marketing, distribution et trading
Turquie	Turusgaz	45	Marketing
	Bosphorus Gas	40	Transport et distribution
Hongrie	Panrusgaz	40	Marketing et distribution
Grèce	Prometheus Gas	50	Marketing
Lituanie	Stella Vitae	30	Transport et transportation
	Lietuvos Dujos	37	Marketing et transport
Estonie	Eesti Gaze	37,5	Marketing et transport
Lettonie	Latvias Gaze	34	Marketing gaz et GNL

Source : Locatelli, Catherine. « Vers la constitution de multinationales dans le secteur de l'énergie russe ? Le cas des hydrocarbures », *LEPII* (mars 2006), p. 6.

CHAPITRE III

LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-UKRAINIEN

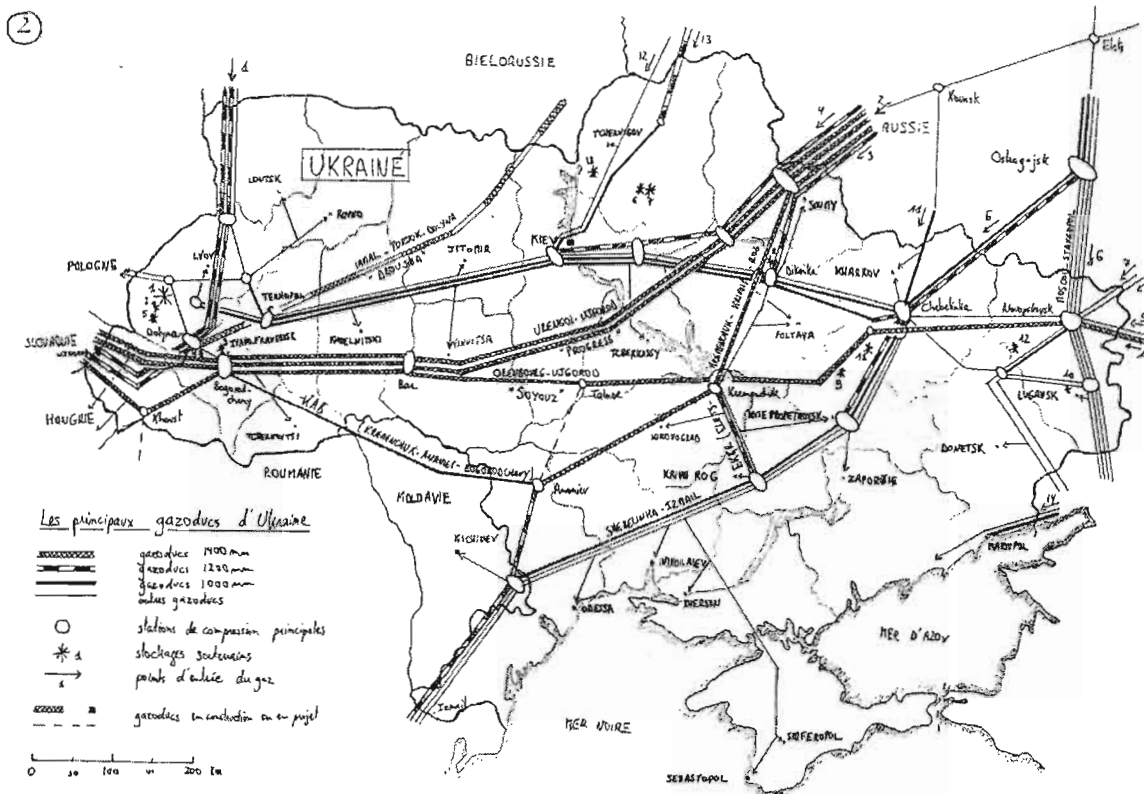
3.1. Les chiffres gaziers et les tracés des gazoducs

L'Ukraine possède des réserves de gaz naturel de 0,9 bmc, au 3^e rang européen, mais la production se limite à 19 Gmc par année. Celle-ci est en partie effacée par une immense consommation de 59,7 Gmc, qui la place au cinquième rang eurasiatique. Les chiffres concernant les importations gazières ne sont pas officiels, mais se situeraient autour de 50 Gmc par année⁷. Le Turkménistan fournit environ 40% de celles-ci, la Russie, un tiers, et le reste provient du Kazakhstan et d'Ouzbékistan; le gaz centre-asiatique est acheté et transporté par Gazprom. L'Ukraine n'exporte pas de gaz, mais en transit d'énormes quantités provenant de Russie vers l'Europe, soit 119,6 Gmc en 2008 (près de 80% du transit vers l'Europe⁸). La Moldova et le sud de la Russie, via l'Ukraine, reçoivent 2,7 Gmc de ce nombre, la balance de 116,9 Gmc étant destinée à l'Europe hors-CÉI. Le transit se fait via deux gazoducs majeurs : le *Soyuz*, arrivant d'Asie centrale, et le *Brotherhood*, qui arrive de Sibérie-Ouest. La carte suivante nous montre le réseau gazier ukrainien et le transit :

⁷ Voir le tableau 10 en annexe, de même que pour les autres chiffres concernant l'Ukraine.

⁸ Stern, Jonathan. *loc. cit.* (mai 2006), p. 33-34.

Tableau 9 – Le réseau gazier ukrainien.



Source : 321 Energy. «Map of pipelines in Ukraine that carry Russian gas to western Europe via Poland and Slovakia », En ligne : <<http://www.321energy.com/editorials/mearns/mearns121307w.jpg>>, page consultée le 8 octobre 2009.

3.2. Les alternatives d'importation et la dépendance gazière à la Russie

L'Ukraine, comme plusieurs pays est-européens, est victime de sa géographie. À l'exception de la Russie, aucun pays voisin ne possède ni ne produit de gaz en quantité suffisante pour répondre à la demande ukrainienne. Ainsi, les gazoducs sont orientés vers l'Ouest et il n'existe aucune interconnexion avec le réseau biélorusse. De plus, les projets européens et américains d'acheminement du gaz moyen-oriental et centre-asiatique en Europe ne prévoient pas de connexions au réseau ukrainien.

En fait, un seul projet de tracé inclut l'Ukraine dans une de ses propositions, il s'agit du *White Stream*, qui traverserait la mer Noire de la Géorgie à la Roumanie en

faisant escale en Crimée¹¹⁴. Or, avec la présence du *Blue Stream* et l'éventuelle construction du *South Stream*, la Russie occupe déjà la zone sous-marine, le *White Stream* devrait ainsi croiser les gazoducs russes, avec les infrastructures que cela implique. Toutefois, le *White Stream* demeure à l'heure actuelle un projet, notamment à cause des coûts qui seraient engendrés, alors que le *South Caucasus* ne fonctionne pas à pleine capacité (6 bmc par année sur une capacité de 20)¹¹⁵. L'option du GNL ne semble pas envisagée, puisque les pays côtiers de la mer Noire (Turquie, Géorgie, Bulgarie et Roumanie) ne développent aucun projet en ce sens. L'approvisionnement centre-asiatique demeure à l'heure actuelle sous le contrôle de la Russie, puisqu'il transite par son territoire.

Avec la signature d'un accord en approvisionnement russe pour dix ans – qui sera vu plus loin – l'Ukraine se résigne à sa situation géographique. En effet, en planifiant l'approvisionnement sur dix ans, Kiev prend les moyens disponibles pour assurer un minimum de sécurité énergétique, dans une situation générale peu avantageuse. La dépendance gazière à la Russie est à l'heure actuelle très forte. Les importations équivalent à 82,2% de la consommation et, sans connaître les chiffres exacts, il est clair que toutes les importations proviennent ou transitent par la Russie. Ainsi, si le gaz naturel représente 42,8% de la fourchette énergétique, et le gaz russe 82,2% de la consommation de gaz, celui-ci représente 35,2% de la consommation totale d'énergie en Ukraine. Ce chiffre la place au quatrième rang des pays importateurs de gaz russe, derrière le Belarus, la Moldova et la Lituanie, qui ne produisent pratiquement pas de gaz. La diversification des sources énergétiques serait utile pour l'Ukraine, mais les infrastructures en place, et la dépendance gazière à la Russie qui s'ensuit, éliminent les alternatives. Deux options s'offrent donc à elle :

¹¹⁴ Vashakmadze, Giorgi. « The White Stream gas transportation project – a project to deliver Caspian gas to the EU », Belgrade (avril 2009), En ligne : <http://www.emportal.rs/data/File/Ekonferenc/2009/Energetika/Giorgi%20Vashakmadze%20GUEU%20White%20Stream.PDF>, page consultée le 8 octobre 2009.

¹¹⁵ BBC et John Roberts. « Georgia falls victim to pipeline politics », 12 août 2008, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7557049.stm>, page consultée le 15 octobre 2009.

l'augmentation de la production indigène et la réduction de la consommation via une meilleure efficacité énergétique¹¹⁶, comme le recommandait en juillet 2009 le Vice-président américain Joe Biden¹¹⁷.

À l'heure actuelle, l'UE et ses divers organismes tentent de régulariser le secteur énergétique ukrainien. L'INOGATE (INterstate Oil and Gas Transport to Europe) travaille entre autres à la normalisation des marchés énergétiques et à la création de conditions favorables à l'investissement étranger¹¹⁸. La direction-générale Transport et Énergie de la Commission européenne (DG TREN) essaie de conclure des accords de coopération avec l'Ukraine afin de faire concorder les secteurs énergétiques dans les domaines de l'investissement et de la vente, en premier lieu¹¹⁹.

3.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement gazier russe

Les relations gazières entre la Russie et l'Ukraine sont une longue succession de mésententes, de la dissolution de l'URSS à nos jours¹²⁰. Avant de déterminer la nature des risques, il est important de revoir les derniers événements ayant marqué le marché gazier russo-ukrainien. La littérature est divisée sur le sujet : s'agit-il de pressions politiques de Moscou pour punir l'Ukraine pour certains choix géopolitiques? Ou est-ce plutôt une façon pour Gazprom d'exiger réparation pour les arriérés de paiement ukrainiens? L'analyse des arguments des tenants des deux écoles (*Markets & Institutions* et *Regions & Empires*) nous permet de croire que si la crise de 2006 était davantage économique, celle de 2009 a laissé transparaître des éléments politiques indéniables.

¹¹⁶ Pirani, Simon, Jonathan Stern et Katja Yafimava. *OIES Policy Paper*, no 27 (février 2009), p. 58.

¹¹⁷ Cohen, Ariel. « Joe Biden's Trip to Ukraine and Georgia », *Heritage Foundation WebMemo*, no 2565 (27 juillet 2009), En ligne : <<http://www.heritage.org/research/russiaandeurasia/wm2565.cfm>>, page consultée le 20 novembre 2009.

¹¹⁸ INOGATE. « About INOGATE – Objectives », En ligne : <http://www.inogate.org/inogate_programme/about_inogate>, page consultée le 9 octobre 2009.

¹¹⁹ European Commission – Energy. « Energy policy for a competitive Europe », En ligne : <http://ec.europa.eu/energy/index_en.htm>, page consultée le 9 octobre 2009.

¹²⁰ Stern, Jonathan. *loc. cit.* (mai 2006), p. 34-35.

3.3.1. Les ruptures politiques

Les tenants de l'école politique (*Regions & Empires*) énumèrent des points tournants dans les relations russo-ukrainiennes qui auraient influencé les agissements énergétiques de Moscou. Premièrement, la révolution Orange de 2005 en Ukraine, qui a porté au pouvoir le pro-occidental Viktor Yushchenko, aurait entraîné, selon l'ancienne Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, la réaction politiquement motivée qu'était la coupure d'approvisionnement gazier de janvier 2006¹²¹. Or, comme l'explique Sokov, la coupure peut-être vue d'une autre façon. Plutôt que de punir directement l'Ukraine par une pression énergétique lors des élections parlementaires de mars 2006, la Russie a décidé d'accepter la décision ukrainienne de s'éloigner de son giron. Ainsi, Moscou a mis un terme aux tarifs préférentiels de l'ancien pays allié qui désirait une pleine indépendance. Les relations avec Kiev doivent donc être gérées selon les normes internationales¹²², selon lesquelles les prémisses du marché énergétique doivent être négociées, et non octroyées par la Russie.

Deuxièmement, les tendances pro-OTAN et pro-UE de l'Ukraine posent clairement problème aux autorités russes. Historiquement, ukrainiens et russes forment une même nation de frères slaves¹²³. Or, depuis l'indépendance, divers éléments de désaccord qui ne posaient pas problème sous l'URSS – puisqu'ils relevaient de relations intranationales – apparaissent.

En premier lieu, la question de l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN peut sembler surprenante en ce que l'organisation anti-soviétique par excellence cherche à intégrer une ancienne république soviétique. Mais pour Moscou, cette particularité

¹²¹ Sokov, Nikolai. « Alternative Interpretation of the Russian-Ukrainian Gas Crisis », *PONARS Policy Memo*, no 404 (janvier 2006), p. 3.

¹²² *Ibid.*, p. 4.

¹²³ Pirani, Simon. « Ukraine's Gas Sector », *OIES Policy Paper*, no 21 (juin 2007), p. 99-100.

historique n'a aucun poids face aux deux raisons qui l'opposent à cette intégration. D'un côté, les Russes se souviennent des promesses des dirigeants américains et européens qui avaient promis, à défaut d'y intégrer la Russie, que l'OTAN n'avancerait « pas d'un pouce » à l'Est¹²⁴. De l'autre côté, le Kremlin, suivant sa politique de défense des Russes hors-frontières¹²⁵ et les éventuelles actions qui peuvent en découler, n'acceptera jamais qu'un État où demeurent des Russes ethniques – non-issus d'une immigration récente, bien sûr – intègre une organisation dont la Russie n'est pas membre.

Le projet américain d'installation de missiles intercepteurs en Pologne n'est pas un projet de l'OTAN. Toutefois, il est aisé pour Moscou d'y voir une suite logique¹²⁶, suivant laquelle les États nouvellement membres de l'organisation bénéficient non seulement d'un pacte de défense, mais aussi d'outils de défense. Mais au-delà du déploiement de capacités militaires, il demeure que l'intégration à l'OTAN d'une ancienne république soviétique ou d'un ancien membre du Pacte de Varsovie représente pour Moscou un recul. Bien que l'intégration en soi ne modifie pas la relation qu'entretient le Kremlin avec l'État nouvellement membre, l'avancée de l'OTAN – et les valeurs occidentales, pour ne pas dire américaines, qu'elle apporte – vers les frontières russes éloigne le Président Medvedev de son idéal d'un monde multipolaire¹²⁷. La Russie subit ainsi une diminution de son influence dans son « proche étranger », au point où Dmitri Trenin croit qu'il est désormais plus juste de parler de sphère d'*intérêt* russe, plutôt que de sphère d'*influence*¹²⁸.

¹²⁴ Trenin, Dmitri. « Russia's Spheres of Interest, not Influence », *The Washington Quarterly*, vol. 32, no 4 (octobre 2009), p. 8.

¹²⁵ President of Russia. « Interview given by Dmitry Medvedev to Television Channels Channel One, Russia, NTV », 31 août 2008, En ligne : <http://eng.kremlin.ru/speeches/2008/08/31/1850_type82912type82916_206003.shtml>, page consultée le 23 novembre 2009.

¹²⁶ Johnson's Russia List. « Gorbachev blasts NATO eastward expansion », 2 avril 2009, JRL 2009-64 #13, En ligne : <<http://www.cdi.org/russia/Johnson/2009-64-13.cfm>>, page consultée le 14 octobre 2009.

¹²⁷ President of Russia. *op. cit.*

¹²⁸ Trenin, Dmitri. *loc. cit.*, p. 3.

En deuxième lieu, l'intégration à l'UE est beaucoup moins problématique, notamment parce que le but premier de l'organisation n'est pas de combattre un système idéologique dont la Russie a fait partie. De plus, l'UE est beaucoup moins proactive que l'OTAN face à l'intégration ukrainienne. Ainsi, la candidature de la Bosnie est retardée en partie à cause de la division ethnique du pays¹²⁹, tout comme la Serbie, à cause de la corruption et d'une démocratie chancelante¹³⁰. L'Ukraine, qui joint ces deux situations¹³¹, devrait donc voir son intégration – et même sa candidature – quelque peu retardée. Bref, la Russie ne craint pas l'intégration de l'Ukraine à l'UE parce qu'elle ne fait pas partie des plans à court terme de l'organisation, mais aussi parce qu'elle ne s'oppose pas idéologiquement à l'UE.

Troisièmement, les résultats des élections présidentielles de 2004 montraient une division claire des appuis dans le pays; une ligne imaginaire pouvait être tracée entre les fiefs appuyant Yushchenko et ceux appuyant Yanukovitch, comme le montre le tableau 11. Cette division du pays rend la situation difficile pour l'Ukraine, qui voit ses politiques perçues – à tort ou à raison – comme étant anti-russes systématiquement contestées par les russes et russophiles ukrainiens.

Quatrièmement, la vision « politique » peut difficilement expliquer la coupure d'approvisionnement générale à l'Europe de janvier 2009. En effet, si l'approche politique *Regions and Empires* (R&E) peut expliquer la rupture d'approvisionnement à l'Ukraine, elle est à court d'arguments pour expliquer pourquoi cette coupure s'est étendue au reste de l'Europe. Parce que la majorité des États touchés entretiennent de

¹²⁹ Commission of the European Communities. « Bosnia and Herzegovina 2009 Progress Report », *Commission Staff Working Document*, SEC 2009 (1338), Bruxelles, 14 octobre 2009, p. 7.

¹³⁰ Commission of the European Communities. « Serbia 2009 Progress Report », *Commission Staff Working Document*, SEC 2009 (1339), Bruxelles, 14 octobre 2009, p. 6.

¹³¹ Breault, Yann, Pierre Jolicoeur et Jacques Lévesque. « Ukraine : un difficile équilibre entre Russie et Europe ». chap. in *La Russie et son ex-empire – Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

bonnes relations politiques avec Moscou, l'approche R&E ne suffit pas à l'analyse. Quant à la coupure d'approvisionnement de 2006, qui ciblait seulement l'Ukraine, l'approche R&E peine à expliquer pourquoi le Belarus, à l'époque très proche de Moscou, a subi pareille coupure en 2004. La question de la hausse des prix du gaz à des pays « alliés » de Moscou (Arménie, Azerbaïdjan, Moldova) réfute aussi l'idée selon laquelle les « punitions » gazières ne touchent que les États cherchant à s'extraire de la sphère d'influence russe.

3.3.2. Les ruptures techniques

Tout comme dans le cas allemand, l'âge du réseau d'exportation russe peut éventuellement poser problème à l'approvisionnement en Ukraine. La distance à couvrir entre le champ d'extraction et le réseau ukrainien est d'environ 3000 kilomètres, et les gazoducs datent pour la plupart d'au moins vingt ans¹³². De plus, les températures hivernales en Russie et en Ukraine imposent une pression importante aux gazoducs.

3.3.3. Les ruptures de transit

Si les mauvaises relations avec la Russie compliquent les échanges énergétiques, l'Ukraine profite en contrepartie d'un avantage indéniable partagé par très peu d'États européens : l'absence de transit. Lorsque le gaz quitte la juridiction de Gazprom, il devient aussitôt géré par Naftogaz, qui est ainsi assurée que la qualité n'a pas été entravée par un quelconque intermédiaire. Les ruptures de transit sont donc impossibles.

¹³² AIÉ. « Optimising Russian Natural Gas », *op. cit.*, p. 87.

3.3.4. Les ruptures économiques et les relations commerciales avec Gazprom

L'Ukraine représente le 43^e PIB au monde¹³³. Le pays a une production primaire importante (métaux, pétrochimie, machinerie et alimentation), ce qui le rend très sensible aux marchés internationaux. Comme elle produit beaucoup de produits bruts, les importations énergétiques sont très importantes. Or, il semble que, depuis l'indépendance, l'Ukraine n'ait jamais été capable de payer entièrement pour le gaz importé¹³⁴. C'est ce qui a motivé, à l'origine, les coupures d'approvisionnement décrétées par Gazprom. En effet, même l'approche R&E ne peut nier que la Russie a toujours utilisé les retards de paiement pour justifier ses coupures.

L'école *Markets & Institutions* (M&I), décrite par van der Linde et Correljé, propose une analyse économique des relations gazières russo-ukrainiennes. Selon cette vision, les ruptures d'approvisionnement résultent d'une réaction purement commerciale de Gazprom : à défaut de paiement, le service est interrompu. Le M&I ne réfute pas le contrôle gouvernemental sur les décisions de Gazprom et le caractère politique qui en résulte. Il explique plutôt que ces décisions ne sont pas moins économiques parce qu'elles sont prises par le gouvernement, puisqu'il s'agit des ressources nationales.

Malgré une histoire et une géographie communes, ajoutées à l'importance du transit par son territoire, l'Ukraine ne participe qu'à très peu de *joint ventures* gaziers avec la Russie. En effet, l'exploitation, la distribution interne et la vente de gaz en Ukraine sont gérées par la compagnie nationale Naftogaz, propriété de l'État ukrainien. En ce qui concerne le transit de gaz russe vers l'Europe, Gazprom paie Naftogaz mais demeure propriétaire du gaz jusqu'à la frontière slovaquo-ukrainienne. La seule sphère d'activités qui laisse place aux *joint ventures* est l'importation :

¹³³ CIA. « World Factbook – Europe: Ukraine », En ligne : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/up.html>, page consultée le 12 mars 2009.

¹³⁴ Stern, Jonathan. *loc. cit.* (mai 2006), p. 34.

comme le gaz centre-asiatique transite par la Russie et que Gazprom y détient le monopole des exportations, Naftogaz est dans l'obligation de négocier avec la compagnie russe. La solution adoptée par les deux parties à la suite des arrangements de l'été 2004 a vu le *joint venture* RosUkrEnergo être nommé responsable de l'approvisionnement en Ukraine¹³⁵. RosUkrEnergo a fait l'objet de nombreuses études puisque, si Gazprom y participait à 50% via une filiale de Gazprombank, l'autre membre du *joint venture* était la propriété d'un consortium d'hommes d'affaire ukrainiens « very knowledgeable in the gas trading business, very well-connected in the Ukraine »¹³⁶. Ces hommes d'affaire ont longtemps essayé de taire leur identité¹³⁷, ce qui a alimenté le questionnement à savoir pourquoi Gazprom et Naftogaz ont créé un *joint venture* alors qu'ils auraient pu faire affaire directement entre eux? La réponse doit se trouver dans les avantages que ces hommes d'affaire inconnus tiraient du *joint venture*.

De la même façon, les événements de 2006 ont entraîné la création de UkrGazEnergo, entre Gazprom et Naftogaz, pour la distribution interne du gaz centre-asiatique et russe. Il s'agit d'un compromis pour les deux parties pour le remboursement de la dette ukrainienne : Gazprom voulait obtenir des parts dans Naftogaz, comme elle l'a fait au Belarus, mais Kiev ne voulait absolument pas se départir du contrôle complet sur sa compagnie. Or, il semble maintenant, après la signature de l'entente de 2009, que les deux *joint ventures* soient appelés à disparaître, puisque l'accord prévoit un approvisionnement russe pour dix ans, ce qui sera vu plus loin. De plus, les événements de 2009 ont mis à jour les troubles, déjà

¹³⁵ *Ibid.*, p. 39.

¹³⁶ Global Witness. « It's a gas. Funny Business in the Turkmen-Ukraine Gas Trade », *Global Witness Report* (avril 2006), En ligne : <http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/479/en/its_a_gas_funny_business_in_the_turkmen_ukraine_g>, page consultée le 15 avril 2008, p. 49.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 49-50.

connus dans la littérature, qui minent le secteur gazier ukrainien : corruption, opacité des transactions et disputes « claniques » entre magnats du gaz¹³⁸.

RosUkrEnergo et UkrGazEnergo représentent donc les seules collaborations entre Gazprom et Naftogaz à l'ouest de la frontière russo-ukrainienne où a lieu le transit. Et il semble bien que les événements de janvier 2009, qui ont démontré la précarité du secteur gazier ukrainien, ont permis à la Russie de justifier sa position de méfiance face à la négociation avec l'Ukraine. Maintenant, l'Europe comprend les hésitations et réactions russes lors des précédentes coupures d'approvisionnement gazier. En effet, explique Pirani, la Russie, en coupant l'approvisionnement à l'Europe, a pu démontrer l'inefficacité non seulement des entreprises gazières ukrainiennes, mais aussi de la classe politique dans la recherche d'un consensus¹³⁹. La coupure générale planifiée aura donc eu un double effet, politique et économique. Mais il demeure difficile de déterminer si les problèmes politiques sont la cause des problèmes économiques, ou l'inverse. Les divergences d'opinion entre les élites gazières et politiques ukrainiennes ont-elles bloqué le développement du secteur gazier? Ou la situation de dépendance énergétique a-t-elle amené les décideurs ukrainiens à délaisser le développement du secteur gazier, jugé irrécupérable?

3.4. Bilan des menaces

Les relations politiques et commerciales russo-ukrainiennes se déroulent donc dans une confiance plus ou moins obligée mais sont condamnées à se poursuivre, notamment à cause du marché gazier russo-européen et des besoins énergétiques ukrainiens. Le règlement d'un seul des deux caractères pourrait grandement aider le marché énergétique, et cela semble en voie de réussir, avec la signature en janvier 2009 de l'accord gazier pour dix ans. La bonne tenue commerciale de l'Ukraine ne

¹³⁸ Balmaceda, Margarita Mercedes. « Gas, Oil and the linkages between domestic and foreign policies: The case of Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, no 2 (mars 2008), p. 11.

¹³⁹ Pirani, Simon, Jonathan Stern et Katja Yafimava. *loc. cit.*, p. 30.

pourra pas régler les problèmes politiques entre les deux pays, mais cela les empêchera tout de même d'empiéter sur le secteur gazier. Ainsi, tant et aussi longtemps que Kiev paiera son gaz et remboursera ses dettes, elle recevra celui-ci. Et une coupure générale « pour donner l'exemple » comme celle de janvier 2009, si elle survenait encore, ne pourrait être imputée à l'Ukraine, puisque les trois *Stream* devraient entrer en fonction d'ici 2015 (*Blue* depuis 2002, *Nord* en 2011, *South* en 2015). La multiplication des voies d'exportation du gaz russe diminuera le poids relatif de l'Ukraine, et lui fera perdre des revenus de transit ainsi que la marge de manœuvre commerciale que lui apporte son statut de territoire principal de transit.

Les crises de 2006 et 2009 auront au moins apporté une certaine normalisation des relations gazières. D'un côté, Gazprom et la Russie ont pu voir que, contrairement à la menace nucléaire, « la dissuasion énergétique [...] peut trouver des traductions opérationnelles ponctuelles, sans pour autant signifier l'anéantissement »¹⁴⁰. Mais ils ont aussi vu l'Europe pouvait parler d'une seule voix lorsqu'il est question d'approvisionnement énergétique. De 2006 à 2009, Gazprom a aussi appris quelques notions de relations publiques, qui lui avaient cruellement manquées lors de la première crise¹⁴¹.

De l'autre côté, la Russie et l'Ukraine ont signé le 19 janvier 2009 un accord d'approvisionnement qui mettait fin à la crise¹⁴². Même si l'Ukraine devrait éprouver des difficultés de paiement – ce qui est le cas¹⁴³ – il demeure que le prix du gaz est fixé grâce à cet accord. En effet, celui-ci est maintenant basé sur le tarif européen

¹⁴⁰ Gomart, Thomas. « Politique étrangère russe: l'étrange inconstance », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 6, no 12 (mars 2006), p. 3.

¹⁴¹ Kusznir, Julia et Heiko Pleines. « The Russian Oil Industry between Foreign Investment and Domestic Interests », *Russian Analytical Digest*, no 27 (septembre 2007), p. 11-13.

¹⁴² Pirani, Simon, Jonathan Stern et Katja Yafimava. *loc. cit.*, p. 26-28.

¹⁴³ BBC. « Gazprom concern at Ukraine bill », 12 septembre 2009, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8252867.stm>, page consultée le 13 septembre 2009.

plutôt que déterminé par la Russie selon les prix du gaz centre-asiatique¹⁴⁴. De plus, le transit se fait maintenant directement entre Gazprom et Naftogaz, puisque les *joint ventures* RosUkrEnergo et UkrGazEnergo, dans lesquels la participation de l'État ukrainien était minime, sont éliminés.

¹⁴⁴ Pirani, Simon, Jonathan Stern et Katja Yafimava. *loc. cit.*, p. 28.

Tableau 10 – Le marché gazier ukrainien : quantités et prix.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 projected
Ukraine gas balance							
Ukraine, consumption	68.7	68.1	68.9	65.9	62.8	59.3	58
Ukraine, technical requirements	7.6	7.6	7.4	8.1	7.0	7.0	7.0
Ukraine imports (presumed)	56.9	55.4	55.8	53.3	49.1	54.5*	40*
Ukraine production	19.4	20.3	20.5	20.7	20.7	20	20
Import price (\$/mcm)	\$50	\$50	\$44–80	\$95	\$130	\$179.5	\$175–\$360
Total value of imports, \$ bn estimates	\$2.84bn	\$2.77bn	\$3.2bn	\$5.06bn	\$6.38bn	\$8.44bn	\$7.0–14.4bn***
Transit							
Volumes transported, bcm/year							
To Europe	112.4	120.3	121.5	133.8	112.1	116.9	117
To the CIS**	16.8	16.8	14.9	14.7	3.1	2.7	3
Cost of transit \$/100km/mcm	(barter)	(barter)	\$1.09	\$1.60	\$1.60	\$1.70	\$1.70
Value of transit services, \$ bn estimates	\$1.48bn	(n/a)	\$1.5bn	\$2.2bn	\$2.1bn	\$2.2bn	\$2.35bn

* In 2008, Ukrainian imports plus production were higher than consumption plus technical requirements, presumably because additional gas was put into storage. In 2009, the import figure includes the amount Ukraine is contracted to buy from Russia. Its gas balance will presumably be supplemented from additional amounts in storage that it has reportedly bought from Rosukrenergo.

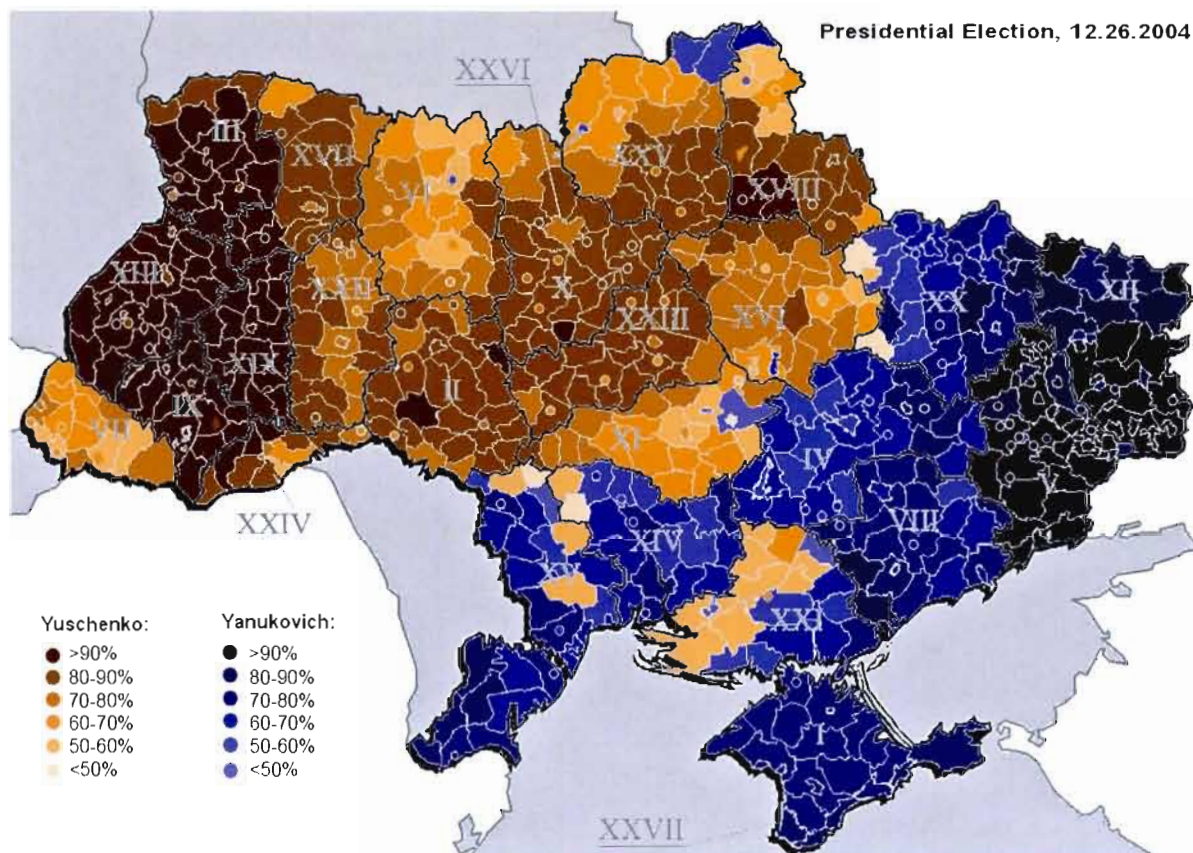
** These are volumes transited to Moldova, and via eastern Ukraine to southern Russia. The latter volumes were sharply reduced in 2007 due to new internal Russian pipelines being commissioned.

Source: Volumes 2003–08, *Energobiznes*, based on fuel and energy ministry statistics; volumes 2009, as stated in contracts; prices, from public sources.

***these are the values which would result from importing 40 bcm at prices of \$175 and \$360/mcm respectively. The lower the volume of gas Ukraine will actually import and the later in the year it imports (assuming oil prices do not increase substantially), the lower will be the actual figure. With favourable assumptions, it could be similar to the 2008 value.

Source : Pirani, Simon. « The Russo-Ukrainian gas dispute of January 2009: a comprehensive assessment », *OIES Policy Paper*, no 27 (février 2009), p. 6.

Tableau 11 – Résultats de l'élection présidentielle ukrainienne de 2004.



Source : Electoral Geography. « Ukraine. Presidential Election, 2004 », En ligne : <http://www.electoralgeography.com/en/countries/u/ukraine/2004-president-elections-ukraine.html>, page consultée le 9 octobre 2009.

CHAPITRE IV

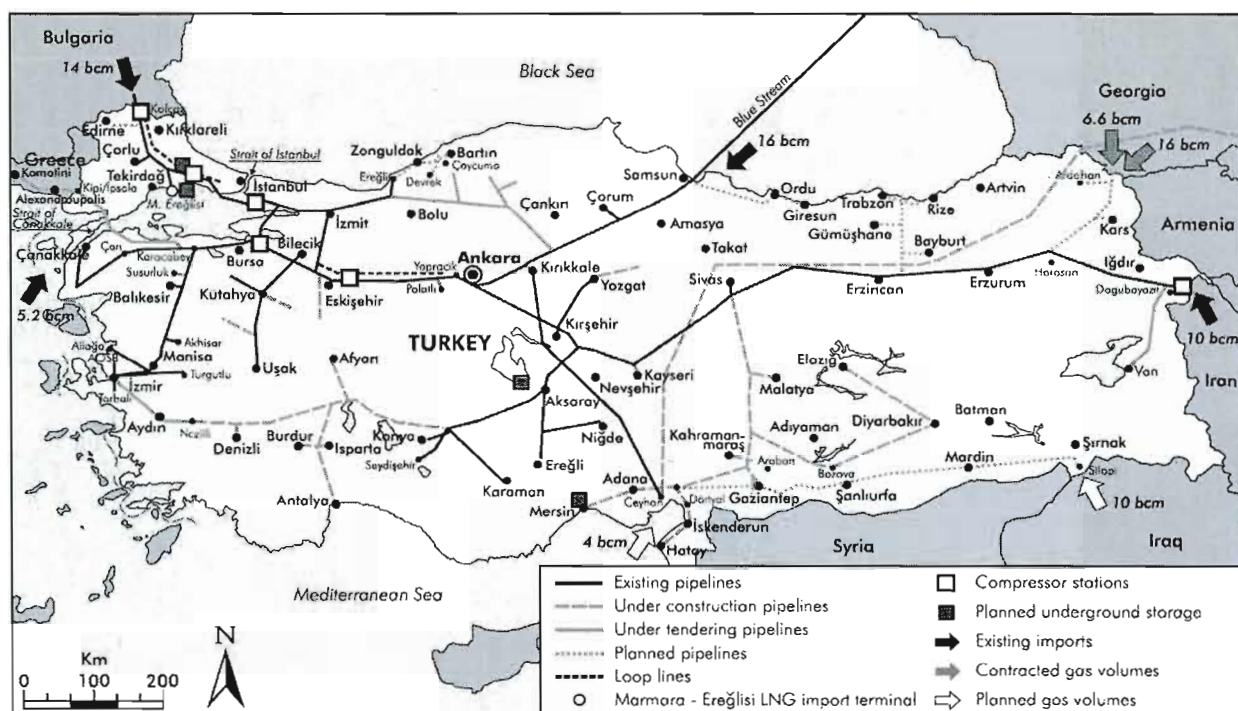
LE MARCHÉ GAZIER RUSSO-TURC

4.1. Les chiffres du marché gazier et les tracés de gazoducs

La Turquie est le 25^e consommateur de gaz naturel au monde, au niveau de 36 Gmc en 2008, ce qui représente une augmentation de 65,6% en dix ans. Le pays se classe donc au 4^e rang mondial pour l'augmentation de la consommation (pour les pays consommant plus de 5 Gmc). Toutefois, la production est faible (moins de 1 Gmc), à cause de réserves peu élevées. L'importation est donc essentielle en Turquie (7^e en Europe), et sa situation géographique, joutée à la récente construction du *Blue Stream*, fait en sorte que le gaz russe occupe les deux tiers des importations. De plus, la Turquie se situe au 4^e rang mondial pour les importations de gaz russe, à peine derrière l'Italie. La totalité de ce gaz transite par deux gazoducs : le *Blue Stream*, terminé en 2002 et qui traverse la mer Noire, et le *Russian Gas-West*, qui traverse l'Ukraine, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie. Ce dernier a vu son importance relative grandement diminuée par la construction du *Blue Stream*. Voici le réseau turc :

Tableau 12 – Le réseau gazier turc.

Natural Gas Infrastructure



Source : AIE. « Turkey. 2005 Review », *Energy Policies of IEA Countries* (2005), p. 103.

4.2. Les alternatives d'importation et la dépendance gazière à la Russie

La Turquie est appelée à devenir une plaque tournante dans le transit gazier vers l'Europe, au même titre que l'Ukraine actuellement, mais avec des approvisionnements plus diversifiés : Russie, Azerbaïdjan, Iran, Turkménistan, Kazakhstan, Irak, Arabie Saoudite, Qatar et Égypte. Le *Western energy corridor through Turkey* (WECT), décrit par Bilgin¹⁴⁵, montre l'importance actuelle et future du transit turc.

Les fournisseurs non-russes importants sont l'Algérie (par GNL) et l'Iran (par gazoduc). Cette dernière devrait accroître sa participation dans l'éventualité de la

¹⁴⁵ Bilgin, Mert. « New prospects in the political economy of inner-Caspian hydrocarbons and western energy corridor through Turkey », *Energy Policy*, vol. 35, no 12 (2007), p. 6383.

construction du NABUCCO, qui demeure une hypothèse, malgré les accords signés en juillet 2009 entre la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche¹⁴⁶. Ce point sera discuté plus tard. Le gaz caspien devrait aussi voir sa part augmenter dans les prochaines années avec la mise en fonction du *South Caucasus Pipeline*. La capacité GNL de la Turquie lui permet aussi de diversifier son approvisionnement : à l'heure actuelle, le gaz naturel russe représente environ le cinquième des énergies consommées dans le pays. Mais la situation géographique de porte d'entrée sur l'Europe et la proximité de futurs grands producteurs permettent d'envisager un avenir énergétique marqué par l'abondance de sources d'approvisionnement gazier et une dépendance réduite à l'égard de chaque vendeur.

4.3. Les risques à la sécurité de l'approvisionnement russe

4.3.1. Les ruptures politiques

Les relations russo-turques se sont grandement améliorées depuis la fin de la Guerre Froide¹⁴⁷. La disparition d'une frontière directe a probablement aidé à la normalisation des rapports, de même que la coopération militaire¹⁴⁸. De plus, Marlène Laruelle ajoute que la Russie supporte la candidature turque à l'UE et les positions concernant la Chypre du Nord. De son côté, Ankara appuie le rôle grandissant de Moscou au Moyen-Orient¹⁴⁹. Et l'éloignement par rapport à la politique américaine en Irak a rapproché les deux États, qui n'ont jamais approuvé l'invasion américaine.

La Turquie ne cherche plus à « s'aligner » sur un bloc, mais plutôt à profiter du multilatéralisme, surtout dans le secteur énergétique. À preuve, sa politique d'approvisionnement gazier, qui implique autant le « bloc russe » (Russie, Iran et

¹⁴⁶ BBC. « Media ponder 'energy chess game' », 15 juillet 2009, En ligne :

<<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/8150231.stm>>, page consultée le 22 septembre 2009.

¹⁴⁷ Winrow, Gareth M. « Problems and Prospects for the "Fourth Corridor": the Positions and Role of Turkey in Gas Transit to Europe », *OIES Policy Paper*, no 30 (juin 2009), p. 4.

¹⁴⁸ Laruelle, Marlène. « Russo-Turkish Rapprochement through the Idea of Eurasia: Alexander Dugin's Networks in Turkey », *The Jamestown Foundation Occasional Paper* (avril 2008), p. 3.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 3.

Kazakhstan), le «bloc américain» (Irak, Arabie Saoudite et Azerbaïdjan) que le «bloc neutre» (Égypte, Qatar et Turkménistan). La Russie semble accepter cette vision plurielle de la Turquie pour s'en rapprocher, d'autant plus qu'avec les défections ukrainienne et géorgienne, le littoral de la mer Noire pouvait sembler rétrécir.

Winrow soulève aussi le fait que les événements en Géorgie à l'été 2008, qui ont vu l'armée russe pénétrer le territoire géorgien, ont inquiété les autorités turques, soucieuses de garder une certaine stabilité dans le Caucase. Le Premier Ministre turc Erdogan aurait toutefois évité de condamner l'avancée russe, soucieux de ne pas entacher les relations énergétiques avec Moscou¹⁵⁰.

4.3.2. *Les ruptures techniques*

Les près de 25 Gmc importés de Russie impliquent deux situations différentes. Le *Blue Stream* est récent, ce qui limite les risques de problèmes techniques. De plus, son entretien dépend des deux compagnies conjointement propriétaires : Gazprom et BOTAS. Les deux partenaires sont donc les seuls responsables du bon fonctionnement de l'approvisionnement. Le *Russian Gas-West* est plus problématique puisqu'il traverse quatre pays avant d'arriver en Turquie. Sa propriété multiple complique donc les éventuels travaux de rénovation et d'entretien.

4.3.3. *Les ruptures de transit*

Tout comme au niveau technique, la sécurité du transit varie selon le gazoduc. Le *Blue Stream* n'est l'objet d'aucun transit, ni même au niveau des zones économiques exclusives (ZEE) de la mer Noire¹⁵¹. Le *Russian Gas-West*, par contre, traverse quatre États et est géré par leurs compagnies respectives : Naftogaz, Tiraspolttransgaz, Transgaz et Bulgartransgaz. De plus, le gazoduc est utilisé pour le

¹⁵⁰ Winrow, Gareth M. *loc. cit.*, p. 4.

¹⁵¹ VLIZ. « VLIZ Maritime Boundaries Geodatabase », En ligne : <http://w2.vliz.be/vmdcdata/marbound/geointerface.php>, page consultée le 6 octobre 2009.

transit et l'approvisionnement des régions côtières de la mer Noire et des capitales moldave, roumaine et bulgare. À l'heure actuelle, seule l'Ukraine a connu des accrochages dans le transit, mais l'absence d'interconnectivité des réseaux balkaniques pourrait éventuellement créer des situations influençant la quantité de gaz disponible en Turquie, comme lors de la coupure d'approvisionnement de janvier 2009¹⁵².

4.3.4. Les ruptures économiques et les relations commerciales avec Gazprom

La Russie et la Turquie profitent de liens commerciaux de qualité. La Turquie représente le quatrième marché d'exportation pour la Russie; la Russie, le premier pour les importations turques et le sixième pour les exportations turques¹⁵³. Au niveau gazier, la Russie est bien sûr le premier fournisseur et la Turquie se classe quatrième pour les importations de gaz russe.

Gazprom représente à l'heure actuelle un partenaire énergétique majeur de la Turquie, puisqu'elle fournit près des deux tiers du gaz importé dans le pays. Mais d'un autre côté, la compagnie russe négocie avec l'Azerbaïdjan pour acheter une partie de sa production gazière et l'exporter en Europe via les gazoducs déjà existants¹⁵⁴. Même s'il est difficile de prétendre que Gazprom agit ainsi pour contourner la Turquie, il demeure que la signature d'un accord gazier russo-azéri entamerait la mise en place du *Western energy corridor through Turkey*. Cet accord serait toutefois possible, la Russie cherchant à contrecarrer le *South Caucasus*

¹⁵² Kovacevic, Aleksandar. « The Impact of the Russia-Ukraine Gas Crisis in South Eastern Europe », *OIES Policy Paper*, no 29 (mars 2009), p. 2.

¹⁵³ CIA. « Turkey », *World Factbook*, En ligne : <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html>>, page consultée le 10 mars 2009.

¹⁵⁴ Winrow, Gareth M. *loc. cit.*, p. 22-23. Un accord de principe a été signé le 27 mars 2009 entre SOCAR et Gazprom. Celui-ci prévoit le début des exportations azéries en Russie en janvier 2010. Les quantités de gaz ne sont pas spécifiées. EurActiv Network. « Russian-Azeri gas deal a blow to Nabucco », 1^{er} avril 2009, En ligne : <<http://www.euractiv.com/en/energy/russian-azeri-gas-deal-blow-nabucco/article-180852#>>, page consultée le 18 novembre 2009.

Pipeline (SCP)¹⁵⁵ traversant la Géorgie, et l'Azerbaïdjan préférant vendre à un État voisin (la Russie), qui possède des réseaux d'exportation et qui est davantage sécuritaire pour les infrastructures¹⁵⁶.

Winrow soulève aussi les trois priorités pour le marché gazier turc, telles que définies par BOTAS, la compagnie gazière nationale : la sécurité de l'approvisionnement (qui inclut la diversification des sources), les coûts réduits pour le gaz, et les opportunités d'exportation et de transit¹⁵⁷. Selon ces critères, il est clair que Gazprom est le premier partenaire aux yeux de BOTAS : l'exportation se fait par gazoduc, beaucoup plus rapide que le GNL, et les réserves russes sont de loin supérieures à celles de l'Irak ou de l'Égypte. L'Azerbaïdjan et l'Iran, dont les réserves sont respectivement de 1,2 et de 39,6 bmc, profiteront davantage du transit que du marché intérieur turc, ce qui répond au troisième critère. Bref, Gazprom est en bonne position pour conserver son importance dans le marché gazier turc, et peut-être même l'accroître. De plus, il est clair que la Turquie profitera de sa situation géographique, qui lui offre une frontière commune avec l'Iran et l'Irak, et des gazoducs en fonction provenant d'Azerbaïdjan et de Russie.

¹⁵⁵ IEA Directorate of Global Energy Dialogue. « Perspectives on Caspian Oil and Gas Development », *International Energy Agency Working Paper Series*, vol. 1 (2008), p. 1-69.

¹⁵⁶ Notamment à cause des incertitudes liées aux actions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Winrow, Gareth M. *loc. cit.*, p. 9.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 18.

CHAPITRE V

COMPARAISON

5.1. Méthodologie

La comparaison entre l'Allemagne, l'Ukraine et la Turquie sera divisée en trois parties. La première mettra en relation, par des tableaux et graphiques, les chiffres des marchés gaziers de la Russie avec les trois pays à l'étude. Cela permettra de déterminer la dépendance gazière de ces États d'un point de vue quantitatif. La deuxième partie intégrera les variables non-chiffrées et les éléments historico-politiques permettant de calculer le degré de dépendance gazière à l'égard de Gazprom. La troisième partie analysera la perception de cette dépendance par les États à l'étude.

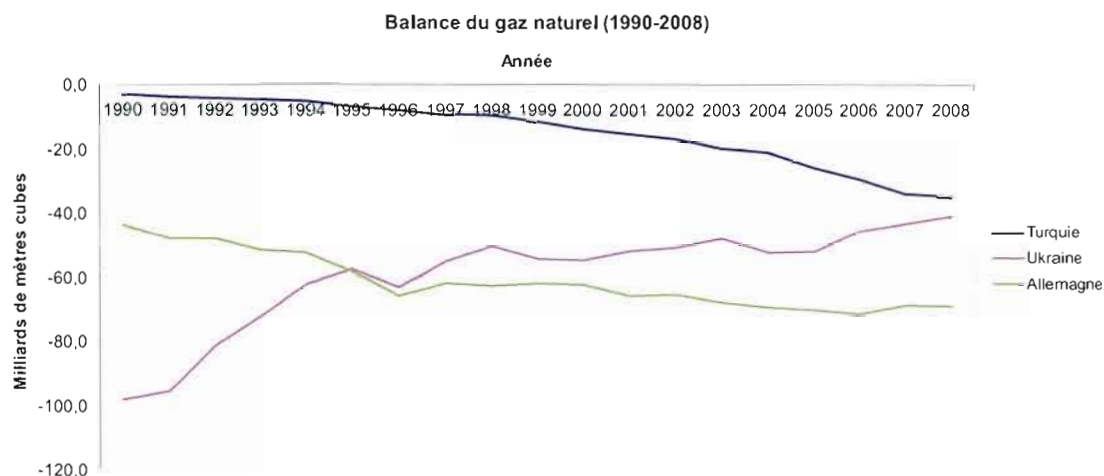
Les trois parties représentent des niveaux d'analyse qui se succèdent, tout en permettant de comparer les trois pays selon diverses variables. La hiérarchisation de l'analyse est importante en ce que chaque niveau ajouté permet d'approfondir les conclusions du niveau précédent.

5.2. Les variables chiffrées des marchés gaziers

5.2.1. Les chiffres de base

Le tableau 13 présente la balance du gaz naturel en général en Allemagne, en Ukraine et en Turquie depuis 1990. Ce calcul s'obtient en soustrayant la consommation de la production, et, à l'exception de la Norvège, des Pays-Bas, du Danemark et de la Russie, tous les pays européens possèdent une balance gazière négative, et doivent ainsi importer, de Russie ou d'ailleurs, le manque à gagner.

Tableau 13 – Balance du gaz naturel en Turquie, en Ukraine et en Allemagne.



Source : Calculs de l'auteur selon les chiffres de BP et de l'EIA.

Les situations allemande et turque sont semblables à 40 Gmc près. Les deux pays ont vu leur consommation augmenter fortement, cependant que la production demeurerait stable. La situation ukrainienne s'est beaucoup améliorée en vingt ans, notamment grâce à une diminution de la consommation de moitié. Mais le déficit gazier demeure important, à près de 40 Gmc. Les trois pays vivent un déficit gazier important, et leurs réserves sont insuffisantes pour pallier ce déficit.

Le déficit gazier oblige les trois États à importer de grandes quantités de gaz. Ainsi, la Turquie, l'Allemagne et l'Ukraine ont importé en 2008 respectivement 23,6, 36,2 et 54,5 Gmc de gaz russe (l'Ukraine importe majoritairement du gaz turkmène, mais qui est acheté par Gazprom et transite par le territoire russe). Il s'agit ainsi des deux premiers (Ukraine et Allemagne) et du quatrième (Turquie) plus importants clients de Gazprom, l'Italie s'insérant en troisième place. Les trois pays sont donc des consommateurs majeurs de gaz et de gaz russe.

5.2.2. *Le transit*

Le transit revêt une importance différente dans les trois États. Premièrement, l'Allemagne profite beaucoup plus du transit reçu que de celui effectué. Elle reçoit 36,2 Gmc des gazoducs *Yamal-Europe* et *Brotherhood-Transgas*, ce dernier étant plus utilisé¹⁵⁸. Les chiffres concernant le transit de gaz russe par le territoire allemand ne sont pas disponibles puisqu'il existe des ententes de transfert de gaz entre les pays voisins¹⁵⁹. Le transit allemand significatif devrait commencer en 2011, date de mise en fonction du *Nord Stream*.

Deuxièmement, la Turquie profite elle aussi du transit plus qu'elle y participe. En fait, elle reçoit une partie de son gaz russe sans transit, via le *Blue Stream*. L'autre partie provient du *Russian Gas-West*, qui longe la côte ouest de la mer Noire. Celui-ci est à l'heure actuelle plus important, mais la situation pourrait être inversée si la deuxième partie du *Blue Stream* était approuvée¹⁶⁰. La Turquie ne participe pas, pour l'instant, au transit de gaz russe. Il s'agit d'un projet intéressant pour le pays, mais Gazprom hésite encore à vendre son gaz à un tiers parti¹⁶¹. Le gaz transitant actuellement en Turquie provient d'Azerbaïdjan, et éventuellement, d'Iran et d'autres producteurs de la région. Il demeure toutefois possible que Gazprom utilise le *Blue Stream 2* pour un éventuel transit vers l'Europe, surtout dans l'éventualité où la compagnie russe parvenait à s'entendre avec SOCAR, la compagnie gazière azérie¹⁶². Gazprom devrait alors décider si elle utilise le gaz azéri pour la consommation interne (libérant ainsi une quantité équivalente de gaz russe pour l'exportation) ou pour l'exportation, via les réseaux de gazoducs du Nord-Caucase.

¹⁵⁸ AIÉ. « Germany – 2007 Review », *op. cit.*, p. 107.

¹⁵⁹ *Ibid*, p. 107.

¹⁶⁰ Gazprom. « About – Major Projects – Blue Stream », En ligne : <http://old.gazprom.ru/eng/articles/article8895.shtml>, page consultée le 3 novembre 2009.

¹⁶¹ Baev, Pavel K. « Putin Raises the Stakes in his Black Sea Gas Gamble », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 6, no 97 (20 mai 2009).

¹⁶² Winrow, Gareth M. *loc. cit.*, p. 9.

Troisièmement, l'Ukraine représente le plus important territoire de transit gazier au monde. 119,6 Gmc ont traversé le pays, via les gazoducs *Brotherhood* et *Russian Gas-West*, en 2008. Le tableau 14 montre l'évolution de ce transit depuis dix ans.

Tableau 14 – Transit de gaz russe via le territoire ukrainien.

Transit de gaz russe via le territoire ukrainien (Gmc)										
Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
Europe	109,3	105,2	106,1	112,4	120,3	121,5	113,8	112,1	116,9	117
CÉI**	11,3	19,1	15,1	16,8	16,8	14,9	14,7	3,1	2,7	3
Total	120,6	124,3	121,2	129,2	137,1	136,4	128,5	115,2	119,6	120

* Prévisions ** Moldova et sud de la Russie via le territoire ukrainien

Source : Pirani, Simon. *loc. cit.* (février 2009), p. 6, et Pirani, Simon. *loc. cit.* (juin 2007), p.77.

Ces chiffres montrent que la Russie a appliqué la *transit avoidance strategy* en partie pour son propre approvisionnement. En effet, si le transit total est demeuré à peu près le même, celui en direction de la CÉI a diminué de 8 Gmc. La Moldova ne produit pas de gaz et doit donc importer de Russie. Sa consommation, de 2,4 Gmc en 2007¹⁶³, n'a pas augmenté depuis dix ans. Ainsi, il appert que les territoires russes dont l'approvisionnement gazier dépendait du transit ukrainien sont, depuis 2007, en majorité connectés au réseau russe. La diminution du transit vers l'Europe entre 2005 et 2006 s'explique par la mise en fonction du *Blue Stream* en novembre 2005, qui élimine une partie du gaz destiné à la Turquie du transit ukrainien.

Le transit ukrainien vers l'Europe a augmenté de 8 Gmc, mais la part ukrainienne dans le transit total de gaz russe vers l'Europe est appelé à diminuer. Le *Yamal* a connu une légère hausse de 2 Gmc en 2007, qui pourrait continuer à augmenter maintenant que Gazprom possède la moitié des actions de Beltransgaz¹⁶⁴, mais c'est le *Nord Stream* qui aura l'impact le plus marqué. Sa capacité finale de 55

¹⁶³ EIA. « Moldova Energy Profile », En ligne : <http://tonto.eia.doe.gov/country/country_time_series.cfm?fips=MD#ng>, page consultée le 21 octobre 2009.

¹⁶⁴ Yafimava, Katja et Jonathan Stern. *loc. cit.*, p. 6.

Gmc par année, en 2012¹⁶⁵, devrait diminuer fortement le transit ukrainien. De plus, le *South Stream* (63 Gmc), et peut-être même aussi le *Blue Stream* (16 Gmc), seront de forts compétiteurs au transit ukrainien. Toutefois, avec la hausse prévue de consommation européenne, et celle des importations russes qui en découlera, l'Ukraine demeurera un joueur important dans le transit, sans toutefois être le seul.

Bref, l'Allemagne se trouve dans une situation où le transit par son territoire sera en augmentation. L'Ukraine verra son importance relative dans le transit diminuée mais, au niveau des chiffres réels, elle demeurera le chaînon principal. La Turquie, quant à elle, attend une réponse positive de Gazprom – et la construction du *Blue Stream 2* que cela implique – pour se joindre à la chaîne du transit de gaz russe. Winrow note que ce gazoduc serait en quelque sorte « offert » à la Turquie en échange de son accord pour que le *South Stream* traverse sa Zone économique exclusive (ZÉE)¹⁶⁶.

5.2.3. La dépendance gazière à la Russie

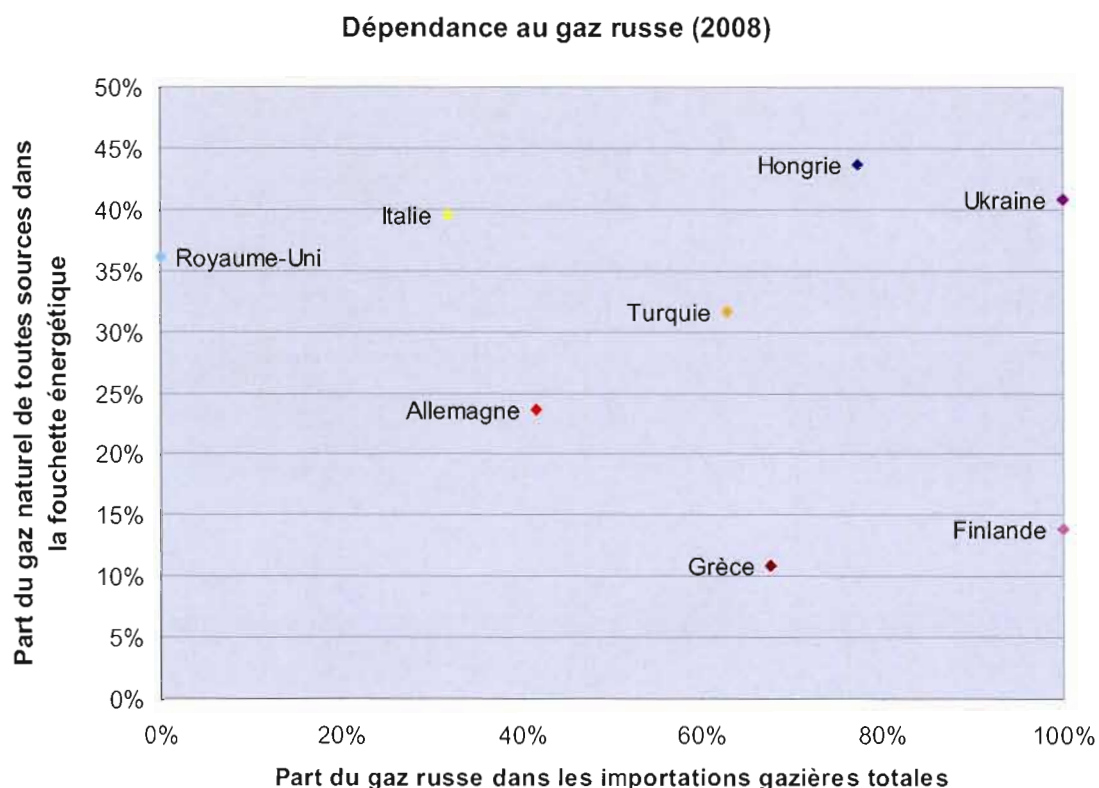
L'analyse des données ci-haut pourrait conclure que l'Allemagne présente la situation de dépendance gazière à la Russie la plus forte, puisque sa balance gazière est la plus négative et qu'elle assurera sa position de plus grand consommateur de gaz russe avec la mise en fonction du *Nord Stream*. Toutefois, il est important de pousser la recherche plus loin, afin de vérifier les résultats. Ainsi, les chiffres bruts de production, de consommation et d'importation de gaz russe ne permettent pas de tirer des conclusions complètes. Il peut être utile de croiser ces données, afin d'obtenir des résultats plus précis. Ainsi, à partir des chiffres analysés plus haut, il est possible de déterminer la part du gaz russe dans la consommation gazière totale du pays. Ensuite, en mettant en relation ce chiffre avec la part du gaz naturel dans les énergies

¹⁶⁵ Gazprom. « Nord Stream », En ligne : <<http://gazprom.com/production/projects/pipelines/nord-stream/>>, page consultée le 21 octobre 2009.

¹⁶⁶ Winrow, Gareth M. *loc. cit.*, p. 28.

consommées, le résultat donne la part du gaz russe dans la fourchette énergétique. Le tableau 15 présente ces résultats pour les pays à l'étude et quelques autres pays européens.

Tableau 15 – Dépendance au gaz naturel russe pour les pays sélectionnés.



Source : Calculs de l'auteur à partir des chiffres de BP.

Ce tableau permet de constater que la grande consommation allemande de gaz russe est compensée par le fait que le gaz ne représente que le quart des énergies consommées dans le pays. Elle possède donc des alternatives au gaz en cas de problèmes d'approvisionnement de celui-ci. Cependant, en regardant les chiffres réels, il est possible de voir que l'Allemagne aurait besoin de sources alternatives importantes pour remplacer la part du gaz naturel. Avec la mise en fonction du *Nord*

Stream, il est réaliste de penser que l'Allemagne devrait se déplacer, sur ce tableau, vers le point où se trouve la Turquie actuellement.

La Turquie présente une situation semblable à l'Allemagne, mais dans des proportions plus élevées. Toutefois, les chiffres réels pourraient placer les deux États sur le même pied, puisque la consommation turque est beaucoup moins élevée que l'allemande. Le besoin en sources alternatives, advenant une rupture de l'approvisionnement gazier, serait donc inférieur à celui de l'Allemagne. Les projets *South Caucasus*, NABUCCO et la deuxième phase du *Blue Stream* auront pour effet de diminuer la part du gaz russe dans les importations totales, mais pourraient aussi faire augmenter la part du gaz naturel dans la fourchette énergétique. Donc, la Turquie pourrait, sur le tableau 15, opérer une translation vers la position italienne actuelle.

L'Ukraine, quant à elle, présente une situation de dépendance élevée. En effet, non seulement tout le gaz importé provient de Gazprom, mais le gaz occupe plus de 40% de la fourchette énergétique du pays. Donc, en cas de rupture d'approvisionnement, les sources alternatives sont difficilement envisageables, d'autant plus que le pétrole provient majoritairement de Russie¹⁶⁷. Advenant une connexion du projet *White Stream* au réseau ukrainien, le pays pourrait diminuer sa dépendance aux importations russes, sans nécessairement diminuer la part du gaz dans la fourchette énergétique. La position future de l'Ukraine sur le tableau 15 pourrait ressembler à celle actuelle de la Hongrie.

Les conclusions du tableau 15 diffèrent de celles précédemment établies. Ainsi, malgré une forte consommation de gaz russe, l'Allemagne profite d'une certaine sécurité énergétique grâce à la diversité de ses sources. L'Ukraine, malgré

¹⁶⁷ AIÉ. « Ukraine – Energy Policy Review 2006 », *Energy Policies of IEA Non-member Countries* (2006), p. 185.

une forte diminution de consommation depuis 1990, demeure entièrement dépendante de la Russie pour son approvisionnement gazier, et énergétique en général. La Turquie, quant à elle, présente une situation de dépendance moyenne au gaz russe, mais des alternatives s'offriront à elle dans l'avenir.

5.3. Les variables non-chiffrées des marchés gaziers

Les chiffres ci-haut apportent d'importantes précisions concernant les marchés gaziers à l'étude et leur dépendance à la Russie. Or, ces chiffres ne laissent pas transparaître la réalité. Ainsi, il est important de les mettre en relation avec des variables qui ne peuvent être incluses dans des calculs mathématiques. Sans opérer une analyse étoffée des relations russo-européennes, il demeure que certains événements majeurs des cent dernières années peuvent apporter des pistes de réflexion quant aux relations qu'entretient Moscou avec les États à l'étude.

Tout d'abord, depuis 1970, l'Allemagne consomme plus de gaz qu'elle n'en produit, et elle importe du gaz russe depuis 1973¹⁶⁸, la Russie étant le deuxième État à y exporter, après les Pays-Bas. L'Allemagne est aujourd'hui le deuxième consommateur mondial de gaz russe, derrière l'Ukraine. Mais dans un court laps de temps, le *Nord Stream* pourrait hisser l'Allemagne au premier rang. Ce projet, dont le coût total est évalué à 7,4 milliards d'euros¹⁶⁹, représente un engagement majeur de la part des deux États dans la poursuite de leurs bonnes relations gazières. Il s'agit d'un des nombreux *joint ventures* avec des entreprises allemandes, notamment Wintershall. De plus, le *Nord Stream* permettra à l'Allemagne de devenir un territoire de transit pour le gaz russe, malgré la *transit avoidance strategy* de Moscou.

¹⁶⁸ AIE. *op. cit.* (2007), p. 98.

¹⁶⁹ Nord Stream. « Facts & Figures », En ligne : <<http://www.nord-stream.com/en/the-pipeline/facts-figures.html>>, page consultée le 27 octobre 2009.

Bien qu'ayant été l'ennemi principal de la Russie/URSS dans la première moitié du vingtième siècle, l'Allemagne a pu approfondir ses liens avec l'ancien empire voisin, avant tout économiques durant la Guerre Froide, et fortement politiques après l'effondrement de l'Union soviétique. Les accords de Brest-Litovsk, le Traité de Rapallo et le pacte Ribbentrop-Molotov ont démontré que les deux États conservaient de bonnes relations malgré les conflits.

Ensuite, la consommation turque de gaz a dépassé le milliard de mètres cubes (1,2 Gmc) en 1988, un an après les premières importations, qui provenaient de Russie¹⁷⁰. En vingt ans d'importation, la Turquie s'est imposée comme cinquième client européen de Gazprom. Le *Blue Stream*, joint venture entre Gazprom et BOTAS, a fortement aidé la compagnie russe à pénétrer le marché turc, tout comme l'acquisition de 40% de Bosphorus Gaz¹⁷¹, une des quatre compagnies de distribution de gaz qui accèdera au marché turc après sa libéralisation¹⁷². La Turquie, comme cela a été dit plus haut, est appelée à devenir un centre névralgique pour le gaz importé en Europe. Une réponse positive de Gazprom quant au transit de gaz russe par la Turquie pourrait lui donner la même importance au niveau du gaz russe.

Les relations russo-turques ont suivi à peu près le même schème que celle avec l'Allemagne. Leader régional elle aussi, Ankara a fait partie du bloc de l'Ouest durant la Guerre Froide, comme en témoigne son intégration à l'OTAN en 1952. Sa division d'allégeances dans les deux Grandes Guerres (Axe durant la Première et Alliés durant la Deuxième) a peut-être aidé ses relations avec Moscou. Assurément, les relations sont marquées depuis une dizaine d'années par de nombreux rapprochements, notamment le dialogue de normalisation diplomatique entrepris

¹⁷⁰ AIÉ. *op. cit.* (2007), p. 101.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 112.

¹⁷² Bosphorus Gaz Corporation. « Profile », En ligne : <http://www.bosphorusgaz.com/company/profile.html>, page consultée le 27 octobre 2009.

entre Ankara et Erevan¹⁷³, les liens dans les deux États du mouvement eurasiatique d'Alexandre Dugin¹⁷⁴, et le support officieux de la Russie à la république de Chypre du Nord¹⁷⁵.

Finalement, la participation de l'Ukraine à l'URSS rend impossible la recherche sur les développements du marché gazier avant 1985, selon les chiffres de BP. Toutefois, il est clair que l'Ukraine est le premier client et le premier partenaire de transit de Gazprom. Si ce premier titre peut échoir à l'Allemagne à moyen terme, ce deuxième est réalistement impossible à perdre pour Kiev. En effet, malgré les trois *Stream*, il demeure que la demande européenne ne cessera de croître. Au point de vue des *joint ventures*, l'accord d'approvisionnement signé en janvier 2009 fait disparaître RosUkrEnergo et UkrTransGas¹⁷⁶. Le marché gazier russo-ukrainien se fait donc sans intermédiaire, ce qui est normal, puisqu'il s'agit d'État limitrophes. De plus, grâce au *White Stream*, la marge entre la consommation et le transit de gaz russe devrait s'accroître en Ukraine : la consommation diminue à chaque année et les options d'importation commencent à se développer.

L'Ukraine suit un cheminement politique à l'opposé de l'Allemagne et de la Turquie. Si ceux-ci ont opéré un glissement d'ennemi à ami depuis les soixante dernières années, il en va tout autrement pour Kiev. En effet, longtemps bonnes par défaut sous l'URSS, les relations politiques russo-ukrainiennes se sont aggravées depuis la dissolution de l'Empire. S'il est clair que des tensions originant de l'époque soviétique ont pu sortir au jour, il demeure que les événements suivant la dissolution

¹⁷³ BBC. « Diplomatic coup at football match », 15 octobre 2009, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8307259.stm>, page consultée le 3 novembre 2009.

¹⁷⁴ Laruelle, Marlène. *loc. cit.*

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 3.

¹⁷⁶ Global Witness prétend toutefois que RosUkrEnergo est toujours en activité. Global Witness. « Russia, Ukraine and Gas: Six Questions for Gazprom », En ligne : http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/701/en/an_open_letter_to_gazprom_chief_executive_alexey_m, page consultée le 3 novembre 2009, p. 2.

ont eu le plus d'effet. En effet, l'internationalisation des relations russo-ukrainiennes a posé problème concernant la flotte de la mer Noire, de propriété russe mais sise en Crimée, territoire ukrainien¹⁷⁷. De plus, l'intérêt envers l'OTAN (vu au chapitre 3) et son corollaire, la révolution Orange, ont eu pour effet de diviser non seulement le pays à l'interne, mais aussi les deux pays entre eux.

Bref, l'Allemagne et la Turquie présentent de bons rapports politiques avec Moscou, cependant que l'Ukraine se trouve dans une situation difficile. Au niveau des relations économiques avec Gazprom, il semble que l'Allemagne ait une longueur d'avance. La Turquie est en consolidation de ses relations, tandis que pour l'Ukraine, elles dépendront en partie de ses capacités de paiement pour le gaz russe durant les prochaines années. Ces relations influencent la dépendance gazière à la Russie.

5.4. La perception de la dépendance gazière

La dernière étape de l'étude de la dépendance gazière consiste en l'analyse de la perception par chaque État de sa dépendance face à la Russie. Donc, si un État ne perçoit pas sa situation comme étant une dépendance, ou si cette dépendance n'affecte pas la sécurité nationale, les calculs effectués plus haut doivent être relativisés dans l'analyse.

Palonkorpi note deux types de dépendance, selon qu'elle soit positive ou négative¹⁷⁸. La dépendance positive implique une relation d'interdépendance, où les deux partenaires sont utiles à l'autre. La dépendance négative implique une perception de la dépendance énergétique comme une menace à la sécurité nationale. Les schèmes d'amitié ou d'inimitié entre États influencent la politisation de certaines dépendances énergétiques et sont à l'origine de la définition de la teneur de la

¹⁷⁷ Breault, Yann et Pierre Jolicoeur et Jacques Lévesque. « Ukraine : un difficile équilibre entre Russie et Europe » chap. in, *op. cit.*

¹⁷⁸ Palonkorpi, Mikko. *loc. cit.*, p. 5.

dépendance. Ainsi, Palonkorpi croit que l'analyse de la dépendance énergétique doit être placée dans un continuum économie-politique-sécurité¹⁷⁹.

De cette façon, l'Allemagne peut être classée dans une situation de dépendance positive : elle entretient un marché gazier important avec la Russie, où les deux partenaires profitent de la présence de l'autre. La meilleure preuve de ce mutualisme énergétique est le *Nord Stream*, qui a requis d'importants investissements de la part de compagnies des deux États. De plus, cette dépendance est positive puisque Berlin n'y voit aucune menace à sa sécurité nationale et prévoit même accroître son partenariat gazier avec Gazprom¹⁸⁰.

De son côté, la Turquie vit elle aussi une dépendance gazière positive, mais dans des proportions moindres. En fait, elle construit actuellement une dépendance positive. Sa situation d'origine est plutôt neutre : sa dépendance est forte, mais ne met pas en danger sa sécurité nationale, et n'est pas perçue non plus comme une menace. Le *Blue Stream* et son accord pour que le *South Stream* traverse sa zone économique exclusive (ZEE)¹⁸¹ prouvent de la bonne entente gazière entre les deux pays. En fait, la Turquie pourrait balancer dans une dépendance positive claire si Gazprom acceptait que le territoire turc accueille un transit de gaz russe, vers l'Europe ou le Moyen-Orient.

L'Ukraine présente aussi une situation mitigée. En effet, sa dépendance aux importations de gaz russe est balancée par son importance dans le transit vers l'Europe. S'il s'agit d'une relation mutuelle en ce que le gaz consommé en Ukraine

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁸⁰ Federal Ministry of Economics and Technology. « Report by the German Government on the Oil and Gas Market Strategy », En ligne : <<http://www.bmwi.de/English/Redaktion/Pdf/report-oil-gas-market-strategy,property=pdf,bereich=bmwi,sprache=en,rwb=true.pdf>>, page consultée le 7 octobre 2009, p. 4.

¹⁸¹ Medetsky, Anatoly. « South Stream May Be First to Open », *Johnson's Russia List*, no 28 – JRL 2009-195 (23 octobre 2009).

est payé en partie par les revenus tirés du transit, il demeure que sa dépendance à l'approvisionnement russe pose clairement une menace à sa sécurité, comme l'ont prouvé les crises de 2006 et 2009. En fait, en poussant l'analyse de Palonkorpi, il est possible d'affirmer que la relation gazière russo-ukrainienne est une relation mutuelle de menace : Gazprom peut couper l'approvisionnement tout comme Naftogaz peut interrompre le transit. Mais comme il n'est question ici que de l'Ukraine, il sera conclu que celle-ci, en accord avec le continuum économie-politique-société proposé par Palonkorpi, se trouve en situation de dépendance négative au gaz naturel russe.

En conclusion, il semble que les trois pays à l'étude se classent sur différents paliers de dépendance gazière à la Russie. L'Allemagne et l'Ukraine sont clairement dans des situations respectives de dépendance positive et négative. La Turquie est, à l'heure actuelle, en développement d'une dépendance positive.

5.5. Bilan et élargissement

Durant la recherche, nombre de différences sont apparues entre les trois États dont il est question, cependant que ceux-ci laissaient transparaître des similitudes avec quelques États voisins au niveau de la situation des relations gazières avec la Russie. L'Allemagne, l'Ukraine et la Turquie ont été choisies au début pour leur grande consommation de gaz russe en partie sans appel au transit (2011 pour l'Allemagne), et pour leurs différences au niveau politique (UE, OTAN, CÉI). Il appert dans les derniers stades de la recherche que leurs différences dépassent le cadre national pour muter au niveau régional européen. En effet, il semble que tous les pays européens consommateurs de gaz russe peuvent être classés dans un des trois groupes « menés » par l'Allemagne, l'Ukraine ou la Turquie. Ces rapprochements ne signifient pas nécessairement que les membres d'un même groupe possèdent des caractéristiques semblables, mais plutôt qu'en comparaison avec les autres États, certaines caractéristiques permettent de regrouper ces États.

Premièrement, l'Allemagne représente les pays riches qui, par leur pouvoir politique et économique, assurent un approvisionnement fiable. Leur pouvoir politique permet de contourner les recommandations de multilatéralisme de l'UE¹⁸² et d'ainsi accélérer la mise en place de projets majeurs. À preuve, le *Nord Stream*, qui était à l'origine dénoncé pour son caractère bilatéral, est maintenant reconnu par Andris Piebalgs, commissaire de l'UE pour l'énergie, comme un avancement important vers la sécurité d'approvisionnement européenne¹⁸³. Le pouvoir économique permet de son côté de négocier des contrats à long terme avec Gazprom, afin d'obtenir un prix avantageux, et de financer des projets d'envergure permettant d'importer du gaz russe. Ces pays appliquent en quelque sorte la maxime « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » : ils préfèrent s'assurer d'un approvisionnement fiable et disponible dans un court laps de temps plutôt que de patienter pour un approvisionnement aussi fiable, moins dispendieux, mais probablement retardé par la multiplicité des partenaires. Le meilleur exemple de ce retard est le NABUCCO, dont il est question depuis 2002¹⁸⁴. Ce groupe inclut les pays suivants : Allemagne, France, Italie, Belgique, Suisse et Pays-Bas, qui sont en vert sur la carte 16.

Deuxièmement, l'Ukraine mène le groupe des pays économiquement plus faibles, anciennement communistes ou fortement influencés par le système soviétique. Ces États, pour qui la dépendance gazière à Gazprom est négative, peuvent être divisés en deux sous-groupes. Le premier groupe voit cette dépendance causée par l'intérêt nul pour la Russie de les intégrer au marché gazier avec l'Europe, qui est toutefois compensé par une bonne capacité de paiement, ce qui leur assure une certaine fiabilité d'approvisionnement. Ce groupe inclut les pays Baltes, la Finlande,

¹⁸² Ce point sera approfondi au chapitre 6.

¹⁸³ Gazprom. « Quotes on Nord Stream », En ligne : <http://www.nord-stream.com/en.html?no_cache=1>, page consultée le 4 novembre 2009.

¹⁸⁴ NABUCCO. « Project Phases & Milestones », En ligne : <<http://www.nabucco-pipeline.com/project/project-phases-milestones/index.html>>, page consultée le 4 novembre 2009.

et trois États de l'ex-Yougoslavie (Croatie, Bosnie et Macédoine). Sur la carte 16, ces États sont en rose, et sont clairement à l'extérieur des zones de transit.

Le deuxième groupe voit leur dépendance négative être causée en partie par des désaccords commerciaux concernant le transit et le prix du gaz importé d'un côté, et, de l'autre, par des relations politiques difficiles. Ces États sont en effet des bénéficiaires de l'ancienne politique de prix avantageux offerts aux pays amis, mais la hausse de ceux-ci a compliqué les négociations, au point de les mener parfois jusqu'aux coupures d'approvisionnement. Leur importance dans le transit rend ces coupures encore plus problématiques, puisqu'ils forment la première couronne de transit vers l'Europe. Toutefois, le transit par ces territoires demeurant le chemin le plus court et le plus facile vers les marchés européens, même les nouveaux tracés de gazoducs russes contournant ces pays ne pourront les éliminer de la chaîne de transit. En effet, Gazprom ne peut négliger ces États, qui demeurent de grands consommateurs de gaz. La diminution du transit par leur territoire, jumelée à la hausse des prix, représente clairement une catastrophe économique pour ceux-ci. Ce groupe inclut l'Ukraine, le Belarus, la Moldova et la Pologne. Ces États sont en rouge sur la carte 16, où il est possible de noter la courte distance les séparant des points d'origine et de destination du gaz russe. Ce tableau permet aussi de comprendre le virage sous-marin dans les tracés des gazoducs : la Pologne et l'Ukraine, les deux États européens avec qui Moscou entretient les relations les plus difficiles, occupent à eux deux l'espace entre la mer Baltique et le mer Noire.

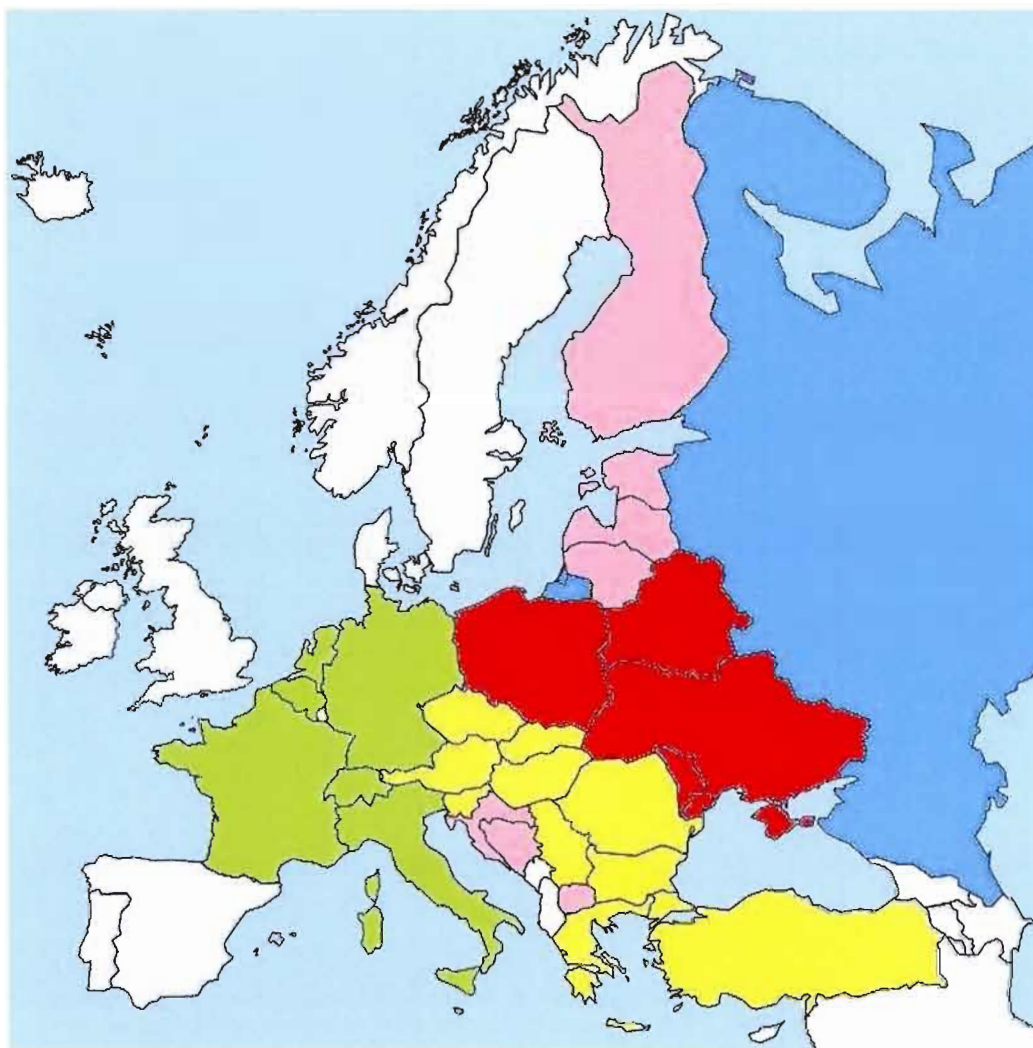
Troisièmement, le groupe « Turquie » réunit des États est-européens qui participent au transit ou sont touchés par des projets de transit du gaz russe. Ils sont la « nouvelle Europe » de Rumsfeld¹⁸⁵ et vivent dans un relatif confort économique.

¹⁸⁵ Rumsfeld, Donald H. « Secretary Rumsfeld Briefs at the Foreign Press Center », 22 janvier 2003, En ligne : <<http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=1330>>, page consultée le 4 novembre 2009.

Leur place avantageuse dans les projets russes les place dans une situation difficile concernant la politique de négociation multilatérale de l'UE, pour ceux qui en font partie. Leur situation politique et économique n'étant pas celle de leurs voisins occidentaux, il leur est impossible de contourner la politique commune d'approvisionnement. Toutefois, la participation au transit de gaz russe représente une aubaine à ne pas laisser tomber, malgré les négociations bilatérales exigées par Moscou. Ces États ont vu leurs relations gazières avec Moscou s'améliorer environ au même moment où celles avec les pays de la zone Ukraine se sont aggravées. Les États de ce groupe sont les suivants : Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Slovénie, Serbie et Autriche. Ils apparaissent en jaune sur la carte 16, qui montre aussi un élément intéressant : leur géographie les rend interdépendants, puisque aucun d'entre eux ne couvre une superficie suffisante pour relier la Russie à l'Europe de l'Ouest. Goldthau soulève ainsi que les États du groupe Turquie dépendent en partie de la grande consommation gazière Ouest-européenne¹⁸⁶.

¹⁸⁶ Goldthau, Andreas. *loc. cit.*, p. 687.

Carte 16 – Les groupes gaziers européens.



Source : Dessins de l'auteur sur une carte de : World Atlas. « Europe – Outline black and white », En ligne : <<http://www.worldatlas.com/webimage/countrys/europe/euoutl.htm>>, page consultée le 4 novembre 2009.

CHAPITRE VI

LA VISION EUROPÉENNE

6.1. Le marché gazier européen et la dépendance au gaz naturel russe

Cette recherche doit son existence à la présence d'un marché gazier entre la Russie et l'Europe. En fait, le marché des exportations gazières russes doit une bonne partie de son existence à la demande européenne, qui consomme environ les deux tiers des exportations totales de gaz russe, le tiers restant étant exporté en CÉI. Bien sûr, la Russie peut arguer que son gaz est aussi important que les capitaux européens provenant de sa vente, mais il demeure que l'Europe possède davantage d'alternatives d'importation que la Russie a d'options d'exportation. L'Europe représente donc le client majeur de la Russie.

Si la Russie exporte les deux tiers de ses exportations totales vers l'Europe (en excluant les États de la CÉI), cette dernière achète en Russie 26% du gaz consommé et 34% du gaz importé sur son territoire. Bref, il s'agit d'un commerce stratégiquement important pour les deux parties, et il est appelé à se développer encore davantage avec les nouvelles routes d'exportation russes et la diminution de la production interne de l'Europe. La moyenne d'augmentation de la production gazière pour la région Europe/Eurasie (incluant les pays de la CÉI) depuis 2000 est de 12,2%. Or, sept des huit grands producteurs européens se situent sous ou très près de la moyenne d'augmentation. Bref, seule la Norvège, parmi les grands producteurs de gaz européens, peut affirmer avoir augmenté sa production au-delà de l'encaissement de la hausse de la demande. Toutefois, en chiffres absolus, l'augmentation de production en Norvège, au Pays-Bas, en Pologne et au Danemark arrive tout juste à compenser pour les diminutions de production au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne et en Roumanie. L'augmentation future de la production gazière européenne repose donc sur les secteurs norvégiens et néerlandais, les seuls États européens possédant des réserves supérieures à 1 bmc.

L'Europe dépend déjà en partie du gaz russe pour son approvisionnement. 21 pays importent plus de la moitié de leur gaz de Russie, dont 9 en totalité. Il s'agit d'une réalité fortement influencée par la géographie : ces 21 pays se situent à l'est de la ligne Allemagne-Italie, et le seul pays de cette zone qui ne dépend pas à plus de 50% du gaz russe pour son approvisionnement est l'Albanie, qui ne consomme pratiquement pas de gaz et n'est relié à aucun réseau externe. Même certains grands pays d'Europe occidentale dépendent du gaz russe pour les importations dans des proportions significatives : Allemagne (42,5%), Italie (31,8%) et France (19,2%). Ces chiffres peuvent toutefois induire en erreur; ainsi, il est important de connaître la place accordée au gaz naturel dans la fourchette énergétique, pour ensuite connaître la part du gaz russe dans la consommation totale d'énergie du pays, comme le montre le tableau 17.

Tableau 17 – La dépendance européenne au gaz naturel russe.

La dépendance européenne au gaz naturel russe								
	Consommation totale	Importations totales	Importations russes	Part du gaz russe dans la consommation totale	Part du gaz russe dans les importations totales	Part du gaz dans la fourchette énergétique	Part du gaz russe dans la fourchette énergétique	Groupe
Pays	Gmc			%				
Allemagne	99,8	93,7	36,5	36,6%	39,0%	24,0%	9,3%	A
Pays-Bas	47,9	25,2	3,0	6,2%	11,8%	36,4%	4,3%	A
France	49,8	49,6	9,5	19,1%	19,2%	14,8%	2,8%	A
Belgique	17,5	17,6	0,6	3,6%	3,6%	20,7%	0,7%	A
Suisse	3,3	3,3	0,4	11,2%	11,2%	9,1%	1,0%	A
Italie	84,5	77,4	22,9	27,1%	29,6%	39,0%	11,5%	A
Roumanie	18,7	6,2	4,0	21,1%	63,7%	37,1%	23,6%	T
Grèce	3,3	3,3	2,4	72,5%	72,9%	10,6%	7,8%	T
Bulgarie	5,6	5,6	2,9	50,9%	50,9%	13,7%	7,0%	T
Slovaquie	6,6	6,9	6,3	95,8%	90,8%	30,1%	27,3%	T
Autriche	8,7	10,2	6,9	79,0%	66,9%	24,6%	16,4%	T
Tchéquie	9,3	9,8	7,1	76,7%	72,7%	18,5%	13,5%	T
Hongrie	14,2	11,7	8,3	58,6%	71,3%	43,3%	30,9%	T
Turquie	31,2	30,2	19,7	63,0%	65,0%	31,0%	20,2%	T
Slovénie	1,1	1,1	0,6	50,7%	50,9%	13,7%	7,0%	T
Serbie-Monténégro	2,4	2,2	2,2	91,5%	100,0%	12,2%	12,2%	T
Macédoine	0,1	0,1	0,1	100,0%	100,0%	2,2%	2,2%	U1
Croatie	2,7	1,2	0,8	27,5%	65,2%	25,1%	16,4%	U1
Bosnie-Herzégovine	0,4	0,4	0,4	100,0%	100,0%	18,8%	18,8%	U1
Lettonie	1,9	1,9	1,9	100,0%	100,0%	21,1%	21,1%	U1
Estonie	1,5	1,5	1,5	100,0%	100,0%	14,5%	14,5%	U1
Finlande	4,8	4,8	4,5	94,9%	94,8%	13,3%	12,6%	U1
Lituanie	2,9	2,9	2,9	100,0%	100,0%	37,9%	37,9%	U1
Moldova	2,7	2,6	2,6	98,1%	100,0%	64,0%	64,0%	U2
Pologne	16,3	10,9	7,0	43,0%	64,1%	13,1%	8,4%	U2
Ukraine	72,5	53,0	37,6	51,9%	70,9%	42,8%	30,3%	U2
Belarus	21,0	20,8	20,8	99,2%	100,0%	71,2%	71,1%	U2
Norvège	6,5	0,0	0,0	0,0%	0,0%	8,5%	0,0%	-
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	-
Suède	1,0	1,0	0,0	0,0%	0,0%	1,9%	0,0%	-
Malte	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-
Danemark	5,1	0,0	0,0	0,0%	0,0%	22,6%	0,0%	-
Luxembourg	1,4	1,4	0,0	0,0%	0,0%	20,7%	0,0%	-
Royaume-Uni	90,7	21,1	0,0	0,0%	0,0%	38,1%	0,0%	-
Espagne	32,9	34,4	0,0	0,0%	0,0%	21,0%	0,0%	-
Irlande	4,7	4,2	0,0	0,0%	0,0%	28,5%	0,0%	-
Portugal	4,2	4,2	0,0	0,0%	0,0%	16,3%	0,0%	-

Légende : A (Allemagne), T (Turquie), U1 (Ukraine 1), U2 (Ukraine 2).

Source : Calculs et tableau de l'auteur selon les chiffres de BP, de l'AIÉ, de l'IEA et de Gazprom.

Ce tableau montre que le gaz naturel russe occupe plus de 10% de la fourchette énergétique de quelques pays importants de l'UE, notamment l'Allemagne, l'Italie, la Tchéquie et l'Autriche. D'un autre côté, des États tout aussi importants de

l'UE ne dépendent pas ou très peu du gaz russe : Espagne, Royaume-Uni¹⁸⁷ et France. Finalement, certains États ayant un poids politique réduit par rapport à leurs voisins occidentaux se retrouvent dans des situations de dépendance gazière importante : la Lituanie, la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie voient le gaz naturel russe occuper de 24 à 38% de leur fourchette énergétique – et ces chiffres n'incluent pas les importations russes de pétrole ou de charbon. Les politiques communes européennes doivent donc concilier les intérêts de tous ces États, avec les difficultés que cela implique, et qui seront abordées plus loin.

6.2. Gazprom, l'Europe et les ententes bilatérales

Comme exposé précédemment, la perception de la dépendance gazière à l'égard de la Russie influence les décisions qui accentuent ou diminuent cette dépendance. Ainsi, certains États européens, au premier chef ceux qui partagent une forte consommation de gaz russe et une économie forte, acceptent un degré de dépendance relativement élevé au gaz naturel russe et tentent de renforcer leurs liens économiques avec la Russie. Or, ces accords économiques impliquent souvent une négociation bilatérale, ce qui peut être en désaccord avec l'idée d'une politique commune défendue par l'UE. Si les États « fautifs » sont parfois critiqués pour leur attitude, il demeure que les projets gaziers bilatéraux ont nécessairement un effet bénéfique pour les autres États européens : le gaz supplémentaire importé de Russie rend disponible sur le marché le gaz provenant d'un autre fournisseur. Milov soulève que le dialogue énergétique entre la Russie et l'Europe s'est développé sur des bases bilatérales simplement parce que « la plupart des relations politico-commerciales en matière d'énergie trouvent leurs racines dans la Guerre Froide, période durant laquelle les institutions européennes ne fonctionnaient pas encore efficacement, du moins en

¹⁸⁷ Gazprom vend du gaz au Royaume-Uni depuis 1999. Toutefois, il ne s'agit pas de gaz russe, mais plutôt de gaz européen acheté et revendu par Gazprom. Les chiffres exacts ne concordent pas entre les différentes sources. Gazprom espère devenir un fournisseur gazier majeur du Royaume-Uni d'ici quelques années : The Russia Journal. « Gazprom unveils ambitious UK plans », 18 novembre 2004, En ligne : <<http://www.russijournal.com/node/18815>>, page consultée le 7 décembre 2009.

matière de politique énergétique »¹⁸⁸, les États européens devaient donc négocier leur approvisionnement gazier directement avec Moscou.

Aujourd'hui, l'UE encourage la négociation multilatérale avec la Russie, afin de bénéficier de meilleures conditions commerciales, comme le recommande le Traité de la Charte de l'Énergie¹⁸⁹ (TCÉ). Or, la Russie refuse d'appliquer certaines propositions du TCÉ, notamment celles qui touchent l'investissement étranger, la durée des contrats d'approvisionnement et la négociation multilatérale¹⁹⁰. Certains États européens, peut-être convaincus que la Russie n'appliquera jamais ces recommandations¹⁹¹, ont entrepris des négociations bilatérales avec Gazprom pour l'approvisionnement et l'investissement réciproque dans les marchés gaziers nationaux. Cela a été fortement critiqué par l'UE, notamment dans le cas de l'Allemagne et du *Nord Stream*¹⁹². Pourtant, nombre d'États européens cherchent à se connecter au gazoduc en construction pour ainsi profiter de la négociation russo-allemande.

La situation est quelque peu différente dans le cas du *South Stream*, qui doit traverser la mer Noire jusqu'en Bulgarie. La destination finale prévue est l'Italie, via la Bulgarie et la Grèce d'un côté, ou via la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie de l'autre¹⁹³. La Bulgarie, qui, de l'avis même du Président de la Commission Européenne, José Manuel Barroso, a été le pays le plus touché par la coupure de

¹⁸⁸ Milov, Vladimir et Jessica Allevione. « Le dialogue énergétique Union européenne-Russie : concurrence contre monopoles », *Politique étrangère*, Hors-série vol.1 (2007), p. 222.

¹⁸⁹ Energy Charter. « Energy Charter Texts », En ligne :

<<http://www.encharter.org/index.php?id=178>>, page consultée le 7 décembre 2009.

¹⁹⁰ Energy Charter Secretariat. « Status of Ratification of the Trade Amendment to the Energy Charter Treaty as of October 2009 », En ligne : <http://www.encharter.org/fileadmin/user_upload/document/Trade_Amendment_ratification_status.pdf>, page consultée le 7 décembre 2009.

¹⁹¹ Le 20 août 2009, la Fédération de Russie « has officially informed the Depository that it did not intend to become a Contracting Party to the ECT », voir : *Ibid.*

¹⁹² Locatelli, Catherine et Dominique Finon. « Russian and European gas interdependence: Could contractual trade channel geopolitics? », *Energy Policy*, vol. 36 (2008), p. 430.

¹⁹³ South Stream. « Gas Pipeline Route », En ligne : <<http://south-stream.info/index.php?id=10&L=1>>, page consultée le 2 décembre 2009.

janvier 2009 à cause de son absence d'interconnexion aux réseaux voisins, profiterait donc d'une nouvelle source d'approvisionnement, même si le marché final demeure l'Italie. Dans ce cas-ci, la Russie a négocié de façon bilatérale, avec chacun des partenaires. Peut-être s'agit-il de la nouvelle version de la négociation multilatérale? Ce principe, qui pourrait être appelé la négociation bilatérale globale, implique que chaque État soit consulté, mais l'interconnectivité demeure du ressort du négociant unique (dans ce cas-ci, Gazprom).

Comment expliquer que plusieurs États censés promouvoir la négociation multilatérale ne l'appliquent pas dans les négociations énergétiques avec la Russie? Ces États préfèrent un approvisionnement fiable à prix élevé à un hypothétique approvisionnement plus avantageux au niveau des prix¹⁹⁴, négocié en collégialité, mais plus long à mettre en place puisque l'accord de tous doit être obtenu. Ici, le « problème » du caractère plurinational de l'UE est mis en exergue. Si la négociation bilatérale satisfait les États riches tel que l'Allemagne ou profitant du transit, comme la Tchéquie ou la Slovaquie, il ne convient aucunement aux États plus faibles économiquement et plus dépendants de l'approvisionnement russe, comme les pays Baltes ou balkaniques. De plus, si l'UE cherche à développer un marché gazier parfaitement interconnecté, elle doit tenir compte de l'avancement de chacun de ses membres au niveau gazier. Comme l'expliquent van der Linde et Stern, « the gas chain is as strong as its weakest link »¹⁹⁵. Donc, si les États de transit n'arrivent pas à développer des réseaux de gazoducs techniquement fiables, l'approvisionnement gazier sans risques des grands consommateurs occidentaux ne sera jamais parfaitement sécurisé.

¹⁹⁴ Aleksanteri Institute, « The Energy Dynamics on the Borders of the EU Internal Dynamics of the Russian Energy Sector », *Memo*, no 2 (automne 2006), p.7.

¹⁹⁵ van der Linde, Coby et Jonathan Stern. « The Future of Gas: will Reality meet Expectation? », Présentation au International Energy Forum, Amsterdam (2004), En ligne : <http://www.clingendael.nl/publications/2004/20040500_ciep_vanderlinde.pdf>, page consultée le 16 janvier 2008, p.7.

De la même façon, l'UE tient fortement au principe d'égalité entre ses membres. Ainsi, sans alimenter le débat sur la rapidité de son expansion, l'UE doit aujourd'hui s'assurer que les intérêts de ses membres moins puissants soient défendus au même titre que ceux des États forts de l'Ouest. Peut-être ceux-ci se permettent-ils d'appliquer seulement les modalités du TCE qui leur conviennent, sachant que les sanctions n'altèrent pas les bénéfices de les contourner. Si cette réflexion peut sembler s'éloigner du but de cette recherche, elle demeure importante en ce que l'application partielle du TCE, au détriment des questions de négociations multilatérales et d'investissement étranger, représente un des principaux éléments reprochés à la Russie dans le marché gazier.

6.3. L'application du modèle comparatif Allemagne-Ukraine-Turquie aux relations gazières russo-européennes

Bruxelles doit défendre tous ses États également, que ce soit l'Estonie ou l'Allemagne. Et si l'Estonie considère qu'il est important de créer des mécanismes de négociation multilatérale concernant l'approvisionnement gazier, l'UE prendra note de son opinion. Cela démontre la complexité de l'UE et de l'avenir des négociations pour l'approvisionnement gazier des trois groupes d'État. Les États du groupe « Ukraine » veulent des négociations multilatérales, même s'ils ne font pas tous partie de l'UE. Les États du groupe « Allemagne » appuient le multilatéralisme, mais ils ont les moyens économiques et politiques de le contourner. Les États du groupe « Turquie », où seules la Turquie et la Serbie ne sont pas membres de l'UE, profitent des résultats des négociations bilatérales puisqu'ils permettent la construction et la rentabilisation de gazoducs qui passent sur son territoire.

Malgré le rejet russe du TCE¹⁹⁶, l'UE doit quand même trouver un terrain d'entente énergétique, la Russie étant trop importante pour le marché énergétique européen pour être remplacée. Si l'on exclut la question de l'investissement, qui requerrait une analyse que la recherche actuelle ne peut se permettre faute d'espace et de concordance du sujet, la question d'une négociation commune des prix demeure en suspens.

En Russie, les citoyens et entreprises paient leur gaz selon leur éloignement des régions productrices. Les États de la CÉI bénéficient de quelques avantages hérités de l'époque soviétique, cependant que les pays européens paient un prix à peu près égal entre eux, malgré des distances différentes des régions productrices et de grandes disparités dans la capacité de payer. Le choix méthodologique de diviser les États européens en groupes gaziers n'est pas fortuit. L'UE doit reconnaître que tous les États-membres ne possèdent pas les mêmes priorités au niveau du marché gazier, comme elle l'a fait en partie par la création des *Gas Regional Initiatives* (GRI), dont l'objectif premier est l'interconnexion des réseaux gaziers régionaux¹⁹⁷. L'étape suivante de la reconnaissance des disparités serait d'accepter que tous les États européens ne peuvent payer le même prix pour le gaz. L'UE obtient par le fait même un coup de pouce de la nature puisque les États du groupe Allemagne, qui sont les plus à l'aise financièrement, sont aussi ceux qui se situent le plus loin des régions productrices de gaz russe. De la même façon, les États de première couronne de transit, ceux du groupe Ukraine, sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés financières, et accumulent des dettes énergétiques importantes.

¹⁹⁶ van Agt, Christof. « Tabula Rasa. Escape from the Energy Charter Treaty », *CIEP Briefing Paper* (septembre 2009), p. 1-38.

¹⁹⁷ European Energy Regulators. « Gas Regional Initiative (GRI) », En ligne : <http://www.energy-regulators.eu/portal/page/portal/EER_HOME/EER_INITIATIVES/GRI>, page consultée le 7 décembre 2009.

L'UE – et autres organisations européennes englobant tous les États européens – pourrait ainsi exiger de la Russie que les contrats d'approvisionnement à long-terme respectent une échelle de prix croissante selon les groupes Ukraine, Turquie et Allemagne. Ces trois groupes d'États aux ambitions communes pourraient négocier en commun un plan d'approvisionnement qui serait par la suite proposé à Gazprom. Cela permettrait aux États européens d'entrevoir la création d'un prix régional plutôt qu'européen et à la Russie de négocier des projets différents selon les capacités financières et politiques de ses groupes de partenaires, et ainsi éviter les problèmes liés aux retards de paiement. Cette idée va à l'encontre de la politique de libéralisation préconisée par l'UE, mais rien ne permet d'affirmer que la Russie s'y pliera un jour. Des alternatives doivent donc être étudiées.

6.4. Conclusion et perspectives d'avenir

En conclusion, le marché du gaz naturel russo-européen voit deux acteurs européens aux discours opposés négocier avec Gazprom. D'un côté, l'UE et les différentes organisations multiétatiques européennes tentent de convaincre la Russie de respecter la ratification – ou certaines clauses – du TCE, en premier lieu les recommandations sur les négociations multilatérales. De l'autre côté, les États européens, sur une base individuelle, et peut-être craintifs que leurs partenaires négocient eux aussi de façon bilatérale, contournent les politiques multilatérales qu'ils ont eux-mêmes participé à développer pour négocier seuls à seuls avec Gazprom. Cette situation représente une application du dilemme du prisonnier – à la différence que la Russie remplace le geôlier et offre des contrats d'approvisionnement plutôt que des peines d'emprisonnements : les États voient la coopération apporter les meilleurs résultats pour chacun, mais si un État opte pour la coopération et est abandonné par ses voisins, il se retrouve dans la pire situation.

Bref, il est clair que sans une réelle volonté commune des États européens à négocier ensemble, Gazprom profitera de la situation pour négocier des ententes

bilatérales à long terme, qui ne pourront être annulées sans de fortes pénalités. Les organisations supranationales européennes pourront critiquer la compagnie russe, il demeure qu'il existe chez plusieurs États européens une volonté de négocier rapidement avec Gazprom. Ici, les doutes sur la capacité russe de fournir le marché européen à long terme soulevés dans la littérature et dans les médias viennent finalement mettre des bâtons dans les roues de l'UE, puisque, anxieux d'être le pays que Gazprom ne pourrait approvisionner faute de ressources, les quelque vingt États européens pour qui le gaz russe occupe plus de 10% de la fourchette énergétique s'empressent de négocier leur approvisionnement et délaissent la négociation multilatérale, qui pourrait hypothétiquement obliger chaque État à diminuer ses importations gazières pour aider ses voisins.

En poursuivant l'analyse, il pourrait venir à l'esprit que, comme la situation décrite ci-haut avantage Gazprom, la compagnie russe ait volontairement créé des rumeurs sur son éventuelle incapacité d'approvisionner le marché européen. Il demeure que, vraies ou non et encouragées ou non par Moscou, les idées selon lesquelles Gazprom connaîtra une baisse d'augmentation de la production (et non pas une diminution de la production) ont convaincu maints États européens de délaisser la négociation multilatérale entreprise par les organisations européennes. Ainsi, entre 2005 et 2007, Gazprom a signé douze contrats d'approvisionnement à long terme avec huit États européens; un seul de ces contrats arrive à échéance avant 2020, mais il comprend des clauses de prolongation¹⁹⁸. La compagnie russe sécurise donc une partie de ses sources de revenus pour une vingtaine d'années.

¹⁹⁸ Locatelli, Catherine. *loc. cit.*, p. 252.

CONCLUSION

La recherche actuelle comprenait deux hypothèses différentes. L'hypothèse majeure était divisée en trois parties, qui définissaient et délimitaient trois groupes d'États européens semblables dans leurs relations gazières avec la Russie.

La première hypothèse était que *pour l'Allemagne et les autres États européens ayant les moyens financiers d'assurer la fiabilité de l'approvisionnement, la dépendance gazière à la Russie ne met pas en péril la sécurité énergétique et nationale du pays*. Ainsi, les États membres de ce groupe (Allemagne, France, Suisse, Belgique, Italie et Pays-Bas) dépendent à des degrés divers du gaz russe (de 0,7 à pour la Belgique à 11,5% de la fourchette énergétique pour l'Italie). Mais ils profitent aussi d'économies fortes et d'une situation géographique qui leur a permis de diversifier leurs approvisionnements et leurs sources à cause d'une situation historique qui a réduit leur dépendance gazière à la Russie : l'opposition au régime soviétique durant la majeure partie du vingtième siècle. Ces trois éléments permettent à ces États d'importer de grandes quantités de gaz russe sans y voir de risques à leur sécurité d'approvisionnement.

Le groupe Allemagne est fortement représenté à l'UE. À titre de comparaison, les pays de ce groupe ont fait élire 290 députés sur 736 au Parlement européen aux élections de juin 2009⁹. Malgré ce poids considérable, et la possibilité de faire entendre leur voix, les États de ce groupe, au premier chef l'Allemagne et l'Italie, jouissent de contrats d'approvisionnement à long terme et sont à l'origine, respectivement, du *Nord Stream* et du *South Stream*, négociés de façon bilatérale avec Gazprom. Bref, si ces États acceptent de négocier des *joint ventures* de cette

⁹ Toute l'Europe. « Répartition des députés par pays pour la législature 2009-2014 », En ligne : <http://www.touteurope.fr/fr/organisation/institutions/parlement-europeen-et-deputes/presentation/repartition-des-deputes-par-pays-a-partir-de-2009.html>, page consultée le 4 décembre 2009.

ampleur avec la Russie, c'est qu'ils préfèrent négocier avec Gazprom plutôt qu'avec les organisations supranationales européennes pour arriver à une entente commune d'approvisionnement gazier.

La deuxième hypothèse était que *l'Ukraine et les États ex-soviétiques et Est-européens ont des raisons substantielles de percevoir dans leur dépendance gazière à l'égard de la Russie un danger quant à la viabilité de leur sécurité énergétique*. Effectivement, pour ces États (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Belarus, Ukraine, Moldova, Croatie, Bosnie et Macédoine), le gaz russe représente au moins les deux tiers de leurs importations totales de gaz. Et, à l'exception de la Pologne et de la Macédoine, tous ces États dépendent du gaz russe à plus de 12% de la fourchette énergétique. De plus, les relations politiques difficiles avec Moscou (pour les pays Baltes, les États de la CÉI européenne et la Pologne) et/ou la situation géographique en-dehors des tracés des gazoducs d'exportation russe (pour la Finlande et les États ex-Yougoslaves) imposent un plafond au degré de confiance que ces États peuvent détenir envers la sécurité de l'approvisionnement russe, d'autant plus que les alternatives d'importation sont limitées par l'absence d'interconnexion entre les réseaux nationaux. Ensuite, contrairement au groupe Allemagne, seuls cinq États du groupe Ukraine sont membres de l'UE, et ils ne représentent que 89 des 736 députés du Parlement européen²⁰⁰. Cette faible représentation à l'UE diminue le poids des opinions de ce groupe, qui désirerait fortement une politique commune d'approvisionnement afin d'augmenter leur sécurité énergétique, en dépolitisant leurs relations gazières avec Moscou (pour l'Ukraine et le premier sous-groupe) ou en augmentant leur intérêt commercial pour Gazprom (pour la Finlande et le deuxième sous-groupe). Paradoxalement, ce groupe comprend cinq États ayant une frontière directe avec la Russie, ce qui élimine d'éventuels troubles liés au transit.

²⁰⁰ Toute l'Europe. *op. cit.*

La troisième hypothèse était que *la Turquie et les États centre-européens de transit n'ont pas à craindre les effets négatifs d'un accroissement de la dépendance gazière à l'égard de la Russie à cause de leurs bonnes relations énergétiques avec celle-ci et de l'évolution prévue de la coopération énergétique*. Le groupe Turquie comprend dix États (Autriche, Slovénie, Serbie, Turquie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Slovaquie et Tchéquie), pour qui le gaz occupe entre 7 et 30,9% de leur fourchette énergétique. Il s'agit de pays possédant des économies plus ou moins prospères, plusieurs d'entre eux ayant vécu une transition à partir de structures communistes. Toutefois, leurs bonnes relations politiques avec Moscou, et le besoin russe du transit gazier par leurs territoires assure aux États de ce groupe une certaine sécurité de l'approvisionnement, d'autant plus que le paiement pour le gaz russe est complété dans les termes entendus.

Au niveau européen, la région présente 153 députés sur 736 au Parlement européen²⁰¹ et la Serbie et la Turquie, sans être membres de l'UE, y sont reconnus comme des candidats potentiels²⁰². À ce jour, la Bulgarie, la Grèce et la Serbie²⁰³, l'Autriche et la Slovénie²⁰⁴, la Roumanie et la Tchéquie²⁰⁵, la Slovaquie²⁰⁶, la Turquie²⁰⁷ et la Hongrie²⁰⁸ ont signé des ententes concernant l'approvisionnement

²⁰¹ Toute l'Europe. *op. cit.*

²⁰² European Commission. « Enlargement », En ligne : http://ec.europa.eu/enlargement/countries/index_en.htm, page consultée le 4 décembre 2009.

²⁰³ BBC. « Russia signs gas pipeline deals », 15 mai 2009, En ligne :

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8051921.stm>, page consultée le 4 décembre 2009.

²⁰⁴ Euractiv. « Russia adds final pieces to 'South Stream' puzzle », 25 mai 2009, En ligne : <http://www.euractiv.com/en/energy/russia-adds-final-pieces-south-stream-puzzle/article-182594>, page consultée le 24 novembre 2009.

²⁰⁵ Locatelli, Catherine. *loc. cit.* (septembre 2008), p. 52.

²⁰⁶ Oil and Gas Insight. « Russia-Slovakia Sign Gas Supply Deal », novembre 2008, En ligne : <http://www.oilandgasinsight.com/file/71162/russia-slovakia-sign-gas-supply-deal.html>, page consultée le 4 décembre 2009.

²⁰⁷ Telegraph. « Russia and Turkey sign gas deal », 6 août 2009, En ligne : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/turkey/5984812/Russia-and-Turkey-sign-gas-deal.html>, page consultée le 4 décembre 2009.

et/ou le futur tracé du *South Stream*. Ainsi, il semble clair que les États du groupe Turquie préfèrent un approvisionnement rapide à un approvisionnement négocié avec tous les partenaires de l'UE, d'autant plus que le *South Stream* aurait pour effet de relier entre eux des réseaux nationaux qui sont à l'heure actuelle presque complètement isolés les uns des autres.

L'hypothèse mineure était que *l'historique des relations politiques et énergétiques russo-européennes a créé une exagération de la menace politique russe, transpirant sur la perception d'une menace énergétique-commerciale, elle aussi excessive*. Six éléments principaux des relations politico-énergétiques entre la Russie et l'Europe étaient mentionnés. L'analyse de ceux-ci permet de voir si la perception d'une menace énergétique-commerciale russe est fondée.

En premier lieu, l'inimitié historique entre l'Europe (surtout centrale et orientale) et l'URSS n'influence pas outre mesure les relations gazières russo-européennes actuelles. En effet, parmi tous les États ayant vécu sous le joug soviétique, seuls les pays Baltes, les trois États de la CÉI européenne et la Pologne peuvent réellement prétendre vivre une dépendance gazière menaçant la sécurité nationale. Toutefois, les coupures d'approvisionnement au Belarus et en Moldova étaient avant tout motivées par un problème commercial, celui du non-paiement du gaz reçu. Et la Pologne, de son côté, demeure un acheteur fiable et ponctuel dans les paiements. Ainsi, seuls les pays Baltes et l'Ukraine peuvent utiliser l'inimitié historique avec la Russie pour justifier leurs craintes énergétiques. Il serait inapproprié d'extrapoler à partir de leur situation et d'appliquer cette conclusion au reste de l'Europe.

²⁰⁸ The New York Times. « Two Natural Gas Deals Tie Hungary Closer to Russia », 17 mars 2009, En ligne: <http://www.nytimes.com/2009/03/18/business/worldbusiness/18gas.html?_r=1>, page consultée le 4 décembre 2009.

En deuxième lieu, il a été précisé que la coupure d'approvisionnement gazier au Belarus en 2007 était une coupure commerciale. Dans le cas de celles visant l'Ukraine en 2006 et 2009, la décision a été motivée en partie par des éléments politiques. Toutefois, les effets en Europe sont le résultat du détournement de gaz par l'Ukraine et, en 2009, du coup de poker de Gazprom, qui a coupé l'approvisionnement européen dans l'espoir de faire ressortir la sclérose du secteur gazier ukrainien, avec succès. Loin de nier que les relations politiques ont joué un rôle dans les deux crises, il reste que du point de vue européen, la situation est toute autre. En effet, aucun État ne partage avec Moscou des relations politico-énergétiques aussi difficiles que celles de Kiev; le risque d'une rupture d'approvisionnement aussi importante que celles imposées à l'Ukraine est donc très faible.

En troisième lieu, les coupures dues à des problèmes techniques sont malheureusement inévitables, vu l'âge avancé du réseau d'exportation russe. S'il n'existe pas de projet de revitalisation des gazoducs *Yamal-Europe* et *Brotherhood-Transgas*, la construction du *Nord Stream* et du *South Stream*, qui se connecteront directement au réseau européen, devrait rassurer l'Europe : ces deux gazoducs utilisent des technologies de pointe, inexistantes lors de la construction des premiers réseaux d'exportations russes.

En quatrième lieu, la stratégie d'acquisition des entreprises nationales par Gazprom fait craindre à certains États européens une stratégie politique sous-jacente via laquelle la Russie utiliserait son pouvoir sur le marché gazier pour imposer des décisions politiques à l'Europe. Comme cela a été vu au chapitre 1, seule la spéculation permet d'affirmer que Gazprom entretient ou non de tels desseins. Toutefois, les nombreux *joint ventures* développés entre Gazprom et des entreprises allemandes et italiennes devraient convaincre une partie des sceptiques européens : l'Allemagne et l'Italie sont les deux États ouest-européens les plus dépendants du gaz russe et ne craignent aucunement la coopération économique avec Gazprom.

En cinquième lieu, l'attitude de confrontation russe face à la question du développement du programme américain de défense continentale européenne n'est plus à l'ordre du jour. En effet, le Président Obama a abandonné le projet de son prédécesseur, au grand plaisir du Kremlin²⁰⁹. Bien que cette annulation soit loin de réjouir la Pologne et la Tchéquie, elle élimine aussi la source majeure de tension politique avec la Russie des dernières années.

En sixième lieu, le refus russe de ratifier le Traité sur la Charte de l'Énergie (TCÉ) est maintenant lui aussi retiré de l'ordre du jour politique puisque Moscou a officiellement annoncé son retrait du TCÉ. Dans les faits, cette annonce ne modifie rien aux relations gazières russo-européennes puisque la Russie n'appliquait que partiellement le TCÉ. Toutefois, en l'absence d'un modèle commun de développement des marchés gaziers, la Russie peut désormais contourner les principes de négociation multilatérale et d'ouverture à l'investissement sans être critiquée sur son double-discours. Mais il demeure que les craintes européennes par rapport au rejet du TCÉ devraient être amenuisées par le fait que plusieurs États signataires du Traité aient signé des ententes d'approvisionnement et de coopération gazier.

En bref, les deux hypothèses sont confirmées par l'analyse actuelle. D'un côté, les États européens consommant du gaz naturel russe peuvent tous être classés dans trois groupes, selon leurs capacités économiques et politiques à négocier avec Gazprom. De l'autre côté, l'Europe a grandement exagéré la menace énergétique posée par la Russie. En jumelant ces deux résultats, il appert que la perception européenne d'une menace énergétique russe peut être réduite en appliquant les

²⁰⁹ BBC. « Q&A: US missile defence », 20 septembre 2009, En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6720153.stm>, page consultée le 8 décembre 2009.

divisions entre les trois groupes d'États dans la négociation des prix et quantités de gaz naturel avec Gazprom.

En conclusion, la Russie est, et demeurera, le premier producteur et premier exportateur gazier du monde. Ses immenses réserves et ses nombreuses régions encore inexplorées – au niveau énergétique – ne peuvent qu'accentuer sa prédominance sur le marché gazier mondial. Les nombreux doutes quant à la capacité russe de supporter une hausse importante des exportations en Europe, en Asie et potentiellement en Amérique sont liés à une variable temporelle à court terme. Le gaz existe en Russie. Et malgré l'hypothétique réussite des programmes d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction de la consommation, ainsi que les mesures de virage environnemental général, les combustibles fossiles demeureront la source d'énergie offrant le meilleur potentiel calorifique – après le soleil, bien sûr. La Russie peut donc espérer recevoir des dividendes intéressants pour la vente de ses ressources pendant encore une centaine d'années, à tout le moins.

Même si le secteur énergétique russe se serait peut-être développé durant le mandat de n'importe quel Président, il demeure que Poutine a fortement contribué à l'établissement, pour paraphraser Eisenhower²¹⁰, d'un complexe énergéico-industriel basé sur les exportations et à la consolidation du pouvoir de l'État dans ce complexe. Il est clair que pour les défenseurs du libre-marché, l'État russe est beaucoup trop impliqué dans les diverses décisions énergétiques, et que le potentiel de développement économique en est ainsi limité. Or, ce repositionnement russe dans l'économie mondiale a suivi une période de crise économique très difficile pour la Russie, causée en partie, comme le dit Trenin, par le *lack of sensitivity* des puissances

²¹⁰ Dwight D. Eisenhower Memorial Commission. « Farewell Address, January 17, 1961 », En ligne : <<http://www.eisenhowermemorial.org/speeches/19610117%20farewell%20address.htm>>, page consultée le 8 décembre 2009.

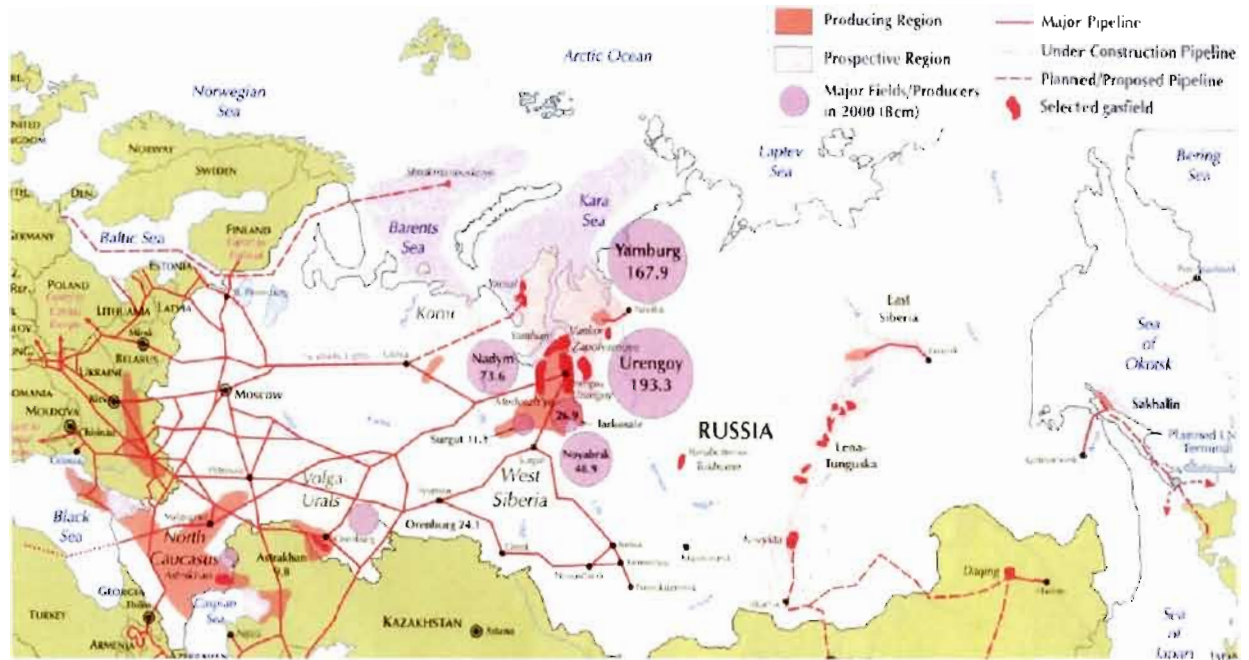
occidentales à l'égard de Moscou²¹¹, et par la période chaotique eltsinienne de prise de possession des acquis publics soviétiques par des gens profitant de contacts dans les sphères du pouvoir. Dans la conscience populaire russe, la chute du système soviétique a donc eu deux corollaires : les Programmes d'ajustements structurels du FMI et l'enrichissement éhonté des oligarques. En grande partie responsables de la misère populaire de la deuxième moitié des années 1990, ces deux conséquences de la dissolution de l'Empire sont fortement liées à une économie capitaliste inspirée des valeurs occidentales.

Ainsi, le succès et la popularité de Vladimir Poutine s'expliquent facilement : il a permis à l'économie russe de se développer rapidement, tout en forçant, parallèlement, un retour de l'État dans l'économie. Cela a eu pour effet, sinon d'assurer une redistribution équitable des dividendes liés aux exportations énergétiques parmi la population, d'enrichir l'État russe et de lui redonner la confiance politique nécessaire pour reprendre sa place parmi les États importants dans le monde.

²¹¹ Trenin, Dmitri. « Russia's Strategic Choices », Carnegie Endowment Policy Brief, no 50 (mai 2007), p. 2.

ANNEXE

Tableau 18 – Les gisements gaziers en Russie.



Source : Energy Information Administration. « Major Russian gas basins », En ligne : http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Russia/images/RUS_gasmap.gif, page consultée le 26 février 2010.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de périodiques et ouvrages :

AIÉ/OCDE. *Security of gas supplies in open markets*, En ligne : <http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2004/security_annexes.pdf>, p. 1-497.

AIÉ. « Optimising Russian Natural Gas », Reform and Climate Policy (2006), En ligne : <http://www.iea.org/textbase/publications/free_new_Desc.asp?PUBS_ID=1800>, p. 1-204.

AIÉ. « Turkey. 2005 Review », *Energy Policies of IEA Countries* (2005), p. 1-184.

AIÉ. « Ukraine – Energy Policy Review 2006 », *Energy Policies of IEA Non-member Countries* (2006), p. 1-384

AIÉ. « Germany 2007 Review », *Energy Policies of IEA Countries* (2007), p. 1-184.

Aleksanteri Institute, « The Energy Dynamics on the Borders of the EU Internal Dynamics of the Russian Energy Sector », *Memo*, no 2 (automne 2006), p. 1-18.

Alhaji, A.F. « What Is Energy Security? », *Energy Politics*, no 4 (printemps 2008), p. 62-82.

Amsterdam, Robert. « Careless and Ignorant – The German-Russian Relationship », En ligne : <http://www.robertamsterdam.com/2007/02/careless_and_ignorant_the_germ.htm>, 1^{er} février 2007, page consultée le 17 novembre 2009

Aslund, Anders. « Russia's Energy Policy: A Framing Comment », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 47, no 3 (2006), p. 321-328.

Bacik, Gökhan. « The Blue Stream Project, Energy Co-operation and Conflicting Interests », *Turkish Studies*, vol. 2, no 2 (automne 2001), p. 85-93.

Baev, Pavel K. « Putin Raises the Stakes in his Black Sea Gas Gamble », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 6, no 97 (20 mai 2009).

Bahgat, Gawdar. « Prospects for energy cooperation in the Caspian Sea », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 40, no 2 (mai 2007), p. 157-168.

Balmaceda, Margarita M. « Intermediaries and the Ukrainian Domestic Dimension of the Gas Conflict », *Russian Analytical Digest*, no 53 (janvier 2009), p. 9-14.

Balmaceda, Margarita M. « Background to the Russia-Ukrainian Gas Crisis: Clarifying Central Issues and Concepts », *Russian Analytical Digest*, no 53 (janvier 2009), p. 22-23.

Balzer, Harley. « Vladimir Putin on Russian Energy Policy », *Energy Politics*, no 9 (printemps 2006), p. 31-39.

Bilgin, Mert. « New prospects in the political economy of inner-Caspian hydrocarbons and western energy corridor through Turkey », *Energy Policy*, vol. 35, no 12 (2007), p. 6383-6394.

Bradshaw, Michael. « Sakhalin-II in the Firing Line: State Control, Environnemental Impacts for the Future of Foreign Investment in Russia's Oil and Gas Industry », *Russian Analytical Digest*, no 8 (octobre 2006), p. 6-11.

Heinrich, Andreas. « Gazprom ». *Russian Analytical Digest*, no 1 (juin 2006), p. 1-9.

Breault, Yann, Pierre Jolicoeur et Jacques Lévesque. *La Russie et son ex-empire – Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2003, 348 p.

Cohen, Ariel. « Joe Biden's Trip to Ukraine and Georgia », *Heritage Foundation WebMemo*, no 2565 (27 juillet 2009), En ligne : <<http://www.heritage.org/research/russiaandeurasia/wm2565.cfm>>, page consultée le 20 novembre 2009

Commission of the European Communities. « Bosnia and Herzegovina 2009 Progress Report », *Commission Staff Working Document*, SEC 2009 (1338), Bruxelles, 14 octobre 2009, p. 1-67.

Commission of the European Communities. « Serbia 2009 Progress Report », *Commission Staff Working Document*, SEC 2009 (1339), Bruxelles, 14 octobre 2009, p. 1-59.

Constantini, Valeria, Francesco Gracceva, Anil Markandya et Giorgio Vicini. « Security of energy supply: Comparing scenarios from a European perspective », *Energy Policy*, no 35 (2007), p. 210-226.

Correljé, Aad et Coby van der Linde. « Energy supply security and geopolitics: A European perspective », *Energy Policy*, no 34 (2006), p. 532-543.

Darbouche, Hakim. « Russian-Algerian cooperation and the 'gas OPEC': What's in the pipeline? », *CEPS Policy brief*, no 123 (mars 2007), p. 1-6.

Denisov, Andrei. « The Gains and Failures of the Energy Superpower », *Russia in Global Affairs*, no 2 (avril-juin 2008), p. 1-8.

Dudek, Daniel J., Alexander A. Golub et Elena B. Strukova. « Should Russia increase domestic process for natural gas? », *Energy Policy*, vol. 34 (2006), p. 1659-1670

Dwight D. Eisenhower Memorial Commission. « Farewell Address, January 17, 1961 », En ligne : <<http://www.eisenhowermemorial.org/speeches/19610117%20farewell%20address.htm>>, page consultée le 8 décembre 2009

Energy Charter. « Energy Charter Texts », En ligne : <<http://www.encharter.org/index.php?id=178>>, page consultée le 7 décembre 2009.

Energy Charter Secretariat. « Status of Ratification of the Trade Amendment to the Energy Charter Treaty as of October 2009 », En ligne : <http://www.encharter.org/fileadmin/user_upload/document/Trade_Amendment_ratification_status.pdf>, page consultée le 7 décembre 2009.

European Commission – Energy. « Energy policy for a competitive Europe », En ligne : <http://ec.europa.eu/energy/index_en.htm>, page consultée le 9 octobre 2009.

Fachinotti, Matteo. « Will Russia Create a Gas Cartel », *Russian Analytical Digest*, no 18 (avril 2007), p. 14-17.

Federal Ministry of Economics and Technology. « Report by the German Government on the Oil and Gas Market Strategy », En ligne : <<http://www.bmwi.de/English/Redaktion/Pdf/report-oil-gas-market-strategy,property=pdf,bereich=bmwi,sprache=en,rwb=true.pdf>>, page consultée le 7 octobre 2009, p. 1-6.

Feygin, Vladimir. « Are the Energy Majors in Decline? », *Russia in Global Affairs*, no 1 (mars 2007), p. 1.

Finon, Dominique et Catherine Locatelli. « Russian and European gas interdependence: Could contractual trade channel geopolitics? », *Energy Policy*, no 36 (2008), p. 423-442.

Fredholm, Michael. « The Russian Energy Strategy & Energy Policy: Pipeline Diplomacy or Mutual Dependence? ». *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 05, no 41 (septembre 2005), p. 1-37.

Fredholm, Michael. « Gazprom in Crisis », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 06, no 48 (octobre 2006), p. 1-16.

Global Witness. « It's a gas – Funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade », *Global Witness Report*, avril 2006, p. 2-64.

Global Witness. « Russia, Ukraine and Gas: Six Questions for Gazprom », En ligne : <http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/701/en/an_open_letter_to_gazprom_chief_executive_alexey_m>, page consultée le 3 novembre 2009, p. 1-3.

Gnezditskaia, Anastasia. « 'Unidentified Shareholders': the Impact of Oil Companies on the Banking Sector in Russia », *Europe-Asia Studies*, Vol. 57, no 3 (mai 2005), p. 457-480.

Goldthau, Andreas. « Rhetoric versus reality: Russian threats to European energy supply », *Energy Policy*, no 36 (2008), p. 686-692.

Gomart, Thomas. « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 6, no 12 (mars 2006), p. 1-9.

Götz, Roland. « Russia and the Energy Supply of Europe – The Russian Energy Strategy to 2020 », *German Institute for International and Security Affairs – Working paper*, no 5 2005/06 (octobre 2005), p. 1-15.

Götz, Roland. « Russian Gas and Alternatives for Europe », *German Institute for International and Security Affairs – Working paper*, no 5 2006/07 (juin 2006), p. 1-5.

Grigoryev, Yuli. « Today or not today: Deregulating the Russian gas sector », *Energy Policy*, vol. 35, no 5 (2007), p. 3036-3045.

Heinrich, Andreas. « Under the Kremlin's Thumb: Does Increased State Control in the Russian Gas Sector Endanger European Energy Security? », *Europe-Asia Studies*, Vol. 60, no 9 (2008), p. 1539-1574.

Helm, Dieter. « Russian energy policy – political assertiveness or rational economics? », 16 octobre 2006, En ligne : <http://www.dieterhelm.co.uk/publications/Open_Democracy_Russian_energy_policy_Oct06.pdf>, page consultée le 22 septembre 2008

IEA Directorate of Global Energy Dialogue. « Perspectives on Caspian Oil and Gas Development », *International Energy Agency Working Paper Series*, Vol. 1 (2008), p. 1-69

International Crisis Group. « Central Asia's Energy Risks », *Asia Report*, no 133 (mai 2007), p. 1-55.

Johnson's Russia List. « Putin's chief of staff says Kremlin now controls Gazprom... », <<http://www.cdi.org/russia/johnson/9186-21.cfm>>, 4 novembre 2007.

Joukovsky, Arkady. *Histoire de l'Ukraine*, Paris : Dauphin, 2005, 324 p.

Kaiser, Mark J. et Allan G. Pulsipher. « A review of the oil and gas sector in Kazakhstan », *Energy Policy*, vol. 35, no 2 (2007), p. 1300-1314.

Kovacevic, Aleksandar. « The Impact of the Russia-Ukraine Gas Crisis in South Eastern Europe », *OIES Policy Paper*, no 29 (mars 2009), p. 1-19.

Kramer, Andrew E. « Russia Gas Pipeline Heightens East Europe's Fears », *The New York Times*, 13 octobre 2009, p. 1-4.

Krysiek, Timothy Fenton. « Agreements for Another Era. Production Sharing Agreements in Putin's Russia, 2000-2007 » *Oxford Institute for Energy Studies – Working Paper*, no 34 (novembre 2007), p. 1-28.

Kusznir, Julia et Heiko Pleines. « The Russian Oil Industry between Foreign Investment and Domestic Interests », *Russian Analytical Digest*, no 27 (septembre 2007), p. 11-15.

Laruëlle, Marlène. « Russo-Turkish Rapprochement through the Idea of Eurasia: Alexander Dugin's Networks in Turkey », *The Jamestown Foundation Occasional Paper* (avril 2008), p. 1-13.

Legault, Albert. *Petit traité du pétrole et du gaz*, Paris : Technip, 2007, 308 p.

Locatelli, Catherine. « Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie – L'Europe contre l'Asie ? », *Cahier de recherche LEPII*, no 38 (septembre 2004), p. 1-11.

Locatelli, Catherine. « Vers la constitution de multinationales dans le secteur de l'énergie russe ? Le cas des hydrocarbures », *LEPII* (mars 2006), p. 1-8.

Locatelli, Catherine. « Gazprom contraint par son environnement pourra-t-il, sans réforme, assurer le développement de l'industrie gazière russe ? », *Note de travail LEPII*, no 6 (janvier 2007), p. 1-6.

Locatelli, Catherine et Silvana Mima. « European gas market. Stakes and perspectives », *Note de travail LEPII*, no 9 (avril 2007), p. 1-9.

Locatelli, Catherine. « Gazprom's export strategies under the institutional constraint of the Russian gas market », *OPEC Energy Review* (septembre 2008), p. 246-264.

Locatelli, Catherine et Dominique Finon. « Russian and European gas interdependence: Could contractual trade channel geopolitics? », *Energy Policy*, vol. 36 (2008), p. 423-442

Luciani, Giacomo. « Security of Supply for Natural Gas Markets – What is it and what is it not? », *INDES Working Papers*, no 2 (mars 2004), p. 1-16.

Makarychev, Andrey S. « Russia's Energy Policy. Between Security and Transparency », *PONARS Policy Memo*, no 425 (décembre 2006), p. 1-4.

Mané-Estrada, Aurélia. « European energy security: Towards the creation of the *geo-energy* space », *Energy Policy*, no 34 (2006), p. 3773-3786.

Medetsky, Anatoly. « South Stream May Be First to Open », *Johnson's Russia List*, no 28 – JRL 2009-195 (23 octobre 2009).

Milov, Vladimir. « Energy Efficiency Challenges in Russia in the policy context », *World Bank Policy Paper* (juin 2006), p. 1-35.

Milov, Vladimir et Jessica Allevione. « Le dialogue énergétique Union européenne-Russie : concurrence contre monopoles », *Politique étrangère*, Hors-série vol.1 (2007), p. 221-230.

Milov, Vladimir. « Russia and the West. The Energy Factor », *CSIS Policy Paper* (juillet 2008), p. 3

Ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie. « Report by the German Government on the Oil and Gas Market Strategy », En ligne : <<http://www.bmwi.de/English/Redaktion/Pdf/report-oil-gas-market-strategy,property=pdf,bereich=bmwi,sprache=en,rwb=true.pdf>>, page consultée le 7 octobre 2009, p. 4

Ministry of Energy of the Russian Federation. *The Summary of the energy Strategy of Russia for the Period of up to 2020*. Moscou, 2003, En ligne : <http://ec.europa.eu/energy/russia/events/doc/2003_strategy_2020_en.pdf>, p. 1-23.

Mitrova, Tatiana. « Gazprom's Foreign Energy Policy », *Russian Analytical Digest*, no 41 (20 mai 2008), p. 2-7.

Monaghan, Andrew. « Russia's Energy Diplomacy: A Political Idea Lacking a Strategy », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 7, no 2 (2007), p. 275-288.

Monaghan, Andrew. « Russia and the Security of Europe's Energy Supplies: Security in Diversity? », *Conflict Studies Research Centre – Special Series*, vol. 07, no 2 (janvier 2007), p. 1-18.

Neumann, Anne. « Security of Supply in Liberalised European Gas Markets, *Thèse de Diplôme*, Chair for Economics, in particular Economic Theory (Microeconomics), Prof. Dr. Friedel Bolle, European University Viadrina (printemps 2004), 33 p.

Neumann, Anne et Christian von Hirschhausen. « Long-Term Contracts for Natural Gas – An Empirical Analysis », *Globalization of Natural Gas Markets Working Papers*, no 13 (septembre 2005), p. 1-17.

Nicoll, Alexander et Jessica Delaney. « Central Asia's energy. Has Moscow played its trump card? », *IISS Strategic Comments*, vol. 13, no 5 (juin 2007), p. 1-2.

OCDE. « OECD Economic Survey of the Russian Federation, 2004: Reforming the domestic Natural Gas Market », *OECD Economic Surveys* (2004), p. 6.

Ortung, Robert. « Business-State Relations. Role of the State in the Energy Sector », *Russian Analytical Digest*, no 8 (octobre 2006), p. 1-5.

Paillard, Christophe-Alexandre. « Gazprom: the Fastest Way to Energy Suicide », *Russie.Nei.Visions*, no 17 (mars 2007), p. 1-20.

Palonkorpi, Mikko. *Energy Security and the Regional Security Complex Theory*, article non-publié, En ligne :
<<http://www.sam.sdu.dk/politics/nisa/papers/palonkorpi.pdf>>, p. 1-19.

Paramonov, Vladimir et Aleksey Stokov. « Structural Interdependence of Russia & Central Asia in the Oil and Gas Sectors », *Conflict Studies Research Centre – Central Asian Series*, vol. 07, no 16 E (juin 2007), p. 1-13.

Paramonov, Vladimir et Aleksey Stokov. « Russia – Central Asia: Existing and Potential Oil and Gas Trade », *Advanced Research and Assessment Group – Central Asian Series*, vol. 8, no 3 E (février 2008), p. 1-19.

Percebois, Jacques. « The supply of natural gas in the European Union-strategic issues », *OPEC Energy Review*, mars 2008, p. 33-53.

Perovic, Jeronim et Robert Orttung. « Russia's Energy Policy: Should Europe Worry? », *Russian analytical digest*, numéro 18 (avril 2007), p. 2-13.

Pirani, Simon. *Ukraine's Gas Sector*, OIES Policy Paper, no 21 (juin 2007), p. 1-123.

Pirani, Simon. « The Russo-Ukrainian Gas Dispute, 2009 », *Russian Analytical Digest*, no 53 (janvier 2009), p. 2-8.

Pirani, Simon, Jonathan Stern et Katja Yafimava. « The Russo-Ukrainian gas dispute of January 2009: a comprehensive assessment », *Oxford Institute for Energy Studies – Policy Paper*, no 27 (février 2009), p. 2-66.

Riley, Alan. « The coming of the Russian Gas Deficit: Consequences and Solutions », *CEPS Policy brief*, no 116 (octobre 2006), p. 1-8.

Roberts, John. « The Turkish Gate. Energy Transit and Security Issues », *CEPS EU-Turkey Working Papers*, no 11 (octobre 2004), 1-23.

Rumsfeld, Donald H. « Secretary Rumsfeld Briefs at the Foreign Press Center », 22 janvier 2003, En ligne : <<http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=1330>>, page consultée le 4 novembre 2009.

Sagers, Matthew J. « Russia's Energy Policy: A Divergent View », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 47, no 3 (2006), p. 314-320.

Sherr, James. « Energy Security: At last, A Response from the EU », *Conflict Studies Research Centre – UK Defence Academy*, vol. 07, no 10 (mars 2007), p. 1-6.

Simmons, Daniel et Isabel Murray. « Energy Sector Reform », *Russian Analytical Digest*, no 27 (septembre 2007), p. 1-5.

Skinner, Robert. « Strategies for Greater Energy Security and Resource Security », *Oxford Institute for Energy Studies Background Notes*, juin 2006, p. 1-12.

Smith, Keith C., « Corruption, not Dependency is the Risk to Western Europe from Russian Energy Trade », *Center for Strategic & International Studies Policy paper*, juillet 2008, p. 1-6.

Smith, Mark A., « A Review of Russian Foreign Policy », *Conflict Studies Research Centre – Russian Series*, vol. 7, no 20 (juillet 2007), p. 1-11.

Socor, Vladimir. « Trans-Black Sea Pipeline Can Bring Caspian Gas to Europe », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 3, no 226 (décembre 2006), p. 1.

Socor, Vladimir. « Germany torpedoes Ukrainian, Georgian Membership Action Plans ahead of NATO summit », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, no 48 (mars 2008).

Socor, Vladimir. « Extraneous considerations block Georgian and Ukrainian MAPs at the NATO summit », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, no 61 (mars 2008).

Sokov, Nikolai. « Alternative Interpretation of the Russian-Ukrainian Gas Crisis », *PONARS Policy Memo*, no 404 (janvier 2006), p. 1-6.

Stern, Jonathan. *Security of European Natural Gas Supplies. The impact of import dependence*, Londres : Royal Institute of International Affairs, 2002, p. 1-36.

Stern, Jonathan. « Gas pipeline co-operation between political adversaries: examples from Europe », *Korea Foundation Report Submission* (janvier 2005), p. 12.

Stern, Jonathan. *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford; New York : Oxford University Press, 2005, 265 p.

Stern, Jonathan. « Natural Gas Security Problems in Europe: the Russian-Ukrainian Crisis of 2006 », *Asia-Pacific Review*, vol. 13, no 1 (mai 2006), p. 32-59.

Stern, Jonathan. « The New Security Environment for European Gas: Worsening Geopolitics and Increasing Global Competition for LNG », *Oxford Institute for Energy Studies – Policy Paper*, no 15 (octobre 2006), p. 1-31.

Stern, Jonathan. « Continental European Long-Term Gas Contracts: is a transition away from oil product-linked pricing inevitable and imminent? », *Oxford Institute for Energy Studies – Policy Paper*, no 34 (septembre 2009), p. 1-29.

Stulberg, Adam N. « Moving Beyond the Great Game: The Geoeconomics of Russia's Influence in Caspian Energy Bonanza », *Geopolitics*, vol. 10, no 1 (février 2005), p. 1-25.

Szabo, Stephen F. « Can Berlin and Washington Agree on Russia? », *The Washington Quarterly*, vol. 32, no 4 (octobre 2009), p. 23-41.

The Russia Journal. « Gazprom unveils ambitious UK plans », 18 novembre 2004, En ligne : <<http://www.russiajournal.com/node/18815>>, page consultée le 7 décembre 2009.

Trenin, Dmitri. « Russia's Strategic Choices », *Carnegie Endowment for International Peace – Policy Brief*, no 50 (mai 2007), p. 1-8.

Trenin, Dmitri. « Russia's Spheres of Interest, not Influence », *The Washington Quarterly*, vol. 32, no 4 (octobre 2009), p. 3-22.

van Agt, Christof. « Tabula Rasa. Escape from the Energy Charter Treaty », *CIEP Briefing Paper* (septembre 2009), p. 1-38

van der Linde, Coby, Wilbur Perlot et Femke Hoogeveen. « Tomorrow's Mores: The future geopolitical system and the structure of the international oil market », *Clingendael International Energy Programme*, no 112 (juillet/août 2006), p. 1-11.

van der Linde, Coby et Jonathan Stern. « The Future of Gas: will Reality meet Expectation? », Présentation au International Energy Forum, Amsterdam (2004), En ligne : <http://www.clingendael.nl/publications/2004/20040500_ciep_vanderlinde.pdf>, page consultée le 16 janvier 2008, p. 1-35.

van der Linde, Coby. « The gasification of international relations », *Energie Nederland*, 6 juin 2006, p. 1.

Vashakmadze, Giorgi. « The White Stream gas transportation project – a project to deliver Caspian gas to the EU », Belgrade (avril 2009), En ligne : <<http://www.emportal.rs/data/File/Ekonference/2009/Energetika/Giorgi%20Vashakmadze%20GUEU%20White%20Stream.PDF>>, page consultée le 8 octobre 2009

von Hirschhausen, Christian, Anne Neumann et Sophia Rüster. « Competition in Natural Gas Transportation? Technical and Economic Fundamentals and an Application to Germany », *Globalization of Natural Gas Markets Working Papers*, no 21b (juillet 2007), p. 1-13.

Winrow, Gareth M. « Problems and Prospects for the "Fourth Corridor": the Positions and Role of Turkey in Gas Transit to Europe », *OIES Policy Paper*, no 30 (juin 2009), p. 1-31.

Weisser, Hellmuth. « The security of gas supply – a critical issue for Europe? », *Energy Policy*, no 35 (2007), p. 1-5.

Yafimava, Katja et Jonathan Stern. « The 2007 Russia-Belarus Gas Agreement », *Oxford Energy Comment* (janvier 2007), p. 1-7.

Sites Internet :

321 Energy : <http://www.321energy.com>
 Alexander's Gas and Oil Connections : <http://www.gasandoil.com/goc/>
 BBC : <http://news.bbc.co.uk/>
 Bosphorus Gaz Corporation : <http://www.bosphorusgaz.com>
 British Petroleum : <http://www.bp.com/>
 CIA : <https://www.cia.gov/>
 Commission européenne : <http://www.ec.europa.eu>
 Département américain de l'Énergie : <http://www.eia.doe.gov/>
 Electoral Geography : <http://www.electoralgeography.com>
 Energy Tribune : <http://www.energytribune.com>
 EurActiv Network : <http://www.euractiv.com>
 Eurasianet : <http://www.eurasianet.org>
 European Energy Regulators : <http://www.energy-regulators.eu>
 Gazprom : <http://www.gazprom.com>
 Global Energy Network Institute : <http://www.geni.org/globalenergy/index2.shtml>
 INOGATE : <http://www.inogate.org/en/>
 Institut de la politique énergétique de Moscou : www.energypolicy.ru
 Johnson's Russia List : <http://www.cdi.org/russia/Johnson>
 Kommersant : <http://www.kommersant.com/>
 Ministère des Finances de la Fédération de Russie : <http://www.minfin.ru>
 NABUCCO : <http://www.nabucco-pipeline.com>
 North European Gas Pipeline : <http://www.nord-stream.com>
 Oil and Gas Insight : <http://www.oilandgasinsight.com>
 Political and Economic Risk Consultancy : <http://www.asiarisk.com>
 President of Russia : <http://www.eng.kremlin.ru>
 RIA Novosti : <http://en.rian.ru>
 RosUkrEnergo : <http://www.rosukrenergo.ch>
 RWE : <http://www.rwe.com>
 South Stream : <http://www.south-stream.info>
 Spiegel International Online : <http://www.spiegel.de>
 State Oil Company of Azerbaijan Republic : <http://www.socar.gov.az/>
 Telegraph : <http://www.telegraph.co.uk>
 The New York Times : <http://www.nytimes.com>
 The White House : <http://whitehouse.gov>
 Times Online : <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/>
 TNK-BP : <http://www.tnk-bp.com/>
 Toute l'Europe : <http://www.touteleurope.fr>
 Transgas : <http://www.etg.hu/>
 Turkish Weekly : <http://www.turkishweekly.net/>
 VLIZ : <http://www.vliz.be>
 World Atlas : <http://www.worldatlas.com>